



Université Senghor

Université internationale de langue française
au service du développement africain

Opérateur direct de la Francophonie

Lutte contre l'insécurité alimentaire en Côte d'Ivoire : conception d'un projet d'accessibilité aux aliments pour les ménages vulnérables de la région du Bafing.

Présenté par

Iba BAMBA

pour l'obtention du Master en Développement de l'Université Senghor

Département santé.

Spécialité politiques nutritionnelles

le 29 mars 2011

Devant le jury composé de :

Dr Christian MESENGE Directeur du Département Santé de l'Université Senghor	Président
Pr Hélène DELISLE Professeure titulaire de Nutrition à l'université de Montréal	Examineur
Pr Mohamed GAD Maître de conférences, IGRS, Alexandrie	Examineur

Remerciements

A mon encadreur de stage le **Pr Etienne Dako** qui plus qu'un simple étudiant m'a traité avec beaucoup de considération et d'égard. Il a dirigé ce mémoire dans la continuité de mon stage. Que Dieu vous bénisse Professeur.

A madame la directrice de l'Hôpital et Centre de Santé Communautaire de Lamèque dans le Nouveau Brunswick **madame Dina Chiasson**, et toute son équipe qui nous ont ouverts les portes de leur structure de la façon la plus aimable et professionnelle que faire se peut. L'expérience de cette équipe en matière d'approche communautaire de résolution des problèmes de santé publique a inspiré ce travail.

A tous les enseignants et le personnel de l'Université de Moncton, grand merci à vous pour votre hospitalité et l'ambiance conviviale dans laquelle s'est déroulé mon stage.

Au **Docteur Christian Mesenge**, Directeur du Département Santé, homme d'humilité et constamment à l'écoute de ses étudiants. Dieu vous le rendra.

A **madame Alice Mounir**, Assistante de Direction du Directeur du Département Santé, grand merci à vous d'avoir su percevoir mes angoisses et me rassurer en temps opportun.

Iba Bamba

Dédicace

A mon Dieu et Roi, **Le Seigneur Jésus Christ**, commencement et fin de toutes choses, qui m'a prouvé au quotidien, depuis que je l'ai réellement connu, qu'il est le Dieu véritable. Merci Seigneur.

A mon épouse, **Madame Bamba née Togbo Apo Nathalie Claire**, femme d'exception ! Avec toi à mes côtés, je serai assurément un grand-homme. Car tu es en réalité le moteur qui me propulse continuellement vers l'avant dans le respect des principes de notre Dieu. Reçoit tout mon amour d'époux et soit bénie au nom puissant de Jésus Christ.

A ma première fille et complice **Bamba Naomi Alexandra**, née le 31 mars 2005 ; qui a osé perdre ses premières dents en mon absence. Ne crains rien mon enfant, car le Seigneur te réserve une vie particulière.

A la plus " traîtresse" de mes deux filles, **Bamba Davina Yona**, née le 24 décembre 2009 ; soit en mon absence, pendant que j'étais en pleine formation à Alexandrie. Toi tu es la lumière de l'Eternel des Armées sous mon toit.

« A vous qui avez consentis tant de sacrifices, sur tous les plans pour ma modeste personne, afin que cette formation puisse m'être possible, je vous dédie ce travail. J'espère cependant, du fond du cœur, qu'il verra sa mise en œuvre effective par la grâce de Dieu, pour donner la chance à nombres des nôtres d'avoir à manger à la mesure de leur faim et de vivre décemment. »

Résumé

Le domaine d'étude traité dans ce document a trait à la conception d'un projet d'intervention contre l'insécurité alimentaire en Côte d'Ivoire.

La pauvreté et la faim demeurent des questions préoccupantes dans nombre d'Etats particulièrement du monde en développement, et ce malgré les différents engagements pris par l'ensemble des dirigeants de la planète pour les combattre (FAO, 1998).

La Côte d'Ivoire n'échappe pas à ce tableau. En effet, 12,6% des ménages exclusivement ruraux sont en insécurité alimentaire au niveau national. La plus forte prévalence est observée dans la région du Bafing (29,9%) située dans le Nord-Ouest du pays. La conséquence de cette situation est la forte prévalence des taux de malnutrition enregistrée chez les groupes les plus vulnérables que sont les enfants et les femmes.

Le projet d'intervention ici proposé se présente comme un début de réponse à cette problématique d'obédience nationale.

Il consiste en une planification d'actions qui sont établies au sein d'une démarche participative et de développement communautaire. Son but est de parvenir à une situation de sécurité alimentaire pérenne des ménages vulnérables des 3 villages les plus peuplés de la région du Bafing ciblés par l'intervention que sont Koro, Ouaninou et Borotou. L'objectif visé est essentiellement porté sur des aspects relatifs à l'accessibilité aux aliments aux femmes vulnérables desdites communes. Ce projet d'intervention va s'appuyer sur quatre grands axes stratégiques, à savoir autonomisation alimentaire et financière des femmes, renforcement des compétences pour la production et à la conservation des aliments, approche de développement communautaire et Information Education Communication (IEC). Egalement, ce travail suggère les moyens nécessaires à la mise en œuvre de ce projet ainsi que les échéanciers pour en évaluer les résultats.

Mots clés

Côte d'Ivoire, sécurité alimentaire, insécurité alimentaire, malnutrition, programme d'intervention, démarche participative, développement communautaire.

Abstract

The study area covered in this document relates to the design of an intervention project against food insecurity in Côte d'Ivoire.

Poverty and hunger are still issues of concern in many states especially in the developing world, despite the various commitments made by all world leaders to fight them (FAO, 1998).

Ivory Coast is no exception to this table. Indeed, only 12.6% of households are food insecure rural areas at national level. The highest prevalence is observed in the region Bafing (29.9%) located in the northwest of the country. The consequence of this situation is the high prevalence rates of malnutrition recorded in the most vulnerable groups such as children and women.

The intervention project proposed here is presented as an initial response to this issue of national allegiance.

It consists of planning actions that are established in a participatory and community development. Its aim is to achieve sustainable food security situation of vulnerable households in three villages most populous region Bafing targeted by the intervention that are Koro, and Ouaninou Borotou. The objective is focused on aspects relating to accessibility of food to vulnerable women in those communes. This project intervention will be based on four strategic thrusts, namely food and financial autonomisation women, capacity building for production and food preservation, community development approach and Information Education Communication (IEC). Also, this work suggests the means necessary for the implementation of this project and timelines to assess the results.

Keywords

Côte d'Ivoire, food security, food insecurity, malnutrition, intervention program, participatory approach, community development.

Liste des acronymes et abréviations utilisés

ACF : Action contre la Faim

APO : Accords Politiques de Ouagadougou

BNEDT : Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement

BTP : Bâtiment et Travaux Publics

CCG : Comité Communautaire de Gestion du projet

CNO : zones Centre Nord et Ouest

EDS : Enquête Démographique et de Santé

ENV : Enquête sur le Niveau de Vie des ménages

ESANEF : Ecole des Sciences des Aliments, de Nutrition et d'Etudes Familiales

FAO : Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture

FN : Forces Nouvelles

IEC : Information Education Communication

INS : Institut National de la Statistique

IPC : Classification Intégrée de la Phase humanitaire et de la sécurité alimentaire

IPG : Insuffisance Pondérale Globale

IPM : Insuffisance Pondérale Modérée

IPS : Insuffisance Pondérale Sévère

IRC : International Rescue Committee

Kg : kilogramme

Kcal : kilocalorie

MAG : Malnutrition Aigüe Globale

MAM : Malnutrition Aigüe Modérée

MAS : Malnutrition Aigüe Sévère

MCG : Malnutrition Chronique Globale

MCM : Malnutrition Chronique Modérée

MCS : Malnutrition Chronique Sévère

MINAGRI : Ministère de l'Agriculture

MIPARH : Ministère de la Production Animale et des Ressources Halieutiques

NTIC : Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication

OCHA : Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires

OCPV : Office d'aide à la Commercialisation des Produits Vivriers

OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement

OMS : Organisation Mondiale de la Santé

ONG : Organisation Non Gouvernementale

ONU : Organisation de Nations Unies

PAM : Programme Alimentaire Mondial

PIB : Produit Intérieur Brut

PNN : Programme National de Nutrition

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

RGPH : Recensement Général de la Population et de l'Habitat

SMART: Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transitions

SODEXAM/DMN : Société d'exploitation et de développement aéroportuaire, aéronautique et Météorologique/ Direction de la Météorologie Nationale

UAA : Université d'Abobo-Adjamé

UEMOA : Union Monétaire Ouest Africain

UNFPA : Fonds des Nations Unies pour la Population

UNICEF : Fond des Nations Unies pour l'Enfance

USA : United State of America

Table des matières

Remerciements.....	i
Dédicace.....	ii
Résumé.....	iii
Abstract.....	iv
Liste des acronymes et abréviations utilisés.....	v
Table des matières.....	vii
Introduction.....	1
1 Problématique.....	3
1.1 Contexte géographique de la Côte d'Ivoire.....	3
1.2 Contexte démographie.....	4
1.3 Contexte administratif.....	4
1.4 Contexte socioculturel.....	5
1.5 Contexte sociopolitique.....	5
1.6 Contexte économique et niveau de pauvreté.....	5
1.7 Situation de l'insécurité alimentaire en Côte d'Ivoire.....	6
1.7.1 Importance de l'insécurité alimentaire.....	6
1.7.2 Catégories de la population les plus touchées par l'insécurité alimentaire.....	7
1.7.3 Les facteurs favorisant de l'insécurité alimentaire.....	8
1.7.4 Les déterminants de l'insécurité alimentaire en zone rurale en Côte d'Ivoire.....	9
1.8 Hypothèse de travail et questions soulevées.....	10
1.9 Résultat attendu.....	10
2 Revue bibliographique et recherche d'informations.....	11
2.1 Limites.....	11
2.2 Méthodologie.....	11
2.2.1 Revue de littérature.....	11
2.2.2 Cours reçus à l'université Senghor.....	11
2.3 Apport spécifique du stage.....	12
2.3.1 Accès à des bases de données spécialisées.....	12
2.3.2 Interviews réalisés.....	12
2.3.3 Structure visitée.....	12
2.3.4 Formations reçues.....	12
3 Synthèse des informations recueillies.....	13
3.1 Le concept de sécurité alimentaire.....	13
3.1.1 Disponibilités alimentaires.....	13

3.1.2	Accessibilité à l'alimentation.....	13
3.1.3	Utilisation des produits alimentaires	14
3.2	Evaluation de la sécurité alimentaire.....	15
3.2.1	Moyens de subsistance	15
3.2.2	Sécurité nutritionnelle	18
3.3	Cadre conceptuel de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.....	19
3.4	Les outils de recueil des informations pour l'évaluation de la sécurité alimentaire.....	19
3.4.1	Les grilles d'analyse de l'insécurité alimentaire	20
3.5	Critères de réussite d'une intervention de lutte contre l'insécurité alimentaire	20
3.5.1	Structuration de l'intervention.....	20
3.5.2	Implication des acteurs :	21
3.5.3	Rrelations avec l'environnement.....	21
3.5.4	Implantation parallèle de programmes visant à réduire la pauvreté	21
3.5.5	Réponses possibles à une situation d'insécurité alimentaire	21
4	Le projet « Bien-être dans le Bafing »	22
4.1	Présentation du projet	22
4.1.1	Origine du projet	22
4.2	Contexte et justification	22
4.3	Description de la zone cible	23
4.4	Choix de la population cible	24
4.4.1	Critères d'inclusion des femmes vulnérables dans le projet.....	25
4.5	Impact recherché du projet d'intervention.....	25
4.6	But du projet d'intervention	25
4.7	Objectifs	25
4.7.1	Objectif général.....	25
4.7.2	Objectifs spécifiques (OS).....	26
4.8	Axes stratégiques du projet d'intervention	26
4.8.1	Axe stratégique autonomisation alimentaire et financière des femmes.....	26
4.8.2	Axe stratégique renforcement des compétences.....	28
4.8.3	Axe stratégique approche de développement communautaire	30
4.8.4	Axe stratégique Information, Education, Communication (IEC)	31
4.9	Le cadre logique de l'intervention selon les axes stratégiques (voir tableau).....	37
4.10	Les indicateurs d'avancement du programme.....	42
4.11	Ressources du projet "Bien-être dans le Bafing"	42
4.11.1	Ressources humaines.....	42

4.11.2	Ressources matérielles.....	44
4.11.3	Ressources financières.....	44
4.12	Budget global du projet	44
4.13	Evaluation du projet "Bien-être dans le Bafing"	44
4.14	Le déroulement de la mise en œuvre du projet "Bien-être dans le Bafing"	46
4.15	Gestion des risques liés au projet "Bien-être dans le Bafing"	49
4.15.1	Menaces sur le projet "Bien-être dans le Bafing"	49
4.15.2	Mesures de mitigation face aux risques du projet "Bien-être dans le Bafing"	50
4.15.3	Les opportunités du projet "Bien-être dans le Bafing"	50
4.15.4	Les forces du projet "Bien-être dans le Bafing"	50
4.15.5	Les faiblesses du projet "Bien-être dans le Bafing"	51
4.16	Hypothèses de succès du projet "Bien-être dans le Bafing"	51
5	Discussion.....	52
	Conclusion	54
	Recommandations.....	54
	Références bibliographiques	55
	Liste des illustrations	57
	Liste des tableaux.....	57
	Annexes	58
	Annexe 1 : Exemples de projet de sécurité alimentaire mis en œuvre en Afrique.....	58
	Annexe 2 : Scénario du sketch.....	59
	Annexe 3 : Budget détaillé du projet selon les axes stratégiques	61
	Annexe 4 : courrier de demande d'autorisation de visite de l'hôpital et centre de santé communautaire de Lamèque.....	64
	Annexe 5 : compte rendu de la visite de l'hôpital et centre de santé communautaire de Lamèque....	66
	Annexe 6 :Prévalence de l'insécurité alimentaire en Côte d'Ivoire selon les régions.....	72
	Annexe 7 : grille d'analyse IPC/FAO.....	73
	Annexe 8 : Grille d'analyse de la sécurité alimentaire du Nord-Ouest de la Côte d'Ivoire lors de la 4è phase IPC.....	75

Introduction

« Nous, Chefs d'Etat et de gouvernement, ou nos représentants, réunis pour le Sommet mondial de l'alimentation à l'invitation de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), réaffirmons le droit de chaque être humain d'avoir accès à une nourriture saine et nutritive conformément au droit à une nourriture adéquate et au droit fondamental de chacun d'être à l'abri de la faim. Nous proclamons notre volonté politique et notre engagement commun et national de parvenir à la sécurité alimentaire pour tous et de déployer un effort constant afin d'éradiquer la faim dans tous les pays et, dans l'immédiat, de réduire de moitié le nombre des personnes sous-alimentées d'ici à 2015 au plus tard... » (FAO, 1998).

Ces propos sont issus de la déclaration du sommet mondiale de l'alimentation tenue à Rome en Italie en 1996. Cette déclaration traduit le ferme engagement politique des 183 dirigeants de la planète, réunis à cette occasion, à trouver les voies et moyens pour mieux adresser la question de l'insécurité alimentaire devenue insoutenable pour des millions d'individus à forte vulnérabilité (FAO, 1998).

Depuis lors plusieurs autres conférences assorties d'engagements plus ou moins similaires, se sont succédées sans que la situation ne se soit véritablement améliorée, en tout cas en ce qui concerne les pays les plus en difficulté de la planète.

Ainsi, selon les estimations de la FAO, le nombre de personnes sous-alimentées s'élève à 925 millions en 2010 (FAO, 2010). Cependant, la faim est particulièrement criante et tenace dans les pays en situation de crise prolongée. Ces pays, en proie à des catastrophes naturelles fréquentes ou à des conflits récurrents, ne disposent pas des capacités institutionnelles suffisantes pour faire face aux crises. Dans les 22 pays dont on considère actuellement qu'ils sont touchés par une crise prolongée, plus de 166 millions de personnes sont sous-alimentées, soit 20 % du total mondial (FAO, 2010). Au nombre de ces pays figure la Côte d'Ivoire.

En effet, dans ce pays partitionné en deux depuis septembre 2002 par une crise militaro-politique, 12,6% des ménages exclusivement ruraux sont en insécurité alimentaire. La région la plus touchée est celle du Bafing avec 29,9% de prévalence dont 5,6% de forme sévère et 24,3% de forme modérée. Cette situation a pour corolaire des taux de malnutrition élevés dans cette partie du pays. Ainsi, chez les enfants de moins de 5 ans, la prévalence de la malnutrition aiguë globale (MAG), de l'insuffisance pondérale globale (IPG) et de la malnutrition chronique globale (MCG) sont respectivement de 8,3%, 24,6% et 43,8%. Chez les femmes de 15 à 49 ans non enceintes de cette même région la prévalence de la maigreur est de 9,0%, tandis qu'elle est de 2,1% chez les femmes enceintes. En outre plusieurs autres régions du pays particulièrement dans le Nord mais également quelques dans la moitié Sud présentent des prévalences non négligeables d'insécurité alimentaire combinées à des taux de malnutrition parfois plus élevées pour certaines que celle du Bafing (FAO, PAM, MINAGRI, 2009), (PNN, 2009). Ceci dit la crise post-électorale survenue après l'élection présidentielle du 29 novembre

2010, et présentement en cours, a très probablement empiré cette situation eu égard au déplacement massif des populations desdites zones, fuyant les violences, vers le Libéria et la Guinée voisins.

Fort de la situation sus décrite, le groupe de travail sur la Classification intégrée de la phase humanitaire et de la sécurité alimentaire en Côte d'Ivoire (IPC), à recommander lors de la 4ème phase de cette classification, que des actions soient entreprises dans le sens de l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages dans les zones concernées (FAO, 2009). Cependant, à ce jour l'essentiel des interventions menées sur le terrain par le Programme National de Nutrition et les partenaires au développement (FAO, PAM, UNICEF,...) ont été orientées principalement dans le sens de la prise en charge de la malnutrition aiguë qui constitue en réalité une urgence médicale (PNN, 2009).

Issu du Groupe Sectoriel Sécurité Alimentaire et Nutrition, ce groupe de travail IPC réunit des experts émanant des Ministères : de l'Agriculture (MINAGRI), de la Production Animale et Ressources Halieutiques (MIPARH), du Commerce, de la Santé et de l'Hygiène Publique (MSHP), du Plan et Développement (MEPED) ; des structures techniques gouvernementales, notamment l'Institut National de la Statistique (INS), le Bureau d'Etudes Technique et de Développement (BNETD), la Société d'Exploitation et de développement aéroportuaire, Aéronautique et Météorologique (SODEXAM) ; des agences des Nations Unies à savoir le Programme Alimentaire Mondial (PAM), le Fond des Nations Unies pour l'Alimentation (FAO), le Fond des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), le Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) ; et des Organisations Non Gouvernementales internationales que sont : Action Contre la Faim (ACF), International Rescue Committee (IRC), Solidarités et Caritas et des ONG nationales (PNN, 2009).

Le travail que nous nous proposons de réaliser dans le cadre de ce mémoire de fin de cycle, à savoir : «Lutte contre l'insécurité alimentaire en Côte d'Ivoire : conception d'un projet d'accessibilité aux aliments pour les ménages vulnérables de la région du Bafing», est un début de réponse à la recommandation de ce groupe d'experts multisectoriel précédemment mentionné.

En prélude à l'élaboration de ce projet, nous avons effectués un stage de mise en situation professionnelle à l'Ecole des Sciences des Aliments, de Nutrition et d'Etudes Familiales (ESANEF) de l'université de Moncton au Canada, du 04 mai au 31 juillet 2010. Lequel stage nous a permis de nous enrichir de l'expérience de personnes ressources rencontrées et d'en faire bénéficier ce travail.

La vision générale qui a guidé la conception de ce projet est le désir d'apporter notre contribution au développement durable de la Côte d'Ivoire ; ce après avoir acquis les compétences nécessaires pour y parvenir au cours des deux années de formation passées à l'université Senghor d'Alexandrie. Pour ce faire, tenter d'offrir une meilleure qualité de vie à nombre de ménages vulnérables du monde rural de notre pays nous paraît être une entreprise crédible.

Notre plan de travail est articulé autour de cinq points qui sont respectivement la problématique, la revue bibliographique et recherche d'informations, la synthèse des informations recueillies, le projet d'intervention argumenté, la discussion suivie de la conclusion et des recommandations.

1 Problématique

1.1 Contexte géographique de la Côte d'Ivoire

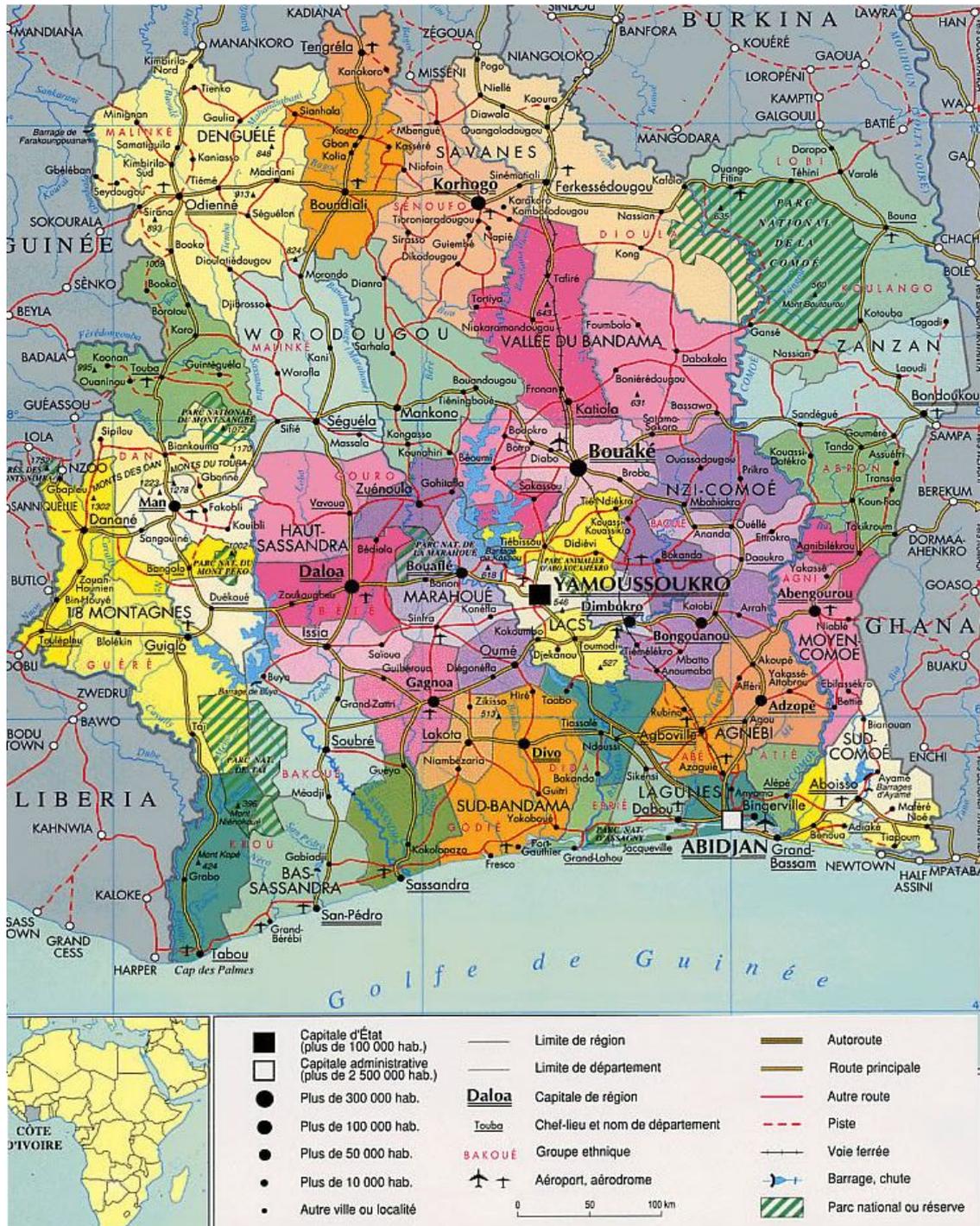


Figure1 : Carte de la Côte d'Ivoire

(Source: Ministère du tourisme et de l'artisanat ivoirien)

La Côte d'Ivoire est un pays situé en Afrique occidentale dans la zone subéquatoriale entre le 10ème degré de latitude Nord, le 4ème et le 8ème degré de longitude Ouest. Elle a une superficie de 322.462

Km² ; soit 1% du continent Africain. Elle est limitée au Nord par le Burkina Faso et le Mali, à l'Ouest par le Libéria et la Guinée, à l'Est par le Ghana et au Sud par le Golfe de Guinée (MSHP, 2008).

Le climat est de type tropical humide et se répartit en climat équatorial humide au Sud et en climat tropical de type soudanais au Nord. Quatre saisons se succèdent, avec une grande et une petite saison des pluies allant classiquement et respectivement d'avril à juillet et d'octobre à novembre et avec une grande et une petite saison sèche allant respectivement de décembre à mars et d'août à septembre. La pluviométrie annuelle varie entre 2300 mm au Sud et 900mm au Nord. Les températures sont généralement élevées avec une moyenne de 30°C (MSHP, 2008).

La végétation est très diversifiée et dominée par la forêt guinéenne au sud et la savane soudano-sahélienne au nord. La Côte d'Ivoire est un pays où il pleut presque toute l'année au sud, tandis que le nord connaît en général une saison sèche de longue durée à l'image des pays limitrophes de la partie nord du pays à tendance sahélienne que sont le Mali et le Burkina Faso (MSHP, 2008).

1.2 Contexte démographie

La population de la Côte d'Ivoire est estimée en 2007 à environ 20.200.000 habitants avec 51% d'hommes et 49% de femmes (INS, 2007). Le dynamisme démographique se caractérise par une fécondité forte et précoce avec un taux brut de natalité de 39 ‰ et un indice synthétique de fécondité de 6,6 (MSHP, 2008). La densité de la population varie entre 54 et 79 habitants au Km² dans les zones forestières et entre 11 et 18 habitants au Km² dans les zones des savanes. En outre 52% de la population ivoirienne vit en zone rurale ; et la structure par âge montre que 43 % de la population a moins de 15 ans (MSHP, 2008).

La Côte d'Ivoire est un pays de forte immigration, liée à sa situation géographique et historique de carrefour d'échanges économiques et culturels. Cependant ce rythme d'immigration s'est ralenti récemment (0,5% par an), toutefois le taux de croissance annuel (3,3%) conduit à un accroissement important de la population exerçant ainsi une pression grandissante sur des ressources qui se réduisent de manière économique (MSHP, 2008).

1.3 Contexte administratif

En plus des communes et des villes, les régions et les départements, de nouvelles entités administratives décentralisées ont été créées à l'avènement de la 2^{ème} République, enrichissant de ce fait le paysage administratif de la Côte d'Ivoire. Les districts et les conseils régionaux ont été adoptés en 2002. En 2008, la Côte d'Ivoire comptait, 19 régions, 56 préfectures, 307 sous-préfectures fonctionnelles sur 389 existantes ; mais aussi 2 districts (Abidjan et Yamoussoukro) et 70 départements fonctionnels sur les 80 existants. Ces derniers correspondent aux conseils régionaux et ont à charge d'assurer le plan de développement de leurs différentes circonscriptions. Le pays compte également

987 communes dont 197 sont fonctionnelles et 8574 villages. La capitale politique du pays est Yamoussoukro, située au centre du pays, à 248 km d'Abidjan, la capitale économique (MSHP, 2008).

1.4 Contexte socioculturel

La Côte d'Ivoire compte 61 ethnies réparties en quatre grands groupes (Akan, Mandé, Krou, Gour). Le français est la langue officielle. Le niveau d'alphabétisation est relativement faible. La population de 15 ans et plus qui sait lire et écrire dans une langue quelconque est de 36,3 %. Plus des 2/3 des alphabétisés vivent en milieu urbain et 55,2 % des alphabétisés sont de sexe masculin. Les indices relatifs à l'éducation ont connu une évolution en "dents de scie". Entre 1988 et 1998, le taux d'alphabétisation des adultes est passé de 34,2 % à 36,3 %, soit une progression de 2,1 points sur dix ans. Le taux net de scolarisation dans le primaire est de 55 % avec 59 % de garçons et 41 % de filles ; tandis que le taux d'achèvement dudit cycle est de 17%. Dans le secondaire 26 % des garçons sont scolarisés contre 15 % chez les filles (MSHP, 2008).

La liberté de culte est garantie par la constitution. Les principales religions sont l'Islam (38%), le Christianisme (28%), les religions traditionnelles (17%) et les autres (17%) (MSHP, 2008).

1.5 Contexte sociopolitique

La Côte d'Ivoire est une République démocratique avec un régime de type présidentiel. Longtemps considérée comme un exemple de paix et de stabilité politique en Afrique de l'Ouest, le pays traverse une série de tribulations sociopolitiques depuis 1999 dont la plus grave, survenue le 19 septembre 2002, a entraîné une partition du pays en deux zones. Le Sud sous contrôle gouvernemental et les zones Centre, Nord et Ouest (CNO) sous contrôle des Forces Nouvelles (FN) (MSHP, 2008). Les Accords Politiques de Ouagadougou (APO), signés entre les deux parties belligérantes au conflit ont permis une décrispation de l'atmosphère sociopolitique et l'organisation de l'élection présidentielle mainte fois reportée (RCI, 2007). Malheureusement, suite aux contestations postélectorales présentement en cours et débutées après le second tour de l'élection présidentielle tenue le 29 octobre 2010, le pays a replongé dans une crise sans précédent avec pour corollaire de nombreux morts et des populations déplacées en direction des pays voisins que sont le Libéria et la Guinée.

1.6 Contexte économique et niveau de pauvreté

Dominée par le binôme café-cacao, l'économie ivoirienne, bénéficie depuis 2004 des ressources engendrées par l'extraction pétrolière, le développement du secteur des télécommunications, du Bâtiment et Travaux Publics (BTP) et du commerce (MSHP, 2008). La Côte d'Ivoire est la locomotive de l'économie régionale ouest africaine et représente environ 40 % du Produit Intérieur Brut (PIB) de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Néanmoins, la Côte d'Ivoire est classée en

2009 au 163^e rang sur 182 pays sur l'indice du développement humain du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) (Banque Mondiale, 2010).

Le conflit militaro-politique débuté en septembre 2002, a eu un effet très négatif sur la croissance économique et le niveau de pauvreté dans le pays. Entre 2000 et 2006, la croissance économique moyenne est devenue négative (-0,4 %) et était inférieure à celle des autres pays de l'UEMOA (4,1 %). Le taux de pauvreté (personnes vivant avec moins de 1,25 dollar US par jour) est quant à lui passé de 10% en 1985 à 48,9% en 2008 ; ce qui correspond à un effectif de pauvres estimé à 974 000 en 1985 contre 10 174 000 en 2008. La pauvreté en Côte d'Ivoire est plus accentuée en milieu rural qu'en milieu urbain. En effet, en milieu rural elle s'est particulièrement accrue dans la période récente qui a coïncidé avec celle de la crise militaro-politique. Son taux est ainsi passé de 49% en 2002 à 62,45% en 2008, soit une augmentation de plus de 13 points alors que cette progression n'est que de 4 points en milieu urbain où le taux de pauvreté s'est accru de 24,5% en 2002 à 29,45% en 2008 (RCI, 2009).

La pauvreté touche, partout, indistinctement les hommes et les femmes, mais elle est globalement moins élevée dans les ménages dirigés par les femmes. En effet, le taux de pauvreté se situait en 2008 à 49,5% chez les hommes contre 48,4% chez les femmes. Cependant, en milieu rural, en 2008, le niveau de pauvreté dans les ménages dirigés par une femme est plus élevé (supérieur à 70%) que ceux sous la responsabilité d'un homme dans les pôles Nord, Centre-Ouest, Centre-Nord et Nord-Est. La situation opposée étant remarquée chez les ruraux de l'Ouest, du Centre et du Centre-Est, où le taux de pauvreté dans les ménages dirigés par un homme reste supérieur à 64% (RCI, 2009).

En milieu urbain, les écarts sont plus faibles dans la plupart des pôles, sauf au Nord-Ouest où le taux de pauvreté est égal à 55,5% dans les ménages dirigés par une femme contre 43,3% dans ceux dirigés par un homme (RCI, 2009).

1.7 Situation de l'insécurité alimentaire en Côte d'Ivoire

1.7.1 Importance de l'insécurité alimentaire

La Côte d'Ivoire s'est résolument engagée dans les années 1970 dans le processus de lutte contre l'insécurité alimentaire à travers l'aide à la paysannerie et la politique de l'autosuffisance alimentaire. Si cette aide a permis à l'agriculture de contribuer pour environ un tiers (1/3) du PIB, la production de biens agricoles pour l'alimentation de la population reste insuffisante, en particulier en ce qui concerne le riz et les produits d'élevage. En dépit de son potentiel important, la Côte d'Ivoire continue de dépendre dans une certaine mesure des importations pour assurer la disponibilité des aliments sur son territoire. Ainsi une partie de sa population reste confrontée à l'insécurité alimentaire, essentiellement pour cause d'inaccessibilité aux aliments (PNN, 2009).

A l'échelle nationale, 12,6% des ménages ruraux sont en insécurité alimentaire dont 2,5% de forme sévère et 10,1% de forme modérée. Si l'on rapporte ces proportions à la population rurale, l'insécurité

alimentaire toucherait environ 1.269.549 personnes dont 232.602 seraient en insécurité alimentaire sévère (FAO, PAM, MINAGRI, 2009).

Les régions qui affichent des taux d'insécurité alimentaire globale (sévère et modérée) les plus élevés sont : Bafing (29,9%), Moyen Cavally (29,1%), Montagnes (23,3%), Bas Sassandra (21,5%), Savanes (17,3%), Zanzan (13,2%) et Fromager (13,2%). Ces régions présentent également d'importants taux de malnutrition selon les résultats d'une enquête menée par le PNN en 2009, comme le démontre le tableau ci-dessous, de même que la carte en annexe 6.

Dans ce tableau nous utiliserons les abréviations suivantes : IAS, IAM et IAG pour désigner respectivement insécurité alimentaire sévère, modérée et global ; MAS, MAM et MAG pour malnutrition aigüe sévère, modéré et global ; MCS, MCM et MCG pour malnutrition chronique sévère, modérée et global et enfin IPS, IPM et IPG pour insuffisance pondérale sévère, modérée et global.

Tableau I : Prévalence de différentes formes d'insécurité alimentaire selon des différentes formes de malnutrition en fonction des régions

Rubriques	Indicateurs	STRATES						
		Savanes	Denguélé	Bafing	Zanzan	Moyen Cavally	Bas Sassandra	Montagnes
Insécurité alimentaire	IAG (%)	17,6	9,1	29,9	13,2	29,1	21,5	23,3
	IAM (%)	14,3	8,2	24,3	10,5	17,2	18,9	16,1
	IAS (%)	3	0,9	5,6	2,7	11,9	2,6	7,2
Malnutrition des enfants de 6- 59 mois	MAG (%)	7,8	6,8	8,3	8,0	3,8	3,9	8,4
	MAM (%)	7,0	4,7	5,2	6,1	2,6	3,4	3,9
	MAS (%)	0,8	2,1	3,1	1,9	1,2	0,5	4,5
	IPG (%)	23,6	22,6	24,6	25,2	19,5	11,9	23,1
	IPM (%)	17,9	15,4	15,8	17,9	14,1	10,8	17,7
	IPS (%)	5,7	7,2	8,8	7,4	5,4	1,1	5,4
	MCG (%)	44,9	40,7	43,8	44,7	43,0	27,9	47,9
	MCM (%)	30,8	25,1	25,1	26,1	26,3	22,9	26,1
	MCS (%)	14,1	15,6	18,6	18,7	16,8	5	21,8
maigreur globale des femmes de 15 à 49 ans (%)	femmes non enceintes	13,4	6,3	9,0	8,4	5,8	5,6	7,6
	les femmes enceintes	2,4	0,0	2,1	2,5	0,0	0,0	1,5

Source: (FAO, PAM, MINAGRI, 2009), PNN (2009)

1.7.2 Catégories de la population les plus touchées par l'insécurité alimentaire

Les catégories de ménages les plus concernées par l'insécurité alimentaire en Côte d'Ivoire, sont tout d'abord les travailleurs journaliers, les ménages qui dépendent de l'agriculture vivrière de subsistance et les éleveurs. Ces catégories de ménages présentent des taux d'insécurité alimentaire au-dessus de la moyenne nationale de 12,6%. Viennent ensuite les ménages sans activité spécifique, ceux qui dépendent de l'agriculture de rente ainsi que ceux qui exercent dans le domaine de l'artisanat ou des petits métiers. Les ménages exerçant le petit commerce et les salariés sont les moins touchés (FAO, PAM, MINAGRI, 2009).

1.7.3 Les facteurs favorisant de l'insécurité alimentaire

Les disponibilités alimentaires ne semblent pas constituer un problème majeur dans le pays. Exception faite du riz et de la farine de blé, le pays est autosuffisant pour la plupart des produits de grande consommation ; notamment en tubercules et en banane plantain. Ces denrées constituent avec les céréales l'alimentation de base de la population contribuant à plus de 65% des apports caloriques (FAO, 2009).

L'insécurité alimentaire en Côte d'Ivoire est surtout liée à la problématique de l'accès et de la diversification alimentaire. Malgré la disponibilité alimentaire, plusieurs ménages ne disposent pas de suffisamment de ressources financières pour s'approvisionner sur les marchés locaux. En effet, les ménages les plus pauvres présentent des niveaux d'insécurité alimentaire significativement plus élevés. Ainsi, parmi les 20% de ménages les plus pauvres, le taux d'insécurité alimentaire est quatre fois plus élevé que par rapport aux 20% les plus nantis. Egalement que les dépenses alimentaires représentent entre 62% et 65% des dépenses globales des ménages les plus pauvres contre 51 à 56% pour les plus riches. De plus, l'on note que plus de 30% des ménages ruraux consacrent plus de 70% de leur budget à l'alimentation, ce qui réduit considérablement la part de ressources allouées aux autres besoins vitaux comme la santé et l'éducation. La conjoncture mondiale défavorable, la hausse du prix des denrées alimentaires et des principaux facteurs de production combinés avec les problèmes structurels que connaissent les principales filières agricoles de rente surtout pour la zone Nord du pays (coton et anacarde), ne permettent pas de diversifier et de garantir des revenus suffisants, entraînant ainsi un rallongement et une sévérité de la période de soudure (FAO, 2009).

En outre, la crise que traverse le pays a accentué la dégradation des conditions de vie des ménages particulièrement ruraux. Elle a entraîné l'érosion de leurs moyens de subsistance, réduisant par la même occasion leur capacité à faire face aux difficultés. Ainsi, 47,4% des ménages ruraux se sont endettés en 2009, et dans 20,3% des cas, ces prêts ont été contractés pour acheter de la nourriture. A cela, s'ajoute la faible productivité des petits producteurs ruraux, du fait, des difficultés d'accès aux intrants agricoles (semences de qualité et engrais notamment), de la précarité de l'outillage agricole et la faible technicité des producteurs. Ainsi, la culture du riz par exemple est pratiquée par une proportion importante des ménages (42,9%) mais sa production reste essentiellement pluviale. Quant à la culture de maïs, 48% des ménages ont disposé d'une production durant la campagne 2008/2009. Cependant, les stocks réalisés par les ménages ne permettent généralement de couvrir leurs besoins de consommation que pour une période d'environ 4 à 5 mois (FAO, 2009).

Enfin, une alimentation peu diversifiée et une mauvaise répartition de ces aliments dans le ménage, particulièrement en ce qui concerne les femmes et les enfants peuvent également être incriminées dans l'insécurité alimentaire en Côte d'Ivoire (PNN, 2009), (FAO, 2009).

1.7.4 Les déterminants de l'insécurité alimentaire en zone rurale en Côte d'Ivoire

Les déterminants microéconomiques de l'insécurité alimentaire en milieu rural ivoirien peuvent être regroupés en 5 grandes catégories notamment les caractéristiques sociodémographiques (taille du ménage, sexe du chef de ménage, statut matrimonial) ; les caractéristiques socioéconomiques (quintile de revenu, mode d'accès à la terre) ; les moyens de subsistance ; les variables d'accès économiques (transfert de revenu des migrants, dépenses, indice de richesse, indice de stratégie de survie, accès aux crédits) ; la localisation géographique et les chocs subis par les ménages.

Ces déterminants sont explicités dans le tableau suivant :

Tableau II : Déterminants de l'insécurité alimentaire en zone rurale ivoirienne

Le risque d'insécurité alimentaire diminue quand...	Le risque d'insécurité alimentaire augmente quand...
...le niveau d'instruction du chef de ménage est élevé (secondaire ou supérieur)	...le niveau d'instruction du chef de ménage est bas
...le ménage est propriétaire des terres cultivées	...le taille du ménage est faible (1-3 personnes)
...le chef de ménage dispose d'un salaire ou exerce un petit commerce	...le ménage est locataire des terres cultivées
...le ménage reçoit des transferts d'argent des migrants	...le ménage dépend de l'agriculture vivrière ou du travail journalier
...le ménage appartient au groupe des 20% des ménages les plus financièrement nantis	...l'indice des stratégies de survie est élevé
...les dépenses mensuelles par tête sont élevées	... le ménage appartient au groupe des 20% des ménages les plus pauvres
...l'indice de richesse est élevé	...le ménage est originaire des régions du Nord, du Sud-Ouest, de l'Ouest et du Nord-Ouest
... le ménage a accès au crédit	...le ménage a été affecté par un choc au cours des 12 derniers mois, en particulier les chocs climatiques (irrégularité des pluies, sécheresse) ou les chocs liés à l'insécurité physique (violences ou combats, déplacements de populations)

Source : [FAO, PAM, MINAGRI, 2009]

S'il semble ne pas exister globalement au niveau des ménages ruraux en Côte d'Ivoire une différence significative de l'insécurité alimentaire selon le sexe du chef de ménage, il est cependant à noter que l'un des déterminants de l'insécurité alimentaire des ménages est la discrimination entre les sexes. En effet, la subordination des femmes en milieu rural notamment, leur charge de travail excessive et les difficultés plus grandes d'accès à la terre et aux intrants, ainsi que celles auxquelles elles doivent faire face quand elles dirigent un ménage contribuent à l'insécurité alimentaire (FAO, 2001), (UNICEF, 1998).

En somme, bien que la Côte d'Ivoire ne connaisse pas globalement de problème de disponibilité des aliments sur son territoire, une frange de sa population reste sujette à l'insécurité alimentaire. Les ménages ruraux les plus pauvres et ignorants, principalement dans les régions du Bafing et du moyen Cavally, sont les plus touchés par le caractère chronique de l'insécurité alimentaire globale. Les principaux déterminants de cette insécurité alimentaire sont essentiellement imputables aux difficultés d'accès aux aliments, du fait de la pauvreté et de la gestion laborieuse de la période de

soudure caractérisée par des stocks alimentaires inadéquates. A cela s'ajoute la mauvaise répartition des aliments à l'intérieur des ménages, eu égard à la discrimination faite généralement aux femmes et aux enfants en milieu rural. Les conséquences de cette situation sont des taux de malnutrition élevés; privant ainsi nombre d'enfants ivoiriens et leurs parents de chances de croissance harmonieuse et survie prolongée.

1.8 Hypothèse de travail et questions soulevées

De ce qui précède, nous formulons l'hypothèse selon laquelle la conception et la mise en œuvre d'un projet de lutte contre l'insécurité alimentaire centré sur les plus vulnérables et basé sur une approche de développement communautaire, est une solution viable à la question de l'insécurité alimentaire en Côte d'Ivoire.

Cependant pour y parvenir il nous a semblé important de nous poser les questions suivantes :

- Comment peut-on comprendre le concept de sécurité alimentaire ?
- Comment détermine-t-on la situation d'insécurité alimentaire des populations ?
- Quels sont les critères de succès d'un projet de lutte contre l'insécurité alimentaire ?

1.9 Résultat attendu

Il s'agira pour nous de démontrer la faisabilité et la viabilité de notre projet de lutte contre l'insécurité alimentaire basée sur une approche de développement communautaire dans le contexte ivoirien.

2 Revue bibliographique et recherche d'informations

Pour répondre aux questions préalablement posées, nous avons, effectué une revue de littérature, exploité certains cours reçus à l'université Senghor, fait des interviews et réalisés une visite d'immersion dans les activités du centre de santé communautaire de Lamèque lors de notre stage professionnel au Canada.

2.1 Limites

Faute de n'avoir pas pu nous rendre, pour des raisons de sécurité, dans la zone cible de notre intervention lors de notre passage en Côte d'Ivoire, nous n'avons pas réalisé l'évaluation des besoins auprès des bénéficiaires finaux pour identifier avec eux leurs impressions sur leur situation d'insécurité alimentaire ainsi que leurs propositions de solution. Cependant, en tant qu'originaire de ladite région, et pour y avoir effectué plusieurs missions de service pour le compte du Programme National de Nutrition, nous pensons avoir une connaissance suffisante du milieu pour réduire dans une certaine mesure ce handicap. Toutefois, cette activité constituera la première étape de la mise en œuvre de notre projet.

2.2 Méthodologie

2.2.1 Revue de littérature

Dans un premier temps, nous avons effectué une recherche bibliographique de façon relativement étendue sur le réseau internet particulièrement sur les moteurs de recherche exalead (www.exalead.fr) et google (www.google.fr). Le premier mot clé utilisé a été le groupe de mots « sécurité » et « alimentaire » entre guillemets ("sécurité alimentaire") afin de permettre au moteur de recherche de les considérer comme un seul mot et d'afficher tous les documents s'y afférant. Ensuite nous avons affinés la recherche en ajoutant au premier groupe de mots clés un autre couple de mots clés également entre guillemets, en l'occurrence "Côte d'Ivoire". Cependant pour cette seconde recherche, ces deux groupes de mots clés étaient réunis par l'opérateur booléen "ET". Ce qui nous a donné comme seconde équation de recherche : "**sécurité alimentaire** ET "**Côte d'Ivoire**". Nous avons fait de même pour insécurité alimentaire. Nous nous sommes enfin intéressés à des données issues des sites spécialisés notamment le site de l'OMS (www.who.int), le site de la FAO (www.fao.org) et celui de l'institut national de la statistique de Côte d'Ivoire (www.ins.ci.org).

2.2.2 Cours reçus à l'université Senghor

Nous avons dans le cadre de ce travail, eu à exploiter un certain nombre de cours reçus dans le cadre de notre formation à l'université Senghor. Une relecture minutieuse de ces cours nous a permis d'en retirer les informations utiles à notre travail. Il s'agit notamment des cours de gestion des interventions

de nutrition, de planification opérationnelle des projets, gestion des projets en santé, évaluation des stratégies de santé et de marketing social.

2.3 Apport spécifique du stage

2.3.1 *Accès à des bases de données spécialisées*

L'interface du site internet de la bibliothèque Champlain de l'université de Moncton auquel nous avons eu accès grâce à un identifiant personnel qui nous a été attribué par le service informatique de ladite université, nous a permis d'accéder à plusieurs bases de données spécialisées dans le domaine de la santé-nutrition. Ainsi nous avons pu recueillir certaines informations dans des articles indexés dans les bases de données « ScienceDirect » et « recherchesante ».

2.3.2 *Interviews réalisés*

Suite à des rendez-vous arrêtés avec l'accord de notre directeur de stage, nous avons rencontré certaines personnes ressources afin de tirer profit de leurs expériences en matière de conception de projets à base communautaire. Ainsi nous avons rencontré les professeures Carole Tranchant et la Lita Vilalon de l'ENASEF de l'université de Moncton. La première citée a eu à travailler au Burkina Faso sur l'écosystème en vue de la production de cultures de contre saison. La seconde a dirigé pendant cinq années un programme de lutte contre l'insécurité alimentaire en Haïti. Du fait de la convergence de ces deux thèmes avec celui de notre sujet de mémoire, l'expérience de ces deux dames a été d'un grand apport dans l'orientation donnée à notre travail.

2.3.3 *Structure visitée*

Nous avons effectué une visite d'immersion dans les activités de l'hôpital et centre de santé communautaire de Lamèque situé à environ 500 Km au Sud de la ville de Moncton. A cette occasion nous avons rencontré et échangé avec la directrice de la structure à savoir Mme Dina Chiasson ainsi que les responsables des différents programmes à base communautaire mis en place dans le centre. L'approche de développement communautaire utilisée pour la mise en place de ce centre et de ses divers programmes a particulièrement retenu notre attention (rapport de la visite en annexe 4).

2.3.4 *Formations reçues*

Notre participation à un certain nombre de formations lors du stage nous a permis d'acquérir des compétences pour accéder à des données ainsi qu'à des stratégies et outils de communications utiles à la conception de notre travail. Les thèmes de ces formations étaient les suivants : maintenir une veille professionnelle efficace grâce aux médias sociaux ; les outils de communication du 21e siècle et enfin l'utilisation des logiciels zotero et RefWorks à la bibliothèque Champlain.

3 Synthèse des informations recueillies

La démarche précédemment adoptée nous a permis de répondre aux différentes questions posées dans la première partie de notre travail.

3.1 Le concept de sécurité alimentaire

La sécurité alimentaire est assurée lorsque toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement, socialement et physiquement accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive qui satisfait leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires pour leur permettre de mener une vie active et saine. Cette définition amplement acceptée aborde la sécurité alimentaire sous ses trois piliers que sont les disponibilités alimentaires, l'accessibilité à l'alimentation et l'utilisation des aliments. (FAO, 2001), (Dion et Sénéchal, 2008).

3.1.1 Disponibilités alimentaires

Les disponibilités alimentaires sont l'ensemble des vivres à disposition dans la zone étudiée issus de la production intérieure sous toutes ses formes, des importations commerciales et de l'aide alimentaire. Ces disponibilités peuvent être regroupées à l'échelle d'une région, d'un pays, d'un district ou d'une communauté (PAM, 2009). Elles sont déterminées par:

- la production : aliments produits dans la zone;
- le commerce : aliments acheminés dans la zone au moyen des mécanismes de marché;
- les stocks : vivres stockés par les commerçants et dans les entrepôts nationaux;
- les transferts : produits alimentaires fournis par le gouvernement, les organisations d'aide ou les deux.

3.1.2 Accessibilité à l'alimentation

Elle désigne la capacité d'un ménage de se procurer régulièrement des aliments en les produisant, en puisant dans ses stocks, en les achetant ou en ayant recours au troc, aux dons, à l'emprunt ou à l'aide alimentaire, ou encore en combinant ces différentes sources. Exemples:

- production familiale : récoltes, bétail, etc.; - achats sur les marchés, dans les magasins ;
- chasse, pêche et cueillette d'aliments sauvages; - troc : échange d'avoires contre des aliments
- cadeaux d'amis ou de parents, dons de la communauté, du gouvernement, d'organisations d'aide, etc.

Les produits alimentaires peuvent être disponibles tout en étant inaccessibles pour certains ménages, si ceux-ci ne peuvent pas s'en procurer en quantité suffisante ni diversifier correctement leur alimentation à partir de ces différentes sources (PAM, 2009), (FAO, 2009).

3.1.3 Utilisation des produits alimentaires

L'utilisation des produits alimentaires désigne d'une part la façon dont les ménages préparent les produits alimentaires auxquels ils ont accès et les répartissent et d'autre part la capacité des personnes d'assimiler les aliments. Elle comprend :

- la façon dont les aliments sont stockés, transformés et préparés, ce qui englobe l'eau et le combustible utilisés pour la cuisson ainsi que les conditions d'hygiène;
- les pratiques alimentaires, notamment pour les personnes ayant des besoins nutritionnels particuliers, telles que les nourrissons, les jeunes enfants, les personnes âgées, les malades et les femmes en âge de reproduction ou enceintes ou les mères allaitantes ;
- le partage des aliments au sein du ménage et la mesure dans laquelle ce partage correspond aux besoins nutritionnels des différents membres (croissance, grossesse, allaitement maternel) (PAM, 2009).

Les produits alimentaires peuvent être disponibles et accessibles, mais certains membres des ménages peuvent ne pas en tirer pleinement profit si la part qu'ils reçoivent n'est pas suffisamment importante ou diversifiée ou si leur organisme ne parvient pas à les assimiler en raison d'une mauvaise préparation ou d'une maladie (PAM, 2009), (FAO, 2009).

Chacune de ces trois composantes peut être responsable de l'insécurité alimentaire comme le présente le tableau ci-dessous

Tableau III Causes possibles d'insécurité alimentaire selon la disponibilité, l'accessibilité et l'utilisation

Insécurité alimentaire		
Disponibilité alimentaire	Accessibilité alimentaire	Utilisation alimentaire
<ul style="list-style-type: none"> ■ Une sécheresse peut ruiner la récolte ou tuer le bétail. ■ Une situation de conflit peut entraver l'importation de denrées alimentaires dans certaines régions. ■ Une invasion de criquets peut détruire une partie des réserves alimentaires ou ruiner la récolte. ■ Une diminution de la main-d'œuvre agricole (par exemple, au sein des communautés frappées par le VIH/sida) réduit la production alimentaire. ■ Une pénurie de semences ou d'engrais peut faire baisser le rendement. 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Le prix trop élevé de certaines denrées de base peut rendre celles-ci inaccessibles. ■ Le coût élevé des prestations médicales et celui des funérailles peuvent réduire le budget d'alimentation d'un foyer. ■ Le manque d'instruction et de qualifications limite les possibilités d'emploi et réduit d'autant les revenus de la famille. ■ Un pont détruit peut empêcher d'accéder aux marchés. ■ Un cours du bétail défavorable limite la quantité d'argent à disposition pour acheter de la nourriture. ■ Une situation de conflit peut ruiner un système de sécurité sociale et entraver l'action caritative. 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Les maladies chroniques comme le VIH/sida et la tuberculose accroissent les besoins nutritionnels. ■ La consommation d'une eau non potable peut causer des maladies diarrhéiques chroniques et se traduire par une assimilation réduite des éléments nutritifs. ■ Certaines croyances néfastes empêchent les franges de la population de consommer des aliments de bonne valeur nutritive. ■ Par ignorance de certains principes nutritionnels, des individus s'alimentent mal ou réduisent gravement la valeur nutritive des aliments durant leur préparation
Niveau régional/ local	Niveau familial	Niveau individuel

Source : [IRC, 2004] (adapté)

3.2 Evaluation de la sécurité alimentaire

Les évaluations de la sécurité alimentaire ne diffèrent pas des évaluations générales dans leur finalité, mais elles s'attachent plus spécialement à analyser par quels moyens les ménages s'efforcent de garantir leur propre sécurité alimentaire, et dans quelle mesure ils y parviennent. Ces évaluations peuvent être effectuées suite à un choc soudain ou à une crise à évolution lente. Dans les deux cas, l'objectif général consiste à mesurer le degré d'insécurité alimentaire et à comprendre son pourquoi. Ensuite, il consiste à déterminer si une intervention extérieure est nécessaire pour permettre aux populations de retrouver une sécurité alimentaire satisfaisante à court et/ou à long terme. Pour ce faire, deux grands concepts doivent être passés en revue ; à savoir moyens de subsistance et sécurité nutritionnelle (IRC, 2004), (PAM, 2009).

3.2.1 Moyens de subsistance

Les moyens de subsistance se composent des capacités, des biens (y compris les moyens matériels ainsi que sociaux) et des activités requises pour se donner un moyen de gagner sa vie qui soit propice à la survie et au bien-être futur. Une évaluation de la sécurité alimentaire s'intéresse aux moyens de subsistance des ménages et des personnes ainsi qu'à la façon dont les uns et les autres font face aux problèmes et aux chocs. Pour analyser la sécurité des moyens de subsistance, il convient de commencer par examiner les avoirs et les stratégies de subsistance des ménages (FAO, 2009).

a. Avoirs et stratégies

Les avoirs peuvent être définis comme des biens ou des personnes auxquels on peut attacher une valeur ou une utilité telles qu'une compétence ou une qualité. Le Cadre des moyens de subsistance durables définit les six catégories d'avoir :

- humains : état de santé et nutritionnel, capacité physique, compétences, niveau d'éducation, etc.;
- sociaux : réseaux d'entraide familiaux et de solidarité entre ménages, groupes communautaires; valeurs, comportements et rapports de confiance qui facilitent l'accès aux moyens de subsistance;
- financiers : revenus, crédits et emprunts, économies, liquidités, etc.;
- matériels : avoirs productifs (outils et équipements), réserves, logement, bétail, infrastructures, etc.;
- naturels : terres, eau, forêts, etc.;
- politiques : rapports de force, accès aux processus de prise de décisions politiques, aux niveaux local et national, et influence sur ce pouvoir décisionnel.

Quant aux stratégies, elles désignent la façon dont les ménages utilisent et combinent leurs avoirs pour se procurer des aliments, un revenu et d'autres biens et services, dans le contexte dans lequel ils vivent. Les stratégies de subsistance choisies par la population ainsi que le degré d'influence de ces pratiques sur les politiques, les institutions et les processus, dépendent en partie de la nature et de la composition des avoirs disponibles. Une combinaison de certains de ces avoirs est nécessaire pour permettre aux intéressés d'améliorer leurs moyens de subsistance (afin d'accroître notablement et durablement leur qualité de vie) (PAM, 2009).

b. Résilience, vulnérabilité et capacité de réaction

Lorsqu'un choc survient, les ménages et les membres de la communauté réagissent de différentes façons. Leur faculté à résister aux crises sans perturbation excessive de leurs moyens de subsistance dépend de leur résilience ou de leur vulnérabilité.

La vulnérabilité est définie comme l'exposition à des risques et l'incapacité de faire face aux conséquences. La résilience désigne la capacité d'une personne ou d'une communauté de se relever suite à une catastrophe ou à une période difficile, et de tirer parti de ces épreuves (PAM, 2009).

Une personne ou un ménage peu résilient est considéré comme vulnérable. La résilience et la vulnérabilité sont déterminées par :

- le type de chocs auxquels les personnes sont exposées: maladie, problèmes économiques, climat défavorable, période de soudure, conflits, etc.;
- le point jusqu'ou les ménages et les personnes peuvent résister suite aux chocs sans compromettre la sécurité à long terme de leurs moyens de subsistance.

Si les chocs entraînent des difficultés supérieures à celles rencontrées en temps normal, les ménages et les personnes ont recours à des stratégies de survie qui peuvent mettre leur vie en danger ou nuire à leurs moyens de subsistance et de ce fait diminuer leur résilience et accentuer leur vulnérabilité. De façon générale, plus un ménage possède d'avoirs et plus il peut diversifier ses stratégies, plus il sera résilient. Cependant, les ménages disposant de nombreux avoirs matériels, financiers ou naturels peuvent être pris pour cibles lors d'un conflit ou de troubles civils. Dans ces cas, la solidité de la structure des avoirs accroît la vulnérabilité (PAM, 2009).

c. Stratégies d'adaptation et leurs risques

Les évaluations de la sécurité alimentaire devraient toujours prendre en compte les différentes stratégies d'adaptation communautaires et familiales et les risques encourus par ces derniers. Il existe différentes stratégies avec plus ou moins de susceptibilités d'accroître la vulnérabilité des concernés. Il s'agit entre autre :

- de la cueillette de fruits et autres produits de la nature, ou de la vendre des biens non essentiels ou encore l'envoi d'un membre de la famille travailler dans une autre région qui sont en général des mesures réversibles ne causant pas de dommages durables ;
- d'une baisse de la quantité ou de la qualité des aliments consommés qui peut entraîner une détérioration de l'état de santé ;
- des coupes dans les dépenses d'éducation et de santé pouvant miner le capital humain ;
- pour les jeunes filles et les femmes, du recours à la prostitution ainsi que les relations extraconjugales pour obtenir de la nourriture portant ainsi atteinte à la dignité et présentent un risque d'exclusion sociale et de contamination par le VIH et autres maladies sexuellement transmissibles ;
- la vente de biens domestiques pouvant réduire la capacité de production future du ménage ;
- l'incapacité à rembourser des emprunts risquant ainsi de compromettre l'obtention d'autres crédits ;
- la surexploitation des ressources naturelles, comme la surpêche ou le ramassage de bois de chauffe, pouvant compromettre la disponibilité de ces mêmes ressources ;
- les déplacements à travers des régions peu sûres en vue de trouver du travail ou de collecter des aliments ou du combustible qui exposent les individus, en particulier les femmes et les enfants, à diverses formes de violence ;
- la production et le commerce de denrées illicites qui exposent au risque d'emprisonnement et autres sanctions ;
- la séparation des familles et l'éloignement des enfants de leur mère qui exposent ces derniers à de mauvais traitements et à la malnutrition (IRC, 2004).

3.2.2 Sécurité nutritionnelle

L'évaluation de la situation nutritionnelle fait partie intégrante d'une évaluation de la sécurité alimentaire.

Parallèlement à l'inventaire des risques et problèmes sanitaires évidents qui touchent les personnes souffrant de malnutrition, la connaissance de l'état nutritionnel de ces personnes donne des indications objectives et comparables sur l'ampleur des menaces pesant sur les vies humaines et les moyens de subsistance. En particulier :

- la malnutrition aiguë ou émaciation pour laquelle le pronostic vital est engagé dans l'immédiat ;
- la malnutrition chronique révèle des problèmes anciens en matière d'alimentation, de santé ou de soins, généralement liés à l'insuffisance ou à la dégradation des moyens de subsistance (PAM, 2009).

L'insécurité alimentaire étant l'une des causes sous-jacentes de la malnutrition, partout où elle règne, il y a un risque de malnutrition, y compris de carences en micronutriments. La prise en compte de son incidence sur la situation nutritionnelle est une partie essentielle de l'évaluation initiale de la sécurité alimentaire (PAM, 2009).

a. État de santé et environnement sanitaire public

S'agissant des effets directs liés à la situation nutritionnelle :

- l'état de santé relatif la faculté de l'organisme à assimiler et à utiliser les micronutriments consommés. Certaines affections, telles que la diarrhée, peuvent empêcher la digestion et l'assimilation des aliments (PAM, 2009);
- l'environnement sanitaire public, renvoie aux conditions de vie de la population et à leurs éventuelles incidences sur la santé humaine. Les réseaux d'eau, d'assainissement et d'élimination des déchets sont, avec le type d'habitation, des facteurs clés de cet environnement (PAM, 2009).

b. Pratiques de soins

Il s'agit des pratiques adoptées pour soigner ou nourrir les membres dépendants d'un ménage. Elles comprennent les soins en direction des femmes, les pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants (allaitement et alimentation complémentaire, en particulier); soins psychosociaux les modalités de répartition des aliments dans le ménage (priorité donnée aux enfants ou aux adultes, par exemple); ou encore les soins prodigués aux enfants ou adultes malades et aux personnes âgées. Lorsque les pratiques de soins sont inadaptées, certains membres du ménage peuvent souffrir de malnutrition même si l'accès à l'alimentation est assuré et l'environnement sain. (Martin-Prével Y., 2002), (PAM, 2009).

3.3 Cadre conceptuel de la sécurité alimentaire et nutritionnelle

Dans le cadre conceptuel de la sécurité alimentaire des ménages, les disponibilités alimentaires, l'accessibilité à l'alimentation et l'utilisation de celle-ci sont des facteurs clés et sont associés aux avoirs disponibles des ménages, à leurs stratégies de subsistance et à l'environnement politique, social, institutionnel et économique.

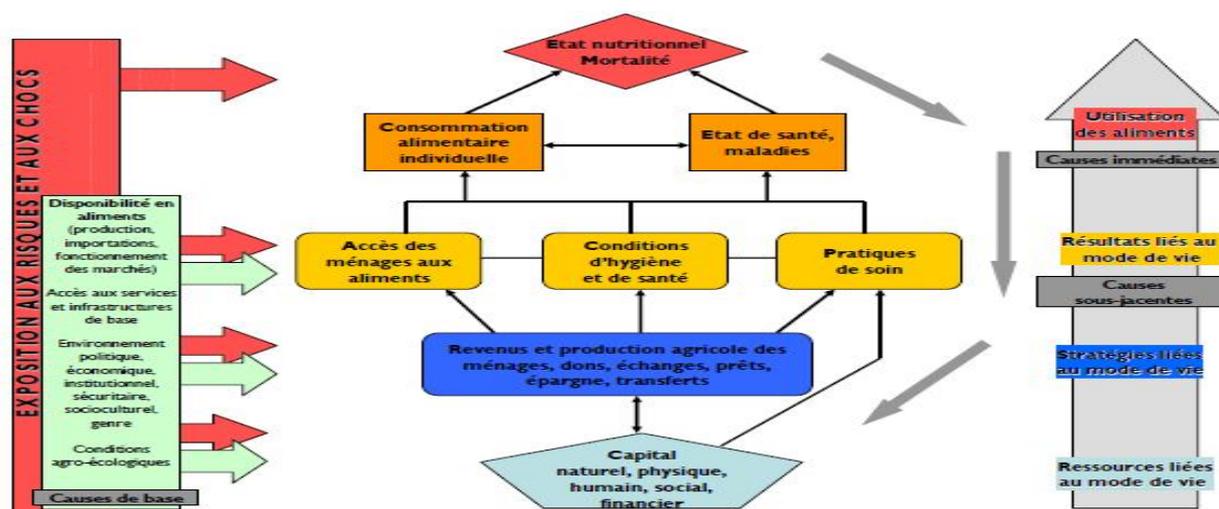


Figure2 Cadre conceptuel de la sécurité alimentaire et nutritionnelle

(Source : [PAM, 2009])

3.4 Les outils de recueil des informations pour l'évaluation de la sécurité alimentaire

Les informations peuvent être recueillies par observation, entretiens individuels ou de groupe, au moyen de mesures ou par questionnaires. Dans tous les cas il est important de disposer d'une liste de contrôle des questions à poser pour guider les échanges et permettre de réunir les informations utiles. Une évaluation de la sécurité alimentaire doit permettre de répondre aux questions suivantes :

Tableau IV Questions à aborder dans la fiche d'enquête d'une évaluation de la sécurité alimentaire

Quelle est la gravité du problème?

Quelle est actuellement la gravité de l'insécurité alimentaire ?

Comment la population fait-elle face?

Les personnes touchées parviennent-elles à faire face seules aux problèmes, sans aggraver leur niveau d'insécurité alimentaire et de malnutrition?

Qui?

Quels sont actuellement les groupes de population souffrant d'insécurité alimentaire, de malnutrition ou des deux? Quels groupes risquent d'en souffrir à l'avenir?

Combien?

Combien de personnes sont touchées maintenant?

Pourquoi?

Quelles sont les causes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition actuelles et futures?

Quels sont les besoins?

Les personnes atteintes peuvent-elles subvenir à leurs besoins et se redresser sans aide? Bénéficient-elles déjà d'une assistance?

Une assistance supplémentaire est-elle nécessaire? Dans l'affirmative, de quel type?

Pour qui? Quand? Où? Dans quelles quantités? Pendant combien de temps?

Le gouvernement et les organisations nationales peuvent-ils assurer cette assistance, ou l'aide internationale est-elle

Combien de personnes risquent de l'être dans le futur?	nécessaire?
Où?	Quelle est l'intervention la plus appropriée?
Où se trouvent ces personnes?	
En cas de survenue de choc :	Questions portant sur la consommation alimentaire des ménages
Le choc a-t-il un impact sur la sécurité alimentaire?	Elles résument les pratiques relatives à l'alimentation et reposent sur la consommation des différents groupes d'aliments que sont les protéines, les lipides, les glucides, les vitamines, les sels minéraux et les fibres alimentaires. Les questions s'y afférant permettent de déterminer l'équilibre et la variabilité de l'alimentation des ménages.
En quoi la situation a-t-elle changé depuis la crise? La population est-elle en situation d'insécurité alimentaire?	
Le choc a-t-il aggravé le niveau de malnutrition au sein de la population touchée ?	
La population risque-t-elle à l'avenir de continuer ou de commencer à souffrir d'insécurité alimentaire ou de malnutrition?	

Source : [PAM, 2009] (adapté)

Cependant certains objectifs particuliers assignés à l'évaluation pourront influencer sur l'importance ou le contenu de ces questions.

3.4.1 Les grilles d'analyse de l'insécurité alimentaire

Elles permettent de classer les différentes zones enquêtées selon le niveau d'acuité de l'insécurité alimentaire des ménages. Il en existe plusieurs dont celui figurant en annexe 7, élaboré par la FAO pour la Classification Intégrée de la Phase humanitaire et de la sécurité alimentaire (FAO, 2009).

L'annexe 8 présente un exemple concret d'application de cette grille dans le cadre de la 4^{ème} phase de la classification IPC pour la région du Nord-Ouest de la Côte d'Ivoire.

A la fin du processus, un rapport d'évaluation est rédigé avec des recommandations claires précisant des suggestions justifiées d'interventions possibles, y compris les moyens de mise en œuvre et les méthodes de sensibilisation.

3.5 Critères de réussite d'une intervention de lutte contre l'insécurité alimentaire

Le succès de tout projet d'intervention à base communautaire, visant à combattre l'insécurité alimentaire devraient intégrer la prise en compte des paramètres suivants :

3.5.1 Structuration de l'intervention

- Prise en compte du court et moyen terme autant que du long terme
- Accent mis sur les déterminants de l'insécurité alimentaire et les déterminants du changement de comportement
- Combinaison de plusieurs stratégies adaptées au contexte local pour modifier les déterminants
- Utilisation de méthodes et pratiques scientifiquement validées

- Qualité de la communication interne et externe

3.5.2 *Implication des acteurs :*

- Interdisciplinarité de l'équipe projet et rôle fédérateur du chef de projet
- Implication des bénéficiaires depuis la conception, la mise en œuvre et l'évaluation du projet

L'approche de développement communautaire qui a été adoptée pour la conception et la mise en œuvre des différents projets de l'hôpital et centre de santé communautaire de Lamèque que nous avons visités lors de notre stage professionnel est un très bon exemple d'implication des bénéficiaires. En effet, à travers la création dès la phase de conception, d'un "comité aviseur" composé des représentants des communautés cibles et de la direction de la structure, la mise sur pied dudit centre et de ses interventions a pu se faire avec une parfaite participation des bénéficiaires tout le long du processus. Ainsi ce comité qui est en réalité la cheville ouvrière du projet permet un feedback constant entre l'équipe projet et les bénéficiaires finaux.

- Ciblage des plus vulnérables et Impliquer les femmes dans la prise de décision.

3.5.3 *Rrelations avec l'environnement*

- Volonté politique forte
- Adaptation aux besoins et aux systèmes économiques, sociaux et culturels locaux
- La prise en compte des valeurs de la communauté cible
- Identification et soutien de facilitateurs et de mobilisateurs communautaires

3.5.4 *Implantation parallèle de programmes visant à réduire la pauvreté*

Ces programmes ont pour but de pérenniser les interventions visant la sécurité alimentaire.

3.5.5 *Réponses possibles à une situation d'insécurité alimentaire*

Le but de toute intervention consiste à sauver des vies et à réduire la vulnérabilité au sein de la communauté. Plus spécialement, les programmes de sécurité alimentaire visent à améliorer la disponibilité de la nourriture, l'accessibilité de la nourriture et l'utilisation de la nourriture. Concrètement, cela implique qu'il faut soutenir la production alimentaire primaire (agriculture, élevage et pêche). Ces programmes peuvent également soutenir les activités rémunératrices et l'emploi, ou le développement, la protection ou la restauration des biens.

Ils peuvent encore, dans certains cas, soutenir l'accès aux marchés, par exemple à travers des projets communautaires de construction de routes (IRC, 2004).

Quelques exemples de projets mis en œuvre sur le continent africain figurent dans le tableau en annexe 1.

4 Le projet « Bien-être dans le Bafing »

4.1 Présentation du projet

Ce projet de lutte contre l'insécurité alimentaire dans la région du Bafing, prévu pour s'exécuter sur une période de trois ans, est à cheval entre les domaines de la santé/nutrition et de l'agropastorale. C'est un projet fermé de moyenne envergure qui vise l'autonomisation alimentaire et financière des communautés rurales les plus vulnérables, dans le but d'un développement durable. Il est essentiellement porté sur des aspects spécifiques à la pérennité de l'accessibilité aux aliments des ménages bénéficiaires, ainsi que quelques aspects de l'utilisation de ces aliments. Il n'abordera donc pas directement les questions relatives à la disponibilité, la sécurité sanitaire des aliments ou encore à ceux ayant trait à un système de surveillance nutritionnel. Ceci dit ce projet que nous avons décidé de baptiser "Bien-être dans le Bafing", constitue pour nous d'une certaine manière la phase pilote d'un futur programme d'envergure nationale visant à solutionner le problème de l'insécurité alimentaire en Côte d'Ivoire. Cette présentation nous amène à parler de l'origine du projet, du contexte et justification, de la zone et de la population cibles, des objectifs, des stratégies et des activités à mettre en œuvre.

4.1.1 Origine du projet

Situation actuelle : insécurité alimentaire des ménages vulnérables des zones rurales région du Bafing.

Situation désirée : sécurité alimentaire permanente des ménages vulnérables des zones rurales du Bafing.

Situation si rien n'est fait : risque de dégradation de la situation nutritionnelle des ménages vulnérables avec augmentation de la morbi-mortalité dans la région du Bafing.

Contraintes à respecter : la disponibilité du financement; la réalisation de l'évaluation des besoins des bénéficiaires, la mobilisation communautaire et l'obtention de l'adhésion des parties prenantes au projet.

Responsable du projet : Programme National de Nutrition

4.2 Contexte et justification

Les zones rurales, de la région du Bafing située dans le Nord-Ouest de la Côte d'Ivoire, sont les contrées les plus confrontées à l'insécurité alimentaire dans ce pays. Alors que la prévalence de l'insécurité alimentaire globale au niveau national est de 12,6%, celle de ladite localité est de 29,9% dont 5,6% de formes sévères et 24,3% de formes modérées. Cet état de fait participe à grever la situation nutritionnelle des membres des ménages vulnérables, particulièrement les femmes et les

enfants du fait de leurs caractéristiques physiologiques et leur statut de dernier rang dans les sociétés traditionnelles du Nord de la Côte d'Ivoire. En effet, chez les enfants de moins de 5 ans, la prévalence du retard de croissance est qualifiée de très élevée (43,8%), car dépassant largement le seuil critique de 40% fixé par l'OMS. Celle de l'insuffisance pondérale est dit élevée (24,6%), tandis que pour la malnutrition aiguë elle est modérée (8,3%). Chez les femmes de 15 à 49 ans de cette même région, la prévalence de la maigreur est de 9% pour celles qui ne sont pas enceintes et de 2,1% chez les femmes enceintes (FAO, PAM, MINAGRI, 2009), (PNN, 2009).

La mortalité infanto-juvénile dans la région est de 90‰ et la malnutrition en est la cause sous-jacente à 54% (UNICEF, 2006).

Les facteurs favorisant de l'insécurité alimentaires dans la région sont surtout liées aux difficultés d'accessibilité aux aliments associés à une mauvaise répartition des aliments au sein des ménages. Ses déterminants sont la pauvreté des ménages, l'ignorance, le manque de moyens technologiques tant pour la production que pour la conservation des aliments, les stocks alimentaires inadéquats pour faire face à la période de soudure et enfin les situations de chocs notamment les aléas climatiques et les conséquences de la crise militaro-politique que traverse la Côte d'Ivoire.

Aussi, conformément aux recommandations du groupe de travail IPC Côte d'Ivoire, des mesures idoines doivent être prises pour inverser les tendances constatées.

Si rien est fait l'on aboutirait à une dégradation du statut nutritionnel des groupes les plus vulnérables en l'occurrence les femmes et les enfants ; avec comme conséquence une plus forte morbi-mortalité de ces derniers.

La situation désirée serait donc qu'une intervention adaptée au contexte permette à ces groupes vulnérables d'être en sécurité alimentaire et d'y demeurer. C'est dans cette dynamique que s'inscrit le travail que nous nous proposons ici de réaliser, à savoir : « Lutte contre l'insécurité alimentaire en Côte d'Ivoire : conception d'un projet d'accessibilité aux aliments pour les ménages vulnérables du Bafing ».

4.3 Description de la zone cible

La zone cible du projet est la région du Bafing. Couvrant une superficie d'environ 8.922 km², elle est située dans le nord-ouest de la Côte d'Ivoire et est limitée au Nord par le département d'Odienné; au Sud par le département de Biankouma, à l'Est par le département de Séguéla et à l'Ouest par la République de la Guinée. Sa population est estimée à 205.339 habitants soit une densité: moyenne de 23 habitants/km². Le "mahouka" est la langue du peuple autochtone appartenant au grand groupe des "mandés". L'unique ville de la région, Touba, en est le chef-lieu. (INS, 2007), (RCI, 2009).

Cette région compte 368 villages regroupés en 8 sous-préfectures correspondant aux communes. Ce sont : Touba, Ouaninou, Guintéguéla, Koonan, Booko, Borotou, Koro et Founbesso. Toutefois, les trois communes les plus peuplées de cette région que sont Koro et Borotou situées respectivement à environ 40 km et 80 km au Nord de Touba, et celle de Ouaninou située à 23 Km à l'ouest de ladite ville,

sont les sites choisis pour la mise en œuvre de notre projet. La population de la commune de Borotou est de 10612 dont 5603 hommes et 5009 femmes. Celle de la commune de Ouaninou est de 3832 dont 1859 hommes et 1973 femmes. Quant à la commune de Koro, y vivent 3442 âmes dont 1689 hommes et 1753 femmes (RCI, 2009).

La végétation de la région est faite aussi bien de forêt et de savane. Le climat comprend une saison sèche allant de novembre à mars ; qui précède la saison des pluies marquée par deux maxima pluviométriques dont l'un en juin et l'autre en septembre. Le fleuve Bafing qui a donné son nom à la région, prend sa source en Guinée et se jette dans le fleuve Sassandra (RCI, 2009).

Pour accéder à Touba à partir d'Abidjan, la capitale économique du pays, l'itinéraire principal long de 680 km est le suivant : Abidjan → Divo → Lakota → Gagnoa → Issia → Duékoué → Man → Touba.

La carte ci-dessous représente la zone d'intervention du projet.

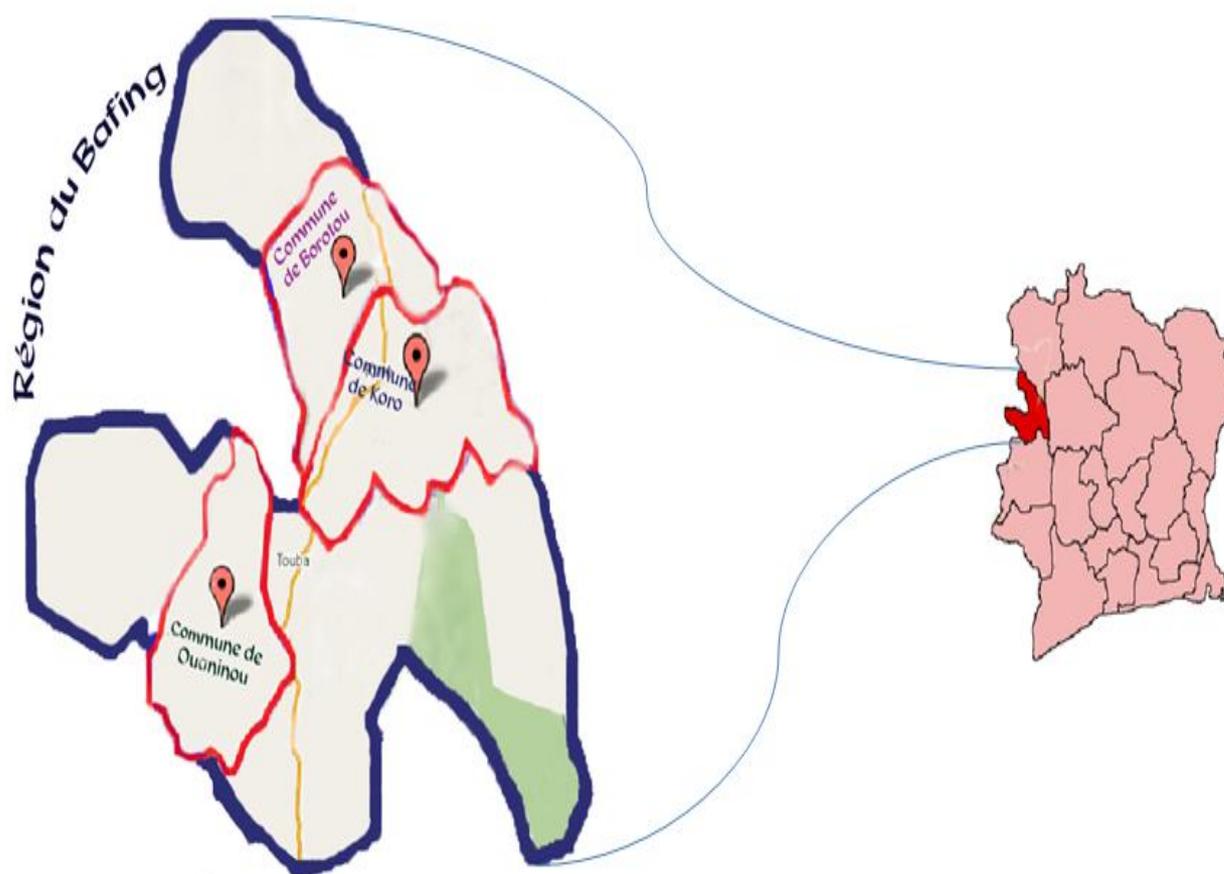


Figure3 Carte de la région du Bafing représentant les communes rurales de Borotou, Koro et Ouaninou

4.4 Choix de la population cible

La population cible prioritaire de notre projet d'intervention est constituée par les femmes vulnérables vivant dans les communes de Ouaninou, Koro et Borotou. Ces femmes font partie de la frange de la population la plus pauvre et la plus défavorisée au niveau alimentaire et nutritionnel. En outre, étant

donné que globalement les ménages de la moitié nord du pays dirigés par une femme sont en meilleure sécurité alimentaire que ceux dirigés par un homme (PNN, 2009), (FAO, PAM, MINAGRI, 2009), nous pensons qu'en améliorant les conditions alimentaires et de vie de ces femmes, cela impactera positivement la situation des enfants, voire de l'ensemble du ménage. Cela permettra également d'améliorer à long terme les indicateurs nutritionnels et sanitaires de la région. De plus le choix de cette cible s'inscrit dans la droite ligne de l'atteinte des OMD, à savoir de promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, en tant que moyen efficace de combattre la pauvreté, la faim et la maladie, et de promouvoir un développement réellement durable. (ONU, 2000)

4.4.1 Critères d'inclusion des femmes vulnérables dans le projet

- femme en âge de reproduction (15 à 49 ans) membre d'un ménage d'une à trois personnes
- le ménage dépend de l'agriculture vivrière ou du travail journalier
- Indice des stratégies de survie du ménage élevé (ménages obligés de combiner plus de trois catégories d'avoirs pour assurer sa subsistance).

Les femmes, remplissant ces critères, seront considérées comme étant en situation de vulnérabilité et donc ciblées par notre projet. Sur cette base, 1000 femmes seront incluses dans le projet à raison de 300 pour chacune des communes de Ouaninou et Koro, et 400 pour celle de Borotou.

4.5 Impact recherché du projet d'intervention

Contribuer à l'amélioration du statut nutritionnel et sanitaire des ménages vulnérables des communes de Koro, Ouaninou et Borotou.

4.6 But du projet d'intervention

Parvenir à une situation de sécurité alimentaire pérenne des ménages vulnérables des villages de Koro, Ouaninou et Borotou.

4.7 Objectifs

4.7.1 Objectif général

Rendre accessible de façon pérenne les aliments aux femmes vulnérables des communes rurales de Koro, Ouaninou et Borotou de 2012 à 2015.

4.7.2 Objectifs spécifiques (OS)

OS1 : Renforcer les capacités de 3 coopératives de 1000 femmes vulnérables des communes de Koro, Ouaninou et Borotou en matière de production et de conservation des aliments de 2012 à 2015.

OS2 : Créer les conditions pérennes d'une autonomisation alimentaire et financière des 3 coopératives de 1000 femmes vulnérables dans les communes de Borotou, Ouaninou et Koro de 2012 à 2014.

OS3 : Faire l'éducation nutritionnelle des 1000 femmes vulnérables membres des 3 coopératives des communes de Borotou, Ouaninou et Koro de 2012 à 2015.

4.8 Axes stratégiques du projet d'intervention

Pour parvenir à l'atteinte de ses objectifs, ce projet d'intervention va s'appuyer sur les quatre grands axes stratégiques suivants :

- Autonomisation alimentaire et financière des femmes.
- Renforcement des compétences pour la production et à la conservation des aliments ;
- Approche de développement communautaire ;
- Information Education Communication (IEC) sur les bonnes pratiques nutritionnelles

Par la méthode de la gestion axée sur les résultats, pour chacun de ces axes stratégiques seront formulés des effets recherchés, des résultats d'extrait et des activités.

4.8.1 Axe stratégique autonomisation alimentaire et financière des femmes

Cet axe stratégique vise à augmenter et stabiliser l'offre et l'accès en denrées alimentaires à travers la production et la conservation, quel que soit la saison de l'année et permettre à moyen terme le passage progressif d'une agriculture de simple subsistance à une agriculture permettant aux femmes non seulement de nourrir convenablement l'ensemble de leur ménage mais aussi d'améliorer leurs revenus et leurs conditions de vie. Il s'agira pour ce faire de leur permettre de commercialiser au maximum le tiers de leurs productions à condition que celles-ci soient suffisantes pour leur assurer une sécurité alimentaire. Dans cette optique, l'Office d'aide à la Commercialisation des Produits Vivriers de Côte d'Ivoire (OCPV) sera impliqué, afin de faciliter l'accès au marché régional, voir national des produits issus des coopératives des femmes vulnérables.

Les fonds issus de cette commercialisation seront épargnés dans une institution d'intermédiation financière de la région du Bafing. Les conditions d'accès à ces ressources financières communes seront déterminées par les règles qu'elles se seront données dans les statuts et règlements de la coopérative. Toutefois, il ne faut pas ignorer le fait que dans les foyers traditionnels ivoiriens, particulièrement dans le Nord, l'homme a facilement accès aux revenus de sa femme, soit par autorité soit par sentimentalisme. Aussi, pour sécuriser la gestion de ces fonds, tout retrait sur ce compte bancaire commun sera assujéti à 3 signatures (la présidente, la secrétaire générale et la trésorière de

la coopérative). De plus toute sortie de fonds devra être justifiée devant les autres membres lors de l'assemblée générale de la coopérative.

Une partie de ces fonds sera alloué à l'achat des intrants de la coopérative de sorte à pérenniser leurs activités. Une autre partie leur sera versée à titre rémunération périodique, pour améliorer leur quotidien. En outre ce fonds permettra par ailleurs à ces femmes et leurs enfants de bénéficier d'une couverture sociale en cas de maladies, de décès, d'évènements de réjouissances, de scolarisation des enfants des deux sexes, etc.

a. Effet recherché

Les ménages des femmes vulnérables regroupées en coopérative ne connaissent pas de problème de rupture en vivres toute l'année et ont une meilleure qualité de vie.

b. Résultats d'extrants

- **Résultat d'extrant 1** : Les femmes vulnérables regroupées en coopérative possèdent des plantations de vivriers et des élevages d'animaux conformes à leurs habitudes alimentaires et ayant une bonne production, leur permettant d'assurer les besoins nutritionnels journaliers de l'ensemble des membres de leurs ménages.
- **Activités** :
 - Acquérir des terres arables pour les 3 coopératives de femmes vulnérables du Bafing
 - Créer par des technologies (d'irrigations) améliorées et simples des plantations de denrées alimentaires ayant une bonne productivité durant toute l'année
 - Créer des élevages (volailles, ovins, bovins, caprins, pisciculture, ...) rentables grâce à un suivi professionnalisé du parc animalier des 3 coopératives des femmes vulnérables
 - Mettre à la disposition des coopératives de femmes vulnérables, des techniques améliorées et simple de conservation des denrées alimentaires au niveau communautaire
- **Résultat d'extrant 2** : Les femmes vulnérables regroupées en coopérative possèdent des fonds propres sécurisés leurs permettant d'améliorer leurs conditions de vies et celle de leurs ménages.
- **Activités** :
 - Créer ou faciliter l'accès au réseau en place dans la région pour la distribution des denrées alimentaires et protéines animales produites par les femmes de la coopérative en établissant un partenariat avec Office d'aide à la commercialisation des produits vivriers de Côte d'Ivoire (OCPV)
 - Commercialiser au maximum le 1/3 de la production agroalimentaire des coopératives de femmes vulnérables du Bafing

- Inciter les coopératives des femmes vulnérables à épargner de façon sécurisée les revenus de la vente de leurs produits dans une banque de la localité.
- Mettre en place un système d'entraide sociale et financière entre les femmes des coopératives, fondé sur les valeurs de solidarité du peuple "mahouka".

4.8.2 *Axe stratégique renforcement des compétences*

Le principe de cet axe stratégique est basé sur le renforcement des capacités opérationnelles de l'UAA pour former des professionnels de l'UAA et les coopératives de femmes vulnérables dans le secteur de la sécurité alimentaire et nutrition.

a. Méthodologie

La réalisation de cette stratégie de renforcement des compétences se fera dans un cadre partenarial entre l'université de Moncton au Canada, et l'université d'Abobo-Adjamé qui est l'institution formant dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutrition en Côte d'Ivoire. Ce partenariat s'inscrit dans la droite ligne des collaborations antérieures entre les deux universités et permettra aux populations ivoiriennes de bénéficier de l'expertise internationale de l'université de Moncton en matière de sécurité alimentaire et d'approche communautaire. En effet, une collaboration scientifique en biologie moléculaire existe entre le professeur Etienne Dako de l'université de Moncton et le docteur Adiehi Dadié de l'université d'Abobo-Adjamé (UAA). Elle vise à la mise au point de méthodes de détection d'agents responsables des intoxications alimentaires. En outre, en 2006, la professeure Villalon de l'université de Moncton dans le cadre de son programme de recherche et développement s'est intéressée, au poids de l'enfant à la naissance et l'état nutritionnel de la mère séropositive en Côte d'Ivoire.

L'approche communautaire sera privilégiée. Ainsi, les professionnels formés par l'Université de Moncton et l'UAA travailleront directement sur le terrain en collaboration avec les communautés ciblées. De plus un pool de neuf femmes, à raison de trois par commune rurale cible, se rendront à Moncton dans le cadre du partenariat, pour s'enrichir de nouvelles expériences et parfaire leur formation qu'elles restitueront à leur retour à leurs consœurs.

b. Effet recherché

L'UAA est une structure compétente et opérationnelle pour la formation correcte de formateurs capables de délivrer des solutions durables à l'insécurité alimentaire des zones rurales en Côte d'Ivoire avec incidence communautaire notable.

c. Résultats d'extrants

- **Résultat d'extrant 1** : établir un partenariat entre l'UAA et l'Université de Moncton ;

- **Activités :**
 - Faire signer une convention de partenariat entre l'UAA et l'université de Moncton
- **Résultat d'extrait 2 :** l'UAA est dotée de matériels et équipements de formation des professionnels et des coopératives de femmes rurales dans le secteur de la nutrition et de la sécurité alimentaire, incluant les stratégies d'approche communautaire pour la production et la conservation des denrées agro-alimentaires.
- **Activités :**
 - Equiper l'UAA en matériels pédagogiques pour la formation en production et conservation agropastorale
 - Equiper l'UAA en outils et équipements de production et de conservation agropastorale
 - Apporter un appui technique aux activités de recherche-développement de l'UAA en matière de sécurité alimentaire
- **Résultat d'extrait 3 :** 9 professionnels du secteur de la sécurité alimentaires de l'UAA sont bien formés en techniques de production et de conservation améliorées des denrées agropastorales ainsi qu'en stratégies d'approche communautaire.
- **Activités :**
 - Organiser une session de formation pour 9 professionnels du secteur de la sécurité alimentaire de l'UAA en techniques de résistance et tolérance des plantes cultivées aux contraintes biotiques et abiotiques pour une production améliorée
 - Organiser une session de formation pour 9 professionnels du secteur de la sécurité alimentaire de l'UAA en techniques d'élevage rentable ;
 - Organiser une session de formation pour 9 professionnels du secteur de la sécurité alimentaire de l'UAA en techniques de conservation améliorée des denrées alimentaire;
 - Organiser une session de formation pour 9 professionnels de l'UAA en stratégies d'approche communautaire spécifique à la sécurité alimentaire
- **Résultat d'extrait 4 :** les capacités opérationnelles des 3 coopératives de 1000 femmes vulnérables de la région du Bafing sont renforcées en techniques de production agropastorale et de conservation améliorées des denrées alimentaires.
- **Activités :**
 - Former correctement les 3 coopératives de 1000 femmes vulnérables du Bafing en techniques de production agricoles, d'élevage et de conservation améliorées des denrées alimentaires ;
 - former correctement les 3 coopératives de 1000 femmes vulnérables du Bafing en notions de base de gestion financière.

- Equiper les 3 coopératives de 1000 femmes vulnérables du Bafing en intrants et outils de production et de conservation des denrées alimentaires.

4.8.3 *Axe stratégique approche de développement communautaire*

La stratégie consistera dans un premier temps à amener les femmes vulnérables à s'organiser en coopérative. Cette stratégie de regroupement et d'entraide entre les femmes tire ses fondements dans les valeurs des sociétés traditionnelles du Nord de la Côte d'Ivoire. En effet dans la région du Bafing par exemple il n'est pas rare de voir les femmes se regrouper et décider d'aller toutes travailler une semaine durant dans la plantation du mari d'une des leurs ; en vue d'y faire avancer rapidement les travaux champêtres. Aux nombres de ces groupements d'entraides de femmes de ladite région, on peut citer les "lahouani", les "sènzès", etc.

Ensuite, le Comité Communautaire de Gestion (CCG) du projet sera mis sur pied, en nous appuyant sur l'exemple du comité aviseur créé pour la conception et la mise en œuvre des projets communautaires de l'hôpital et centre de santé communautaire de Lamèque au Canada. Le CCG sera composé de trois représentantes de chacune des trois coopératives et des membres de l'équipe projet. Ces représentantes des femmes devront être reconnues par leur communauté comme ayant un engagement pour l'intérêt commun et une grande capacité de mobilisation de leurs consœurs. Ce comité qui sera au cœur de toutes les décisions prises dans le cadre du projet, aura pour principale fonction de constituer l'interface entre les femmes ciblées par notre intervention et l'équipe projet. Ainsi grâce au feedback régulier des préoccupations des femmes à travers le CCG, l'équipe projet pourra constamment réadapter ses stratégies à la réalité du vécu des intéressées, afin de parvenir à terme à l'effet recherché du projet.

a. Effet recherché

Les femmes vulnérables des trois villages cibles du Bafing sont organisées à travers une approche participative et se sont approprié la mise en œuvre du projet pour en assurer toutes les chances de succès.

b. Résultat d'extrait

- **Résultat d'extrait 1** : les femmes vulnérables des trois villages cibles du Bafing cibles sont dans un environnement social et psychologique favorable à leur appropriation du projet
- **Activités** :
 - Regrouper les femmes vulnérables des communes rurales de Borotou, Ouaninou et Koro en trois coopératives ;
 - Créer le Comité Communautaire de Gestion du projet constitué des représentantes des femmes vulnérables et des membres de l'équipe projet.

- **Résultat d'extrait 2** : Les femmes vulnérables regroupées en coopérative ont une motivation supplémentaire à avoir un bon rendement en ce qui concerne leurs activités de production, de commercialisation et de gestion des fonds de la coopérative
- **Activités** :
 - Organiser un concours annuel de la meilleure coopérative récompensé par un prix;
 - Associer l'image de certains partenaires attrayants pour les femmes au concours.

4.8.4 *Axe stratégique Information, Education, Communication (IEC)*

Ce volet constitue l'axe stratégique le plus sensible du projet "Bien-être dans le Bafing", en ce sens qu'il permettra non seulement d'obtenir la mobilisation et l'implication de toutes les parties prenantes mais aussi de réduire à leur strict minimum les éventuelles résistances à la mise en œuvre du projet.

Nous avons choisi de bâtir cet axe stratégique IEC autour d'un volet communicationnel, d'aspects de marketing, de stratégies médias et de stratégies de création.

a. Les composantes du plan de communication

- Aspects communicationnels

Cette communication va consister à faire des plaidoyers auprès des autorités politiques, administratives et coutumières de la région pour leur expliquer le projet "Bien-être dans le Bafing", y intégrer leurs observations et obtenir un soutien institutionnel fort. Notre communication se fera également en direction des communautés autochtones cibles pour les sensibiliser à la question de l'insécurité alimentaire et ses conséquences sur la santé, afin de faire d'eux les maîtres d'œuvre de ce projet d'intervention.

b. Axe de communication

L'idée maîtresse qui va sous-tendre notre communication est que : « l'accessibilité aux aliments de tous et principalement des femmes les plus vulnérables est capital pour l'amélioration de l'état de santé de tous. En ce sens que cela permettra d'améliorer les conditions nutritionnelles et sanitaires des ménages les plus pauvres qui par conséquent tomberont moins malades. Toute chose qui permettra à la direction régionale de la santé de capitaliser des ressources de santé qui pourront être réinvesties au profit de toute la région ».

- **Slogan**

De notre axe de communication, nous retenons comme slogan de notre campagne :

« Le bien-être, ça se cultive » ; ce qui en langue mahouka se traduit par « hêrê ho balo là lé ». Par ce slogan, il faut comprendre que la santé passe par la sécurité alimentaire qui est elle-même tributaire de

l'agriculture. Autrement dit, le terme « cultivate » est valable pour la santé aussi bien au sens propre qu'au sens figuré.

L'appellation "Bien-être dans le Bafing" donnée au projet dénote de notre volonté de traduire le fait que la finalité de cette intervention est de redonner de la dignité aux couches les plus défavorisées de la région en créant dans une certaine mesure les conditions de leur bien-être physique, social et mental.

c. Stratégies de communication

- Les sites internet du ministère de la santé et de l'agriculture seront exploités pour donner une visibilité à notre communication. Sur ces sites seront présentés :
 - Des articles sur la sécurité alimentaire des zones cibles
 - Des conseils pratiques sur les bonnes pratiques nutritionnelles
 - Des vidéos sur les différentes activités menées dans notre campagne de communication (sensibilisation, sketches, bribes de conférences...)
- Exploitation des médias traditionnels (radios communautaires, crieurs publics, télévision)

Elle se fera à travers la signature d'une convention pour la diffusion des messages et permettra d'assurer la mobilisation communautaire en faveur du projet.

- L'organisation d'un atelier de rencontre des parties prenantes au programme incluant les représentantes des femmes des localités cibles
- Organisation d'une caravane de sensibilisation, à raison d'une animation par localité concernée. Les activités à cet effet seront la réalisation de sketches sur l'insécurité alimentaire et ses conséquences. Il s'agira également de la tenue de conférences publiques et de focus groupes marqués par l'utilisation de boîtes à images relatives la sécurité alimentaire et à la malnutrition. Un traducteur en langue mahouka sera associé aux échanges.

d. Aspects marketing

- **Objectif de marketing**

Notre objectif marketing est de parvenir à ce qu'au moins 80% des femmes vulnérables membres des coopératives de Borotou, Ouaninou et Koro adoptent les comportements favorables à la sécurité alimentaire véhiculés par le projet "Bien-être dans le Bafing".

- **Stratégies marketing**

Dans le cadre de nos stratégies marketing, nous mènerons les actions suivantes :

- Plaidoyer en direction des décideurs (ministères de la santé et de l'agriculture, président du conseil général, députés, maires)

- Sensibilisation des personnes ressources (chefs de villages, Directeurs régionaux et départementaux de la santé, de l'agriculture, de la production animale et des ressources halieutiques) ;
- Implication du CCG pour la mobilisation communautaire à l'endroit des groupements de femmes des villages concernés ;
- Établissement de partenariats pour la campagne de communication avec le secteur de l'industrie agropastorale dans la région (complexe sucrier de Borotou, industries de soja...).

e. Stratégies médias

Les techniques médias auxquelles nous aurons recours pour cette campagne sont les suivantes :

- **Les radios communautaires**

L'essentiel de notre cible vivant en milieu rural, les radios communautaires constituent le média le plus adapté à ce contexte dans la mesure où la majorité des populations ne disposent pas de la télévision.

- **le griot ou le crieur public**

Plus proche de la communauté, car étant partie intégrante de celle-ci, le crieur public constitue un des médias les plus efficaces pour relayer l'information le plus sûrement aux populations locales.

- **L'internet et la télévision**

Ils nous permettront surtout d'assurer une visibilité de nos actions sur le terrain à l'échelle nationale et internationale.

f. Stratégies de création

Notre campagne de communication s'adresse à deux catégories de personnes. Le premier groupe comprend les autorités politiques, universitaires et administratives qui sont des intellectuels. Le second groupe est quant à lui constitué des populations de femmes ainsi que des chefs de villages et leurs notabilités. Cette deuxième cible est en majorité analphabète, vivant en zone rurale et ayant une grande culture de l'oralité. D'où la nécessité d'utiliser des outils de communication leur permettant de comprendre le plus rapidement possible l'importance du message qui leur est adressé. Nous avons en conséquence opté pour les outils de communication suivants: atelier de sensibilisation, spot publicitaire radio, boîte à image, sketch, conférence publique et focus groupes.

g. Atelier de sensibilisation sur la sécurité alimentaire

Le thème de l'atelier de sensibilisation sera : « la sécurité alimentaire des ménages du Bafing ». Les différents points qui seront traités à cette occasion seront : l'insécurité alimentaire, causes, conséquences, moyens de lutte et mesures de prévention. Cet atelier sera marqué par des

présentations liminaires suivies de travaux de groupes et de restitutions en plénière. Cet atelier sera également l'occasion de mettre en place le Comité Communautaire de Gestion (CCG) du projet "Bien-être dans le Bafing".

L'organisation sera assurée conjointement par le Programme National de Nutrition (PNN) et le Ministère de l'agriculture (MINAGRI) avec l'appui technique de la FAO et l'appui financier du bailleur de fonds.

Cet atelier d'une durée de deux journées se tiendra à Touba, chef-lieu de la région du Bafing.

- **Intérêt de l'atelier de sensibilisation**

L'atelier de sensibilisation présente plusieurs intérêts, notamment :

- permettre la rencontre entre toutes les parties prenantes au projet ;
- donner l'opportunité d'une première sensibilisation des différents acteurs ;
- permettre de s'enquérir de la vision du groupe concernant les activités à mettre en œuvre dans le cadre de la lutte contre l'insécurité alimentaire. Ce point insistera particulièrement sur les éléments de solutions proposés par les participants ;
- permettre l'identification de membres potentiels du CCG.

h. Spot publicitaire radiophonique

Le spot radio sera relatif à l'alimentation équilibrée et variée. Sa durée sera de trente secondes et il sera en français et en mahouka.

- **Synopsis du spot radio : « Maman nourris bien ta famille »**

Maman ta santé et celle de ton enfant dépend de ce que vous mangez. Fais donc attention que ta famille mange bien. Bien manger signifie que, pour chaque repas, tu utilises au moins un élément de chacun des groupes d'aliments que sont les céréales et féculents (riz, sorgho, mil, fonio, maïs, manioc, igname, banane) ; les légumes et les fruits (oignons, tomates, carotte, gombo, feuilles vertes, orange, papaye, banane douce, mangues, goyave ...), le lait et ses dérivés (yaourts, fromages, biscuits...), les viandes, poissons et œufs ; les légumineuses (haricots, lentilles...), les oléagineux (arachide, coco, ...) ; les huiles et le sucre. En le faisant ton enfant grandira bien, et toute ta famille sera en bonne santé.

La bien être, ça se cultive. Ceci est un message du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique.

- **Intérêt du spot**

Diffusé sur les radios communautaires en français et en mahouka, il permettra d'atteindre un grand nombre de femmes.

i. La boîte à image

La boîte à images comportera un total de onze (11) pages dont une page de garde. Chaque feuille présentera un sous-thème de chacune des thématiques abordées. Au recto de la page sera affichée l'image relative au sous-thème, et au verso le texte explicatif et les questions à poser à l'auditoire par l'animateur. Les différentes thématiques qui seront traitées et leurs sous-thèmes sont les suivants :

- **L'insécurité alimentaire et ses conséquences**
 - Une famille en insécurité alimentaire
 - Les causes de l'insécurité alimentaire
 - Les conséquences sanitaires de l'insécurité alimentaires sur les enfants et les femmes
- **La sécurité alimentaire**
 - Les conditions de la sécurité alimentaire
 - La production des denrées alimentaires par des techniques améliorées
 - Les techniques de conservation des denrées alimentaire
- **Les bonnes pratiques nutritionnelles**
 - L'alimentation équilibrée et variée
 - La bonne répartition des aliments dans le ménage
- **L'amélioration des conditions de vie du ménage grâce à la bonne gestion des denrées alimentaires par la femme membre de la coopérative**
 - Commercialisation du tiers (1/3) de la production agropastorale des coopératives
 - Participation de la femme au bien être social de son ménage (scolarisation des enfants des deux sexes, soins de santé de la famille, habillement, décès...)
- **Intérêt de la boîte à image**

Elle trouve toute son importance dans les séances de sensibilisation et d'éducation en milieu communautaire. Elle permet aux populations particulièrement celles qui sont analphabètes de visualiser les images et d'en donner leurs interprétations.

j. Le sketch

Le sketch sera joué par deux actrices locales bien connues, en compagnie chacune de leur enfant âgé de 4 ans. L'un des deux enfants, du fait de l'insécurité alimentaire, présente un retard de croissance. Dans le dialogue, la femme ayant l'enfant en bonne santé va prodiguer des conseils à sa consœur pour assurer une sécurité alimentaire à sa famille. Il est prévu pour durer 15min et sera jouer sur les sites d'animations de la caravane de sensibilisation.

- **Intérêt du sketch**

Les sketches sont très appréciés en Côte d'Ivoire surtout lorsqu'ils présentent une note humoristique. Ceci dit, cela n'enlève rien à leur caractère informatif et éducatif. De plus notre cible étant en grande partie analphabète, cela leur permettra de mieux apprécier le contenu des messages qui leurs sont adressés et d'en retenir l'essentiel. En outre le sketch sera organisé sous la forme d'un théâtre donnant la possibilité au public de s'exprimer sur la scène à laquelle il a assisté. Il permettra d'introduire la conférence et les focus groupe.

- **Scénario du sketch** (voir annexe 2)

k. Conférence publique

Elle aura pour thème: « l'insécurité alimentaire des ménages du Bafing ».

Elle portera sur les causes, les conséquences et les moyens de lutte et mesures de prévention. Son organisation sera incluse dans les activités de la caravane et elle se tiendra aux points d'animations de cette dernière. Elle durera deux heures dont 1 heure d'échanges avec le public. Elle sera co-animée par le spécialiste en sécurité alimentaire et les femmes membres du CCG.

- **Intérêt de la conférence publique**

- Permettre de donner des informations scientifiques dans un langage accessible aux populations cibles sur leur situation alimentaire et nutritionnelle ;
 - Permettre un échange direct avec le public cible ;
 - Permettre une sensibilisation par les pairs, car conduite principalement par les femmes du CCG.

l. Focus groupes

Ils seront organisés en deux groupes séparés, et dureront deux heures de temps.

Le premier groupe se fera avec les hommes, pour discuter avec eux de l'intérêt de notre programme de s'appuyer sur les femmes, pour assurer la sécurité alimentaire des ménages. Cette rencontre aura lieu soit sous l'arbre à palabre du village, soit dans la cour du chef du village.

Le second groupe avec les femmes vulnérables pour tenter de percevoir leurs appréhensions par rapport au fait que le programme d'intervention les cible en premier. Il s'agira également d'apprécier leur capacité à se regrouper pour travailler ensemble. Cette rencontre se tiendra chez une femme leader du village, reconnue par tous comme étant très engagée dans les causes communes ayant une bonne capacité de mobilisation des femmes.

- **Intérêt des focus groupe**

Ces focus groupes permettront de prendre en compte les propositions des bénéficiaires et de les intégrer dans la mise en œuvre du projet "Bien-être dans le Bafing". L'autre intérêt de ces focus groupe sera de permettre de déceler et lever certaines incompréhensions, et résistances éventuelles au projet qui pourraient survenir de la part des hommes.

m. Effet recherché

Adhésion au projet et adoption par les cibles des comportements favorables à la sécurité alimentaire.

n. . Résultats d'extrants

- **Résultat d'extrant 1** : les autorités politiques, administratives et coutumières du Bafing apporte un soutien institutionnel franc au projet d'intervention
 - **Activités** :
 - Organiser des réunions de plaidoyer avec les autorités politiques, administratives et coutumières des trois communes rurales du Bafing ;
 - Organiser la cérémonie officielle de lancement de la caravane de sensibilisation sous le parrainage des autorités politiques et coutumières de la région du Bafing ;
 - Organiser un atelier de sensibilisation présidé par les autorités du Bafing.
- **Résultat d'extrant 2** : les femmes ciblées sont mobilisées et participent activement au projet.
 - **Activités** :
 - Réaliser une évaluation des besoins des femmes vulnérables de Koro, Ouaninou et Borotou
 - Organiser une caravane d'information et de sensibilisation pour une mobilisation communautaire en faveur du projet
 - Maintenir une communication efficace et permanente avec les femmes à travers le CCG
- **Résultat d'extrant 3** : les femmes vulnérables membres des coopératives des trois communes rurales du Bafing sont instruites et adoptent les recommandations en matière de sécurité alimentaire.
 - **Activités** :
 - Organiser 30 séances d'éducation nutritionnelles pour les 1000 femmes vulnérables regroupées au sein des 3 coopératives du Bafing.
 - Organiser 30 séances d'éducation à la bonne gestion des stocks alimentaires, pour les 1000 femmes vulnérables regroupées au sein des 3 coopératives du Bafing.

4.9 Le cadre logique de l'intervention selon les axes stratégiques (voir tableau)..

Tableau V Cadre logique de l'axe stratégique renforcement des compétences

	Résultats escomptés	Activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Moyens / sources de vérification	Hypothèses critiques
	Effet recherché: L'UAA est une structure compétente et opérationnelle pour la formation et la livraison de solutions durables à l'insécurité alimentaire des zones rurales en Côte d'Ivoire avec incidence communautaire notable				
Résultats d'extrants	Etablir un partenariat entre l'UAA et l'Université de Moncton	Faire signer une convention entre l'UAA et l'université de Moncton	Nombre de convention de partenariat existant entre les 2 universités	Le document attestant de la convention entre l'UAA et l'université de Moncton	Adhésion des autorités des 2 universités
	l'UAA est doté de matériels et équipements de formation des professionnels et des coopératives de femmes rurales dans le secteur de la nutrition et de la sécurité alimentaire, incluant les stratégies d'approche communautaire pour la production et la conservation des denrées agro-alimentaires.	Equiper l'UAA en matériels pédagogiques pour la formation en production et conservation agropastorale	Nouveaux matériels pédagogiques reçus par l'UAA	Bordereaux de livraison Patrimoine de l'UAA	Financement disponible
		Equiper l'UAA en outils et équipements de production et de conservation agropastorale	Nouveaux outils et équipements reçus par l'UAA	Bordereaux de livraison Patrimoine de l'UAA	
		Apporter un appui technique aux activités de recherche-développement de l'UAA en matière de sécurité alimentaire	Nombre et qualité des activités de recherche en sécurité alimentaire de l'UAA appuyés par l'université de Moncton	Rapport d'activités de l'UAA et de l'université de Moncton	Adhésion des autorités des 2 universités
	neuf professionnels de l'UAA du secteur de la sécurité alimentaires sont bien formés en techniques de production améliorée et de conservation des denrées agro-alimentaires ainsi qu'en stratégies d'approche communautaire	Organiser une session de formation pour 9 professionnels du secteur de la sécurité alimentaires de l'UAA en techniques agricoles de résistance et tolérance des plantes cultivées aux contraintes biotiques et abiotiques pour une production améliorée	Nombre de session de formation Nombre de professionnels de l'UAA bien formés en techniques agricoles ;	Rapport de formation Evaluation périodique des neuf professionnels de l'UAA formés par l'université de Moncton, modules de formation	Stabilité sociale Financement disponible
		Organiser une session de formation pour 9 professionnels du secteur de la sécurité alimentaires de l'UAA en techniques d'élevage rentable ;	Nombre de session de formation Nombre de professionnels de l'UAA bien formés en techniques d'élevage	Rapport de formation Evaluation périodique des professionnels de l'UAA formés, modules de formation	
		Organiser une session de formation pour 9 professionnels du secteur de la sécurité alimentaires de l'UAA en techniques de conservation améliorée des denrées alimentaire	Nombre de session de formation Nombre de professionnels de l'UAA bien formés en techniques de conservation améliorée des denrées alimentaire ;	Rapport de formation Evaluation périodique des professionnels de l'UAA formés par l'université de Moncton	Consultants formateurs disponibles
		Organiser une session de formation pour 9 professionnels de l'UAA en stratégies d'approche communautaire	Nombre de session de formation Nombre de professionnels de l'UAA formés en stratégies d'approche communautaire ;	Rapport de formation Evaluation périodique des professionnels de l'UAA formés	

Résultats d'extrants	les capacités opérationnelles des trois coopératives de femmes vulnérables de la région du Bafing sont renforcées en techniques de production agropastorale améliorée et de conservation des denrées alimentaires	Former correctement les 3 coopératives de femmes vulnérables du Bafing en techniques de production agricoles, d'élevage et de conservation améliorées des denrées alimentaires	Nombre de session de formation Nombre de femmes formées en techniques agropastorales et de conservation des aliments;	Rapports de formation Evaluation des pratiques agropastorales des femmes Modules de formations	Stabilité sociale Financement et consultants formateurs disponibles
		Former correctement les 3 coopératives de femmes vulnérables du Bafing en notions de bases de gestion financière.	Nombre de session de formation Nombre de femmes formées en gestion financière Qualité des formations délivrées	Rapports de formation Evaluation des pratiques des femmes en gestion financière, Modules de formations	
		Equiper les 3 coopératives de femmes vulnérables du Bafing en intrants, outils de production et de conservation des aliments	Dotation des coopératives en intrants, outils de production et conservation des aliments	Bordereaux de livraison Reçus d'achat	Financement disponible

Tableau VI : Cadre logique de l'axe stratégique approche de développement communautaire

Résultats escomptes	Activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Moyens / sources de vérification	Hypothèses critiques	
Effet recherché: Les femmes vulnérables des trois villages cibles du Bafing sont organisées à travers une approche participative et se sont approprié la mise en œuvre du projet pour en assurer toutes les chances de succès.					
Résultats d'extrants	Les femmes vulnérables des trois villages cibles du Bafing cibles sont dans un environnement social et psychologique favorable à leur appropriation du projet	Regrouper les femmes vulnérables des communes rurales de Borotou, Ouaninou et Koro en trois coopératives	Démarches entreprises pour la constitution en coopérative Nombres de coopératives de femmes vulnérables du Bafing	Procès-verbal de création, statuts et règlements Recépé de constitution	Implication des cibles
		Créer le Comité Communautaire de Gestion du projet constitué des représentantes des femmes vulnérables et des membres de l'équipe projet	Rapports d'activités du CCG	Rapport de la réunion de création	Implication des cibles
	Les femmes vulnérables regroupées en coopérative ont une motivation supplémentaire à avoir un bon rendement en ce qui concerne leurs activités de production, de commercialisation et de gestion des fonds de la coopérative	organiser un concours annuel de la meilleure coopérative récompensé par un prix;	Lancement du concours Appel à candidature	Procès-verbal de lancement Fichier audiovisuels du concours	Disponibilité du financement et des partenaires privés
		Associer l'image de certains partenaires attractifs pour les femmes au concours	Nombre de partenaires associés au concours	Conventions de partenariat	Accord et implication des partenaires

Tableau VII : Cadre logique de l'axe stratégique autonomisation alimentaire et financière des femmes

	Résultats escomptés	Activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Moyens / sources de vérification	Hypothèses critiques
Effet recherché: les ménages des femmes vulnérables regroupées en coopérative ne connaissent pas de problème de rupture en vivres toute l'année et ont une meilleure qualité de vie					
Résultats d'extrants	Les femmes vulnérables regroupées en coopérative possèdent des plantations de vivriers et des élevages d'animaux conformes à leurs habitudes alimentaires et ayant une bonne production, leurs permettant d'assurer les besoins nutritionnels journaliers de l'ensemble des membres de leurs ménages.	Acquérir des terres arables pour les coopératives de femmes vulnérables du Bafing	Superficie de terres arables appartenant aux coopératives des femmes du Bafing	Titres de propriété	Financement disponible Stabilité sociale
		Créer par des technologies (d'irrigations) améliorées et simples des plantations de denrées alimentaires ayant une bonne productivité durant toute l'année	Nombre de plantation créées Quantité de production vivrière	Rapports d'activités des coopératives	
		Créer des élevages (volailles, ovins, bovins, caprins, pisciculture, ...) rentables grâce à un suivi médicalisé du parc animalier des coopératives de femmes vulnérables	Nombre et types d'élevages créés Quantité de production animale	Rapports d'activités des coopératives	
		Mettre à la disposition des coopératives de femmes vulnérables, des techniques améliorées et simple de conservation des denrées alimentaires au niveau communautaire	Nombre et qualités des moyens de conservation des aliments Délais de conservation des aliments	Rapports d'activités des coopératives Stocks alimentaires des coopératives	
	Les femmes vulnérables regroupées en coopérative possèdent des fonds propres sécurisés leurs permettant d'améliorer leurs conditions de vies et celle de leurs enfants	Créer ou faciliter l'accès au réseau en place dans la région pour la distribution des denrées alimentaires et protéines animales produites par les femmes de la coopérative en établissant un partenariat avec Office d'aide à la commercialisation des produits vivriers de Côte d'Ivoire (OCPV)	Nombre de point de vente des produits de la coopérative Convention avec l'OCPV	Rapports d'activités des coopératives Bilan financier des coopératives	Accord et implication de l'OCPV Stabilité sociale
		Commercialiser au maximum le 1/3 de la production agropastorale des coopératives de femmes vulnérables du Bafing	Quantité de production des coopératives Proportion consacrée à la vente Revenu des ventes	Rapports d'activités des coopératives Bilan financier	Production suffisante
		Inciter les coopératives des femmes vulnérables à épargner de façon sécurisée les revenus de la vente de leurs produits dans une des institutions d'intermédiation financière de la localité.	N° de compte d'épargne	Livret des comptes des coopératives Statut et règlement intérieur	Revenus suffisants des coopératives Stabilité sociale
		Mettre en place un système d'entraide sociale et financière entre les femmes des coopératives, fondé sur les valeurs de solidarité du peuple "mahouka".	Fonds octroyés aux membres	Bilan financier	

Tableau VIII : Cadre logique de l'axe stratégique Information, Education, Communication (IEC)

	Résultats escomptés	Activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Moyens / sources de vérification	Hypothèses critiques
Effet recherché: Adhésion au projet et adoption par les cibles des comportements favorables à la sécurité alimentaire véhiculés le projet "Bien-être pour le Bafing".					
Résultats d'extrants	Les autorités politiques, administratives et coutumières du Bafing apporte un soutien institutionnel franc au projet d'intervention	organiser des réunions de plaidoyer avec les autorités politiques, administratives et coutumières des trois communes rurales du Bafing ;	Nombre de réunion de plaidoyer	Comptes rendus de réunions Rapports d'activités	Disponibilité du financement Stabilité sociale
		Organiser la cérémonie officielle de lancement de la caravane de sensibilisation sous le parrainage des autorités politiques et coutumières de la région du Bafing	Nombre de cérémonie de lancement officiel de caravane de sensibilisation	Compte rendu de la cérémonie de lancement Rapports d'activités	
		Organiser un atelier de sensibilisation présidé par les autorités du Bafing	Nombre d'atelier de sensibilisation présidés par les autorités	Comptes rendus d'ateliers Listes de présence à l'atelier Rapports d'activités	
	Les femmes vulnérables sont mobilisées et participent activement au projet "nourrir le Bafing".	Organiser une caravane d'information et de sensibilisation pour une mobilisation communautaire en faveur du projet	Nombre de caravanes de mobilisation communautaire organisé	Rapports d'activités Comptes rendus de la caravane	
		Maintenir une communication efficace et permanente avec les femmes cibles du projet	Nombre de rencontre entre l'ensemble des femmes vulnérables cibles et le CCG Feedback régulier des observations des femmes vis-à-vis du programme Pourcentage des préoccupations des femmes prises en compte par l'équipe projet Degré de satisfaction des bénéficiaires	Rapport d'activités Enquêtes de satisfaction auprès des bénéficiaires	
		Réaliser une évaluation des besoins des femmes cibles	Nombre d'évaluation des besoins réalisés	Rapport d'évaluation	
	Les femmes vulnérables membres des coopératives des trois communes rurales du Bafing sont instruites et adoptent les recommandations en matière de sécurité alimentaire.	Organiser 30 séances d'éducation aux bonnes pratiques nutritionnelles des femmes vulnérables regroupées en coopératives	Proportion de séances d'éducation nutritionnelle réalisées	Rapports d'activités	
		Organiser 30 séances d'éducation, des femmes vulnérables des coopératives du Bafing, à la bonne gestion des denrées alimentaires	Proportion de séances d'éducation à la bonne gestion des aliments réalisées	Rapports d'activités	

4.10 Les indicateurs d'avancement du programme

Ces indicateurs sont en relation avec les effets et l'impact recherché du projet

Tableau IX Indicateurs d'avancement du projet

Effets recherchés	Indicateurs d'effets
L'UAA est une structure compétente et opérationnelle pour délivrer des formations de qualité en sécurité alimentaire	Expertise et notoriété des professionnels en sécurité alimentaire formés à l'UAA
Les femmes vulnérables des trois villages cibles du Bafing sont se sont approprié la mise en œuvre du projet	Pourcentage de femmes vulnérables des trois villages incluses dans le programme Pourcentage de femmes vulnérables des trois villages participant activement au projet
les ménages des femmes vulnérables regroupées en coopérative ne connaissent pas de problème de rupture en vivres toute l'année et ont une meilleure qualité de vie	Pourcentage de ménages des femmes vulnérables cibles du projet ayant accès à des aliments de qualité pendant toute l'année
Adoption par les cibles des comportements favorables à la sécurité alimentaire véhiculés le projet	Pourcentage de femmes et d'enfants ayant accès à une alimentation équilibrée et diversifiée dans les ménages de femmes vulnérables cibles du projet
Impact recherché	Indicateurs d'impact
Contribuer à l'amélioration du statut nutritionnel et sanitaire des populations des villages de Koro, Ouaninou et Borotou	Prévalence de la malnutrition des enfants de moins de 5 ans et des femmes en âge de procréer Taux de morbidité des enfants de moins de 5 ans et des femmes en âge de procréer Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans et des femmes en âge de procréer

4.11 Ressources du projet "Bien-être dans le Bafing"

4.11.1 Ressources humaines

a. L'équipe de gestion

Elle comprend des partenaires au Canada et en Côte d'Ivoire, qui travailleront en collaboration pour la gestion efficace du projet.

La direction du projet au Canada sera assurée par :

- Étienne Dako, Ph.D. Microbiologiste, Professeur Agrégé Président du comité de Protection des animaux, Université de Moncton, Président du comité des études supérieures de l'ÉSANEF, École des sciences des aliments, de nutrition et d'études familiales Faculté des sciences de la santé et des services communautaires.

L'équipe de gestion en Côte d'Ivoire est composé de :

- Dr Iba Bamba, médecin spécialiste de santé publique et médecine communautaire, expert en développement : option politique nutritionnelle, chef de service communication et

mobilisation sociale au Programme National de Nutrition en Côte d'Ivoire. Il assurera la fonction de chef de projet ;

- Dr Adjehi Dadié, enseignant-chercheur, Maître assistant, spécialiste en microbiologie et sécurité alimentaire, au département des Sciences et Technologie des aliments (STA) à l'Université d'Abobo-Adjamé. Il facilitera le partenariat avec l'université de Moncton et apportera à l'équipe projet son expertise en matière de sécurité alimentaire ;
- Un ingénieur agronome, un ingénieur en hydraulique et un ingénieur en techniques d'élevage qui apporteront leur expertise à l'équipe projet notamment en matière de production et de conservation agropastorale ;
- Une secrétaire pour aider le chef de projet dans la gestion administrative du projet ;
- Un comptable pour la gestion du financement du projet ;
- Un logisticien chargé des questions en rapport avec la logistique nécessitée par le projet ;
- Un chauffeur-coursier pour les différents déplacements et courses exigées par le projet.

Les différentes compétences citées seront recrutées par appel à candidature.

b. Les partenaires externes

- MINAGRI, MIPARH, Ministère du Plan et développement, FAO ; pour un appui technique ;
- Collectivités décentralisées, préfet, sous-préfets pour un soutien institutionnel ;
- L'université de Moncton au Canada dans le cadre du partenariat ;
- Un socio-anthropologue pour faciliter l'implantation du projet ;
- 4 chauffeurs à temps partiel (1 pour les missions du CCG et 3 pour les tracteurs des coopératives)
- Un responsable d'ONG locale intervenant dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutrition choisit pour sa bonne connaissance du milieu et des techniques d'approche des communautés cibles.
- Les consultants-formateurs recrutés par appel à candidature pour assurer les formations relatives à la sécurité alimentaire, aux techniques d'approche communautaires et à la gestion financière.
- Un cabinet juridique pour les questions règlementaires et légales
- Les industriels du secteur de l'agropastoral pour faciliter l'accès des coopératives aux intrants et pour soutenir le concours annuel de la meilleure coopérative
- Société d'entretien et de gardiennage pour l'entretien des locaux et la protection du matériel de travail

- L'OCPV pour faciliter l'accès au marché des produits des coopératives des femmes vulnérables

4.11.2 Ressources matérielles

- Un bâtiment de six (6) pièces pour abriter l'équipe projet et le matériel
- Deux véhicules de type 4X4 pour les missions sur le terrain (un pour l'équipe projet et un pour le CCG)
- Matériel informatique (Trois ordinateurs portables et deux de bureau, un vidéoprojecteur, une imprimante, un scanner...)
- Matériel de communication (Fax, téléphone, routeur...)
- Matériel et Equipements de bureaux (tables, placards, chaises, relieuse, climatiseur...)
- Fournitures de bureau (ramettes de papier, stylo à bille, crayons, gommes, classeurs...)
- Produits consommables (produits d'entretien des locaux, carburant...).
- Matériel et équipement de l'UAA et des coopératives (tracteurs, couveuses, hygromètre, cages, mangeoires tournantes, abreuvoirs,

4.11.3 Ressources financières

Elles se composent :

- du budget nécessaire pour la réalisation des activités
- des ressources à prévoir composées :
 - o Les imprévus (5% du budget)
 - o Les frais d'assurances (maladies, véhicules)
 - o Aspects juridiques (divers contrats, titres fonciers, assistance juridique...)
 - o Les frais d'entretien et de réparation des véhicules et du matériel dont du projet.

4.12 Budget global du projet

Le budget global du projet "Bien-être dans le Bafing" est de un million quatre-vingt et quinze mille quarante-huit virgule cinq euros (**1 095 048,50 €**). Sa présentation détaillée figure en annexe 3

4.13 Evaluation du projet "Bien-être dans le Bafing"

L'évaluation consiste à « porter un jugement de valeur sur une intervention en mettant en œuvre un dispositif permettant de fournir des informations scientifiquement valides et socialement légitimes sur

cette intervention ou sur n'importe laquelle de ses composantes de façon à ce que les différents acteurs concernés, qui peuvent avoir des champs de jugements différents, soient en mesure de prendre position sur l'intervention et de construire un jugement qui puisse se traduire en actions » (Contandriopoulos A P. *et al*, 2000).

Dans l'optique d'aider à une meilleure planification et exécution du programme, et tenus par l'obligation de rendre compte, aux décideurs et aux bailleurs de fonds, de façon claire et impartiale des résultats et de la performance de notre intervention ; ce au regard de l'impact et des effets recherchés ; la démarche évaluative du projet "Bien-être dans le Bafing" devra permettre de répondre aux questions suivantes :

- Les communautés ciblées se sont-elles approprié l'intervention ?
- L'intervention bénéficie-t-elle réellement aux femmes vulnérables et aux membres de leurs ménages ?
- Les activités de l'intervention rejoignent-elles les normes de qualité ?
- Les activités de l'intervention donnent-elles des résultats satisfaisants ?
- A quel coût les effets souhaités de l'intervention sont-ils obtenus ?
- L'intervention a-t-elle permis de réduire l'insécurité alimentaire et la pauvreté dans le Bafing ?
- La dynamique d'implantation de notre intervention ciblant la réduction de la pauvreté des femmes dans le contexte des populations Bafing, où le pouvoir financier est du ressort de l'homme influence t'elle les effets observés ?

Le projet sera évalué de trois manières :

- Une évaluation concomitante de l'exécution des activités. Il s'agira principalement des activités de formation des enseignants de l'UAA et des femmes vulnérables regroupées en coopérative ; ainsi que de celles ayant trait à l'encadrement des femmes pendant les phases de production des denrées alimentaires, de production animale et d'application des techniques de conservation. Cette évaluation sera à visée formative, en identifiant rapidement les éventuels manquements pour améliorer les pratiques des femmes en cours d'exécution du programme. Cette évaluation interne sera menée par l'équipe projet, les consultant-formateurs, les formateurs de l'UAA voire ceux de l'université de Moncton.
- Une évaluation intermédiaire externe sera réalisée par un cabinet spécialisé en évaluation des projets d'interventions en sécurité alimentaire ou dans un domaine connexe. Ce cabinet sera sélectionné suite à un appel à candidature par les membres du CCG. Cette évaluation à mi-parcours interviendra à la deuxième semaine du mois de juin de la deuxième année de mise en œuvre du programme. Elle permettra de répondre partiellement aux questions sus-énumérées.

Il s'agira entre autre de déterminer les effets à mi-chemin de l'intervention et d'indiquer les transformations éventuelles à faire pour mener à bien le projet.

- A la fin du projet, une autre évaluation externe sera faite par un cabinet d'experts en la matière, sélectionné à nouveau par appel à candidature. Cependant, une priorité sera accordée au cabinet ayant effectué l'évaluation à mi-parcours, afin de faciliter la comparaison entre les données recueillies à mi-chemin et celles obtenues en fin d'exécution du programme. Cette évaluation finale permettra de répondre entièrement aux questions sus-évoquées. En outre, les termes de référence de cette évaluation seront élaborés par le PNN en accord avec l'organisme gouvernemental ayant à charge la planification du développement en Côte d'Ivoire ; à savoir le Ministère du d'Etat, Ministère du plan et du Développement.
- Une évaluation de l'impact du projet "Bien-être dans le Bafing" sur l'amélioration du niveau de santé des femmes et des enfants des communes de Koro, Ouaninou et Borotou sera réalisée par les services compétents du Ministère du d'Etat, Ministère du plan et du Développement. Celle-ci interviendra dans la deuxième semaine du mois de décembre de la 3^{ème} année après la fin de la phase d'exécution du programme. Les trois localités seront à ce niveau comparées à la commune de Guinteguella située à l'Est dans la région du Bafing.

Pour chacune de ces évaluations, un cadre de référence sera tracé à travers un cahier des charges. Il précisera les motifs et résultats escomptés de l'évaluation, les aspects de l'intervention à traiter, les expertises requises, les ressources disponibles y compris financières, et les échéanciers à satisfaire. L'évaluateur proposera un plan de travail en début de processus et un rapport d'évaluation final assorti de recommandations claires au terme de l'activité. Toutefois, la structure évaluatrice devra proposer une stratégie favorisant la participation des bénéficiaires au processus d'évaluation, afin que celles-ci contribuent le plus utilement possible à l'élaboration des résultats attendus de l'évaluation et à la poursuite de ses objectifs.

4.14 Le déroulement de la mise en œuvre du projet "Bien-être dans le Bafing"

Le projet va s'exécuter sur une durée de trois (03) années consécutives à compter du lundi 30 janvier 2012 si les conditions critiques sont réunies.

Préalablement à la mise en œuvre du projet, certains outils de communication feront l'objet d'un pré-test. Il s'agit notamment des boîtes à images, du sketch et du spot publicitaire radiophonique. Cela permettra d'apprécier les réactions qu'ils suscitent auprès des populations cibles, et de ressortir les limites éventuelles qui pourraient constituer des obstacles dans les actions de formation et de prévention.

Un plan opérationnel annuel d'intervention sera présenté en début de chaque année par l'équipe projet en accord avec l'ensemble du CCG. La mise en œuvre commencera par une évaluation des besoins

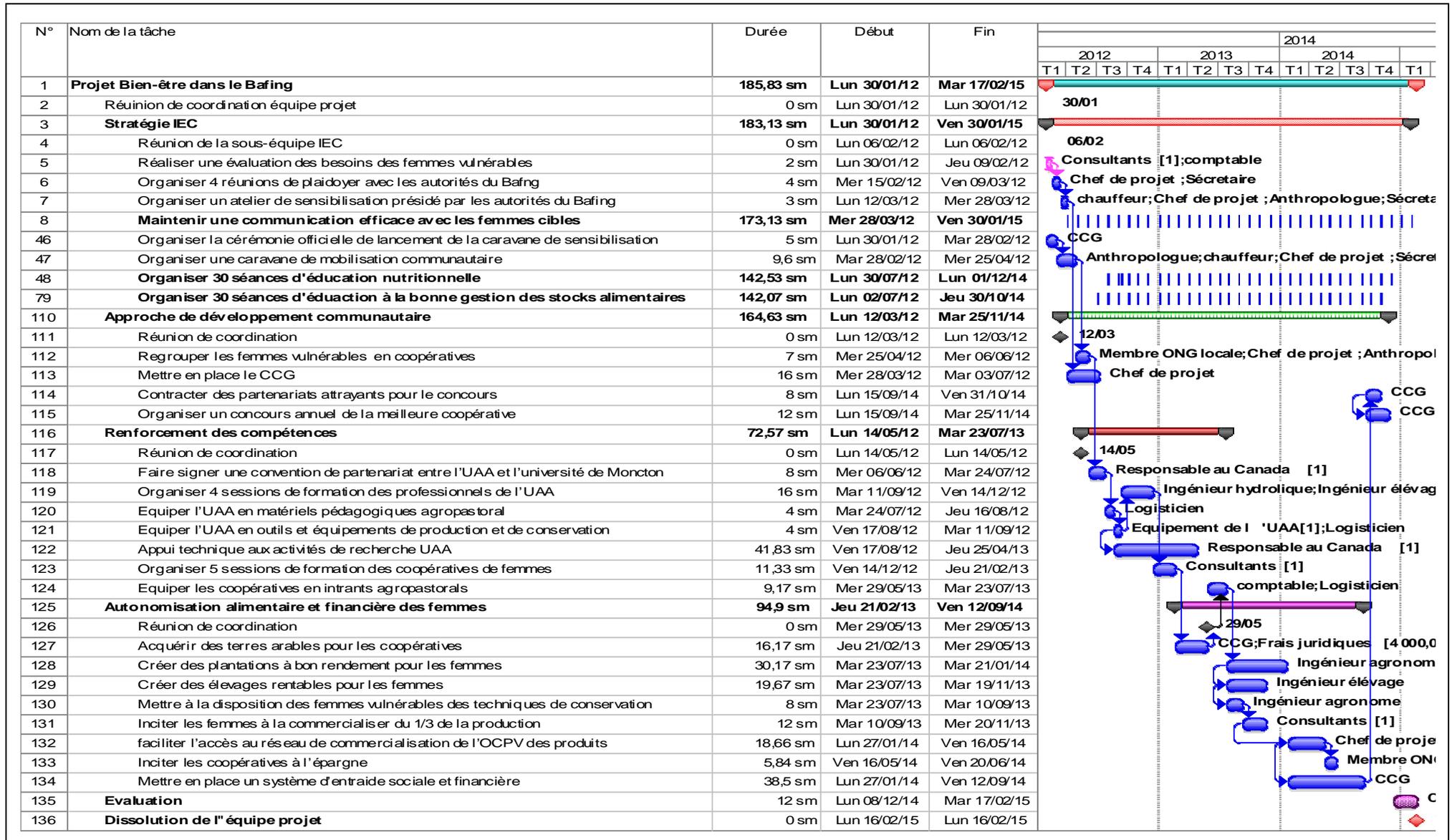
auprès des bénéficiaires pour ajuster si nécessaire nos stratégies. Ensuite notre campagne de communication sera déroulée afin d'obtenir l'implication effective de toutes les parties prenantes.

Les activités de renforcements des compétences suivront et seront réalisées de façon continue tout au long de la phase d'exécution du programme. En outre, les recommandations du CCG permettront une réadaptation régulière de nos interventions aux besoins des femmes.

La phase des évaluations débutera en début de projet pour les activités de formations et se poursuivra concomitamment aux activités de productions et de conservation alimentaire. Puis interviendront les évaluations à mi-parcours et finale.

Enfin, après l'évaluation d'impact et la communication du bilan du projet, l'équipe projet sera dissoute et son patrimoine matériel sera remis aux coopératives des femmes vulnérables. Le chronogramme des étapes de la mise en œuvre du programme figurent dans le diagramme de Gantt suivant.

Tableau X Diagramme de Gantt du projet Bien-être dans le Bafing



4.15 Gestion des risques liés au projet "Bien-être dans le Bafing"

Le « risque » pourrait être défini comme une condition ou un événement incertain ayant une cause et, qui lorsqu'il se produit, a un effet positif ou négatif sur les objectifs d'une intervention, ainsi qu'une incidence probable sur les coûts, l'échéancier ou la qualité de l'intervention. Autrement dit le risque peut s'appréhender soit comme une menace lorsqu'il pourrait empêcher la réalisation d'une intervention ; soit comme une opportunité lorsqu'il est susceptible de lui donner une plus grande probabilité de réussite.

Conscients de ce que notre projet n'est pas à l'abri du risque, nous travaillerons à assurer le maximum de probabilités et de conséquences positives et de réduire à leur strict minimum, la probabilité et les conséquences d'événements allant à l'encontre de l'impact souhaité de notre intervention et des effets recherchés de ses axes stratégiques.

4.15.1 Menaces sur le projet "Bien-être dans le Bafing"

En nous inspirant du contexte d'intervention de notre projet, du calendrier d'activités, de l'échéancier et du budget, les menaces qui pourraient nuire à notre programme peuvent être d'ordre externe et interne au projet :

- les risques externes à notre intervention tels que la modification des priorités chez le bailleur, les partenaires, le gouvernement, les collectivités territoriales décentralisées, les entreprises privées sollicitées. En outre l'instabilité de la situation politico-économique, dans l'éventualité d'une reprise de la crise militaro-politique est également une donnée à mettre à parmi les risques externes qu'il est important de considérer dans le cas de la Côte d'Ivoire.
- Les risques internes au projet concernent :
 - le manque de soutien institutionnel, administratif et coutumier à notre intervention ;
 - les conflits d'intérêt notamment entre hommes et femmes ou l'opposition systématique à tout projet de développement ;
 - les risques liés à l'utilisation de technologies non éprouvées ou trop compliquées, en ce qui concerne les techniques agricoles et d'élevage mises en œuvre dans le cadre du projet; notamment pour la formation des professionnels en sécurité alimentaire de l'UAA et des trois coopératives de femmes vulnérables ;
 - les risques relatifs à la mauvaise gestion du temps et des ressources.

4.15.2 Mesures de mitigation face aux risques du projet "Bien-être dans le Bafing"

En considérant qu'il est impossible de se préparer à tous les risques ou de les atténuer tous particulièrement ceux qui sont externes au projet, nous axerons nos énergies sur les risques hautement probables et pouvant avoir des répercussions considérables sur la qualité de notre intervention.

Les mesures de mitigation mises en œuvre sont les suivantes :

- Pour la formation des enseignants de l'UAA et des coopératives de femmes, nous privilégierons le recours à des techniques connues plutôt qu'à des techniques innovatrices ;
- Nous prévoyons également l'élaboration d'une liste de formateurs admissibles disponibles en cas de remplacement de dernière minute ;
- Toutes les fois que notre intervention nécessitera une expertise particulière, nous ferons recours à un contrat à prix fixe pour les services d'un consultant ;
- Concernant la situation financière de notre projet, nous explorerons la voie de la recherche de partenaires additionnels afin d'augmenter les ressources financières ;
- Nous comptons enfin mettre l'accent sur la communication avec et entre les différentes parties prenantes au projet et lever tout équivoque par la voie du dialogue. La mise en place du Comité Communautaire de Gestion du programme (CCG) répond entre autres à cet objectif. Cependant en cas de litige au niveau de la communauté, les chefs de village et leurs notabilités seront sollicités.

En considérant le fait que tous les risques ne sont pas évidents au début d'une intervention, nous prévoyons un examen périodique des risques lors des réunions avec le CCG, afin d'y apporter une réaction immédiate et adaptée.

4.15.3 Les opportunités du projet "Bien-être dans le Bafing"

Notre projet d'intervention bénéficie d'un certain nombre de situations favorables. Il est dans une certaine mesure complémentaire des interventions en cours actuellement contre la malnutrition aiguë, menées par le Programme National de Nutrition et les partenaires au développement. L'autre opportunité qui s'offre à notre programme est qu'il se présente comme une offre à moyen ou à long terme d'un espoir de développement de la zone la plus sinistrée du pays du fait de sa proximité avec les zones sahélienne et de la crise militaro-politique.

4.15.4 Les forces du projet "Bien-être dans le Bafing"

Les forces des stratégies élaborées dans ce projet contre l'insécurité alimentaire reposent sur l'adéquation des objectifs avec les priorités nationales et internationales. En effet ce projet est une contribution à l'atteinte du premier Objectif du Millénaire pour le Développement en Côte d'Ivoire, à savoir la lutte contre la pauvreté et la faim. Les autres atouts de ce programme c'est qu'il est presque

entièrement exécuté par le CCG qui est un organe mis en place pour l'occasion et incluant les femmes vulnérables ciblées par l'intervention. En outre, l'intervention s'appuie sur des valeurs propres aux communautés cibles. Notamment concernant l'union et l'entraide entre les femmes des zones nord de la Côte d'Ivoire.

4.15.5 Les faiblesses du projet "Bien-être dans le Bafing"

Les principales faiblesses de notre projet d'intervention résident dans la contribution de la partie nationale dans le financement du programme. En effet, du fait de la crise que le pays traverse, le gouvernement et ses collectivités décentralisées connaissent d'énormes difficultés de trésorerie qui limitent leurs actions essentiellement aux charges fixes plutôt qu'à l'investissement en faveur de projets et programme de développement. Le conflit post-électoral actuel a très certainement davantage détérioré cette situation.

4.16 Hypothèses de succès du projet "Bien-être dans le Bafing"

Il s'agit ici de l'ensemble des conditionnalités dont dépend la réussite de notre projet d'intervention. L'obtention de la parfaite adhésion par toutes les parties prenantes au programme (autorités politiques et administratives, leaders communautaires et populations cibles) est de loin l'une des plus importantes conditions nécessaires. Celle-ci passe par la réussite de la sensibilisation de ces derniers qui aura pour finalité l'adoption d'une vision commune de la problématique alimentaire et nutritionnelle des populations de la région du Bafing, ainsi que de l'urgence d'agir. Une stratégie qui pourrait nous garantir des chances de succès est de miser sur la participation communautaire pour obtenir des résultats utiles; plutôt que de s'en tenir à des idées et opinions préconçues.

Il nous faudra également éviter autant que faire se peut les problèmes de coordination en créant un mécanisme de feedback pour nous enquérir régulièrement de la réalité de la situation sur le terrain tant au niveau des populations cibles que de l'état d'avancement des activités ; afin que les échéances soient tenus. En cela le rôle du CCG sera des plus déterminants.

En outre, nous réussirons à désamorcer toute éventuelle crise en évitant les mesures coercitives et en utilisant le dialogue comme seul moyen de persuasion. Pour ce faire, il nous faudra demeurer réceptif en toute situation aux observations des populations concernées et faire des chefs de villages des médiateurs en cas de conflit, eu égard à leur sagesse légendaire. Toutefois, l'ensemble de ces conditions est assujéti à une amélioration du contexte socio politique du pays. Ce qui serait impossible en cas de reprise de la crise militaro-politique. L'ensemble des informations précédentes figurent de façon synthétique dans le tableau suivant:

Tableau XI : forces, faiblesses, menaces, opportunités et ajustements et hypothèses de succès

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> - Adéquation des objectifs et orientations avec les priorités internationales et nationales (OMD1) - L'équipe projet est constamment en contact avec les bénéficiaires par l'intermédiaire du CCG - Bonne connaissance du milieu (l'intervention s'appuie sur des valeurs propres aux communautés cibles) 	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés de trésorerie des entités étatiques décentralisées sollicitées (mairies, conseils généraux), du fait de la crise - Ralentissement économique des entreprises privées sollicitées, du fait de la situation de crise
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> - le projet est complémentaire de certaines interventions contre la malnutrition menées par des organismes nationaux et internationaux - le programme se présente comme une offre à moyen ou à long terme d'un espoir de développement de la zone sinistrée du pays. 	<ul style="list-style-type: none"> - Changement dans les priorités gouvernementales ou du bailleur de fonds - Opposition des hommes à la mise en place d'un programme de développement ciblant les femmes ou opposition systématique à tout projet de développement. - Reprise de la crise militaro-politique
Mesures de mitigation et hypothèses de succès	
<ul style="list-style-type: none"> - Plaidoyers réussis en direction des autorités et bonne sensibilisation des populations cibles - Adoption d'une vision commune de la problématique (bailleur, autorités, populations, hommes, femmes) - Miser sur la participation pour obtenir des résultats escomptés, et renoncer à d'éventuelles idées et opinions préconçues - Obtenir régulièrement un feedback de la réalité de la situation sur le terrain tant au niveau des populations cibles que de l'état d'avancement des activités afin que les échéances soient tenus. - Demeurer réceptif en toutes situations aux observations des populations concernées - Toujours utiliser le dialogue comme arme de persuasion en cas de difficultés - Obtenir l'adhésion totale des chefs de villages (et leurs notabilités) et en faire des médiateurs en cas de conflit, en se fiant à leur sagesse légendaire. - Amélioration du contexte économique et politique national et régional 	

5 Discussion

L'objectif caché de ce travail pourrait se résumer au questionnement de savoir, quelle est la stratégie la plus pertinente, efficace et efficiente pour mieux adresser l'épineux problème de l'insécurité alimentaire qui plombe à n'en point douter le développement des pays pauvres ?

En réponse à cette question, plusieurs auteurs et institutions dont la voix est autorisée en la matière s'accordent pour dire qu'il réduire, voire combler le fossé entre hommes et femmes.

En effet, selon la FAO, si les femmes des zones rurales des pays en développement disposaient d'un accès égal aux terres arables, à l'instruction, aux technologies agropastorales, aux services financiers ainsi qu'aux marchés, il serait possible d'accroître de 20 à 30 % la production des exploitations gérées par ces dernières. Toute chose qui se traduirait par une augmentation de la production agricole des

pays en développement de 2,5 à 4 %. Cela entraînerait une réduction de 12 à 17 % la proportion d'individus sujets à l'inanition dans le monde en développement, soit 100 à 150 millions de personnes (FAO, 2010).

Dans la même dynamique, deux autres études moins récentes relevaient déjà ce fait. La première affirme : « En Afrique sub-saharienne, les femmes ont moins accès à l'éducation, à la main d'œuvre, aux engrais et autres intrants que les hommes. A accès égal, leur production de maïs, de haricots et de niébé augmenterait de 22%. Au Kenya, où les femmes sont peu scolarisées, une année d'éducation primaire permettrait d'augmenter les rendements du maïs de 24% » (Quisumbing, 1996).

La seconde enfonce le clou en ces termes : « Au Burkina Faso, les hommes et les enfants travaillent surtout dans les parcelles contrôlées par les hommes tandis que les femmes travaillent surtout dans les parcelles qu'elles contrôlent elles-mêmes. Les hommes ont un plus grand accès à la main d'œuvre extérieure et aux engrais que les femmes. Il n'est donc pas surprenant que les parcelles des femmes aient un rendement de 20 à 40% inférieur à celui des hommes. Si les intrants présentement utilisés par les hommes étaient alloués aux femmes, il serait possible d'accroître la production agricole d'un ménage de 10 à 20% » (Udry *et al*, 1995).

Par contre pour réduire ces inégalités, certains auteurs préconisent les transferts monétaires en direction des femmes en soutenant qu'ils réduisent les injustices sociales en s'attaquant à la pauvreté chronique et en améliorant l'accès à la santé, à la nutrition et l'éducation. Ils en veulent pour preuve qu'il existe beaucoup de données notamment en Amérique latine et en Afrique, qui prouvent les effets positifs sur la pauvreté et les moyens de subsistance des ménages et d'autres qui révèlent le fort potentiel offert par les transferts monétaires pour améliorer le statut des femmes (Save the Children UK, 2009).

Pour notre part, nous pensons conformément à la déclaration universelle des droits de l'Homme, que tout être humain a le droit de vivre dans la dignité (ONU, 1948). Aussi, toute société qui exclut les femmes dans n'importe quel domaine, à fortiori dans le processus de la sécurité alimentaire est appelé à demeurer dans la pauvreté, la faim, en un mot dans le sous-développement. Il est donc du devoir; particulièrement des décideurs de mener des politiques publiques dans le sens de soutenir les plus défavorisés constitués majoritairement des femmes et des enfants, comme nous avons eu à le constater tout au long de ce travail. Toutefois, les interventions à mettre en œuvre doivent se faire dans une démarche participative, respectueuse des bénéficiaires finaux. De même la pérennité de leurs effets doit être assurée.

Ceci dit, de façon spécifique au projet "Bien-être pour le Bafing", nous appréhendons déjà toutes les difficultés qui pourraient être les nôtres en ciblant les femmes dans une société traditionnelle où tout est fait par et surtout pour les hommes. Au demeurant, "Bien être dans le Bafing" loin d'être une entreprise périlleuse, est un challenge que nous nous proposons de relever.

Conclusion

La question de l'insécurité alimentaire chronique des populations vulnérables de la moitié nord de la Côte d'Ivoire est une question préoccupante, eu égard à la forte prévalence de la malnutrition chronique dans cette zone du pays. Malheureusement, à ce jour peu de mesures visant à inverser cette tendance ont été mises en œuvre. Le projet Bien-être pour le Bafing ici présenté, ciblant trois communes rurales de la région du Bafing, constitue une étape d'un vaste programme visant à combler ce vide inacceptable pour la Côte d'Ivoire. Ce travail a été élaboré dans le cadre de notre mémoire de fin de formation en master en développement à l'université Senghor d'Alexandrie. Il est basé sur une approche de développement communautaire, visant à donner le pouvoir d'agir à des regroupements de femmes vulnérables pour changer les structures d'une société qui exclut des individus et des groupes de la sécurité alimentaire. Autrement dit le projet "Bien-être dans le Bafing" se présente comme un espoir de développement durable pour des nombres de femmes vulnérables et leur famille, des zones du pays sinistrées par près d'une décennie d'instabilité socio-économique et politique.

Naturellement la mise en œuvre de ce projet, hors mis la question du financement, est assujettie à l'instauration d'un environnement socio-politique stable ; chose à laquelle aspirent tous les Ivoiriens du plus profond de leur âme.

Recommandations

Nos recommandations sont uniquement à l'endroit de l'Etat ivoirien. Pour assurer la sécurité alimentaire des ménages en Côte d'Ivoire, l'Etat devrait :

- Privilégier l'agriculture vivrière autant que les produits de rente ;
- Contrôler plus efficacement l'inflation et/ou subventionner les produits de première nécessité de même que le carburant pour permettre leur accès aux couches les plus pauvres ;
- Apporter des subventions alimentaires au 1/5 de la population le plus pauvre
- Penser à développer de nouvelles sources d'énergie telles que l'énergie solaire ou éolienne afin de fournir de l'électricité et des conditions de conservation efficaces des aliments aux ménages les plus vulnérables ;
- Mener une politique plus ambitieuse d'égalité des sexes notamment en milieu rural ;
- Travailler à l'instauration d'un environnement socio-politique apaisé et propice à l'investissement privé.

Références bibliographiques

- Banque Mondiale. Côte d'Ivoire : Fiche-pays. <http://go.worldbank.org/FYQMXYOQFJ0>, consulté le 7 juillet 2010.
- Contandriopoulos AP, Champagne F, Denis JL, Avargues MC. (2000). L'évaluation dans le domaine de la santé: concepts et méthodes. *Revue d'Épidémiologie et Santé publique*, 48, pp. 517-539. Paris.
- FAO. (2009). Classification intégrée de la phase humanitaire et de la sécurité alimentaire. Rapport de synthèse du 4^e cycle. Côte d'Ivoire.
- FAO. (1998). Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale et Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation. Rome.
- FAO. (2010). L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde. Combattre l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées. Rome.
- FAO. (2009). L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde. Crises économiques : répercussions et enseignements. Rome.
- FAO. (2001). La nutrition dans les pays en développement. Rome.
- FAO, PAM, Ministère de l'Agriculture (2009). Evaluation approfondie de la sécurité alimentaire des ménages ruraux. Côte d'Ivoire.
- Institut National de la Statistique (2008). Pourquoi la Côte d'Ivoire a besoin de statistiques fiables. Côte d'Ivoire.
- International Rescue Committee. (2004). Comment évaluer la sécurité alimentaire ? Guide pratique pour les sociétés nationales africaines. Genève.
- Dion M, Sénéchal J. (2008). Cadre d'intervention en sécurité alimentaire en Outaouais. Synthèse de table ronde. Canada.
- Martin-Prével Y. (2002). Approches multiples, Soins et nutrition publique. Cahiers d'études et de recherches francophones de Santé. Vol 12. pp 86-93. Paris.
- Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique. (2008). Plan National de Développement Sanitaire 2009-2013. Côte d'Ivoire.
- ONU. (2000). Déclaration du Millénaire. New York.
- ONU. (1948). Déclaration universelle des droits de l'homme. New York.
- ONU. (2010). Objectifs du Millénaire pour le Développement. Rapport 2010. New York.
- Programme Alimentaire Mondial. (2009). Manuel d'évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence 2. Ed. Rome. 44 pages.

Programme National de Nutrition (2009). Rapport final de l'enquête SMART 2009. Côte d'Ivoire.

Programme National de Nutrition (2009). Politique National de Nutrition Côte d'Ivoire.

Quisumbing A. (1996). Male-Female Differences in Agricultural Productivity: Methodological issues and empirical evidence. World development. Vol 24. pp 1579 - 1595.

République de Côte d'Ivoire. Ministère du Plan et du Développement. (2009). Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté. Côte d'Ivoire.

République de Côte d'Ivoire. Cabinet du Premier Ministre. (2007). Accord Politique de Ouagadougou. Côte d'Ivoire.

République de Côte d'Ivoire. Ministère de l'Economie et des Finances. (2009). Fiche Technique de la Circonscription Financière de Touba. Côte d'Ivoire.

Save The Children United Kingdom. (2009). Bénéfices durables : le rôle des transferts monétaires pour lutter contre la mortalité infantile. Angleterre.

Udry C, Hoddinott J, Alderman H. Haddad L. (1995). Gender Differentials in Farm Productivity: Implications for Household Efficiency and Agricultural Policy. Food Policy. Vol 20. pp 407 - 423.

UNICEF. (2009). La situation des enfants dans le monde. New York.

UNICEF. (1998). La malnutrition des enfants et les droits des femmes. New York.

UNICEF. (2006). Multiple Indicator Cluster Surveys. Côte d'Ivoire.

Liste des illustrations

Figure1	: Carte de la Côte d'Ivoire	3
Figure2	Cadre conceptuel de la sécurité alimentaire et nutritionnelle	19
Figure3	Carte de la région du Bafing représentant les communes rurales de Borotou, Koro et Ouaninou.....	24

Liste des tableaux

Tableau I	: Prévalence de différentes formes d'insécurité alimentaire selon des différentes formes de malnutrition en fonction des régions.....	7
Tableau II	: Déterminants de l'insécurité alimentaire en zone rurale ivoirienne	9
Tableau III	Causes possibles d'insécurité alimentaire selon la disponibilité, l'accessibilité et l'utilisation.....	15
Tableau IV	Questions à aborder dans la fiche d'enquête d'une évaluation de la sécurité alimentaire	19
Tableau V	Cadre logique de l'axe stratégique renforcement des compétences	38
Tableau VI	: Cadre logique de l'axe stratégique approche de développement communautaire.....	39
Tableau VII	: Cadre logique de l'axe stratégique autonomisation alimentaire et financière des femmes	40
Tableau VIII	: Cadre logique de l'axe stratégique Information, Education, Communication (IEC).....	41
Tableau IX	Indicateurs d'avancement du projet.....	42
Tableau X	Diagramme de Gantt du projet Bien-être dans le Bafing.....	48
Tableau XI	: forces, faiblesses, menaces, opportunités et ajustements et hypothèses de succès	52

Annexes

Annexe 1 : Exemples de projet de sécurité alimentaire mis en œuvre en Afrique

Réponses possibles à une situation d'insécurité alimentaire	Exemples de projets mis en œuvre
Aide alimentaire sous la forme de distributions de rations pour répondre à un besoin urgent, sauver des vies ou protéger les biens d'un foyer (distributions générales, distributions ciblées, distributions à domicile).	- Kenya, Afrique australe (Malawi, Zambie, Zimbabwe, Lesotho, Swaziland), opération sécheresse en 2000. - Aide alimentaire au Zimbabwe en 2002-2003 dans le cadre de programmes d'aide à domicile pour les personnes vivant avec le VIH/sida (PVVS).
Programmes « Vivres contre travail » offrant à des foyers en situation d'insécurité alimentaire la possibilité d'obtenir de la nourriture en échange d'un travail qui profite aux participants et à l'ensemble de leur communauté.	Éthiopie, opération sécheresse en 2002.
Programmes « Argent contre travail » offrant à des foyers en situation d'insécurité alimentaire la possibilité d'effectuer un travail rémunéré.	Éthiopie, opérations sécheresse de 2000 et 2002.
Distribution de semences, d'outils et d'engrais pour encourager la production agricole, y compris des assortiments spéciaux pour les rapatriés ou pour la diversification des cultures. Peut être combiné à une formation technique.	Afrique australe, programmes de sécurité alimentaire suite à la sécheresse de 2002.
Aides aux éleveurs : mesures sanitaires et services vétérinaires; déstockage ou reconstitution du cheptel; distribution de fourrage ; mise en place de sources alternatives d'approvisionnement en eau ; services de transport du bétail pour favoriser l'exploitation de pâtures alternatives en temps de sécheresse.	- Rwanda, 2002, mise en place d'un système de crédit pour les petits éleveurs et distributions de médicaments vétérinaires et de pesticides. - Kenya, 2001, création de sources d'eau pour le bétail élevé en zones exposées à la sécheresse. - Kenya, 1997, achat par le ministère de l'agriculture de domaines situés en région côtière et services de transport pour assurer des pâtures au bétail en période de sécheresse.
Mini-projets d'activités rémunératrices pour permettre aux gens de diversifier leurs sources de revenus, y compris un soutien à la gestion et à la mise en œuvre.	Swaziland, 2002, création de jardins potagers destinés à la culture de rapport.
Formation professionnelle pour favoriser la création d'activités rémunératrices. Exemples : menuiserie, réparation de bicyclettes.	Zimbabwe, mini-coopératives de fabrication de savon.
Projets agricoles locaux combinant production commerciale et de subsistance – élevage, y compris de volailles, jardins potagers, vergers (les bénéficiaires peuvent à la fois consommer une partie de la production et en réserver une autre pour la vente ou l'échange).	- Swaziland, 2002, création de poulaillers pour la production de revenus. - Rwanda, 2000, création de pépinières pour diversifier les cultures.
Tickets alimentaires, chèques en espèces ou espèces à échanger dans des commerces contre de la nourriture et autres produits de première nécessité.	- Niger 2005, distribution d'espèces pour les foyers dirigés par des femmes.
Projets de microfinancement – donation, crédit et épargne, création de comptes dans des coopératives agricoles.	- Rwanda, 2000, crédits pour petit bétail.
Sensibilisation et plaidoyer.	- Zimbabwe, 2002-2003, éducation nutritionnelle dans le cadre d'un programme d'aide à domicile pour les PVVS.
Soutien et assistance technique à des services gouvernementaux.	- Niger, Mali, Burkina Faso, 2004-2005, campagne pour encourager la mise à l'abri des réserves alimentaires avant l'invasion annoncée de criquets.
Mini-projets d'irrigation et d'approvisionnement en eau en soutien à l'agriculture ou à l'élevage.	

Source : [IRC, 2004].

Annexe 2 : Scénario du sketch

Awa : la femme de 20 ans, ménagère, mère d'un enfant de 4 ans ayant un retard de croissance du fait de la malnutrition

Mariam : femme de 25 ans, membre de la coopérative des femmes productrices de vivriers du village. Elle est mère de 3 enfants dont l'un âgé de 4 ans est né le même jour que celui d'Awa.

Awa et Mariam habitent dans une cours commune dans un village du Nord de la Côte d'Ivoire. Pendant qu'elles vaquent chacune à ses occupations, elles entendent le spot radio de notre campagne de communication relatif à la bonne nutrition de la famille. S'engage alors un échange :

Awa : ôôh!!! Ceux-là même, ils n'ont rien n'à faire quoi. Moi en tout cas je ne ferai pas ce qu'ils disent et puis il n'y aura rien.

Mariam : hum ! Awa, ne dis pas ça. Tu vois, regarde ton fils Ali, il est né le même jour que Karim mon dernier. Cependant il est plus petit de taille et de forme et ses cheveux sont roux et fins.

Awa : c'est vrai. Mais si tu te souviens bien, vers l'âge de 7 à 8 mois Ali a eu leur maladie qu'on appelle papaye là. C'est depuis cela qu'il a arrêté de bien grandir ; et puis il y'a aussi les sorciers qui le fatiguent beaucoup. Mais moi seulement ils n'auront pas mon enfant.

Mariam : ma sœur, ce n'est ni papaye ni les sorciers qui fatiguent ton fils. Tu sais quoi ? La nourriture que tu donnes à ton enfant est à la base de ses problèmes de santé.

Awa : ah bon ? Explique-moi ce que tu veux dire par là.

Mariam : Et bien, chaque repas qu'Ali, ton mari ou toi devez manger doit contenir au moins un élément de chacun des groupes d'aliments dont on parlait tout à l'heure à la radio. Et puis, tu dois essayer de varier les aliments d'un repas à l'autre. Ainsi tu apportes à ton corps tout ce dont il a besoin pour son bon fonctionnement. Et alors tu verras qu'Ali se portera mieux.

Awa : Tout ça c'est bien beau, mais moi, pour faire mes repas, je n'ai pas l'argent pour payer tous ces aliments là (riz, igname, banane, haricot, sorgho, mil, gombo, aubergine, tomate, oignon, carotte, orange, papaye, viande, poisson). Et puis tu sais très bien qu'à cette période de l'année où il n'y a pas de pluie, la nourriture manque dans nos greniers.... Mais toi comment tu fais pour t'en sortir ? Et puis..., tu n'as pas fait les bancs comme moi..., d'où tu sors toutes ces informations ?

Mariam : Ma chère, c'est dans les rencontres de la coopérative des femmes du village que les gens du ministère sont venus nous apprendre tout ça. Ils nous ont également montré comment on peut cultiver

nos champs toute l'année et récolter beaucoup de nourriture. Et aussi comment conserver longtemps nos aliments afin que nous ne connaissions plus de rupture de nos provisions.

Awa : hum ! Mariam, toi tu n'es pas quelqu'un bien hein ! Y'a de bonnes choses comme ça et puis tu ne me dis pas ?

Mariam : c'est toujours comme ça avec toi. Quand on te dit les choses, tu n'écoutes pas et après quand tu te rends compte de ton tort, tu fais tout pour dire qu'on ne t'avait pas informé.

Awa et Mariam : rires et tapes amicales

Mariam : A ce propos, il y'a nos frères et sœurs avec des gens du ministère qui sont aujourd'hui dans notre village pour bien nous expliquer tout ce dont je viens de te parler. Allons vite assister à la rencontre, car on pourra leur poser toutes les questions qu'on veut.

Awa : Ma chère c'est ça tu dis doucement comme cela. Dépêche-toi hein ! Parce que toi tu es très lente dans tes affaires. Si tu traîne trop moi je vais te devancer à la rencontre.

Awa et Mariam : rires aux éclats (fin).

Annexe 3 : Budget détaillé du projet selon les axes stratégiques

Nom de la tâche	Coût fixe	Allocation des coûts fixes	Coût total	Planification	Variation	Réel	Restant
Projet Bien-être dans le Bafing	40000 €	Proportion	1 095 048,5 €	0,0€	1 095 048,5 €	0,00 €	1 095 048,5 €
Réunion de coordination équipe projet	150 €	Proportion	150 €	0,00 €	150 €	0,00 €	150 €
Axe stratégique IEC	0,00 €	Proportion	249 795 €	0,00 €	229 795 €	0,00 €	229 795 €
Réunion de la sous/équipe IEC	100 €	Proportion	100 €	0,00 €	100 €	0,00 €	100 €
Réaliser une évaluation des besoins des femmes vulnérables	0,00 €	Proportion	20 000 €	0,00 €	20 000 €	0,00 €	20 000 €
Organiser 4 réunions de plaidoyer avec les autorités du Bafing	0,00 €	Proportion	7 200 €	0,00 €	7 200 €	0,00 €	7 200 €
Organiser un atelier de sensibilisation présidé par les autorités du Bafing	0,00 €	Proportion	7 200 €	0,00 €	7 200 €	0,00 €	7 200 €
Maintenir une communication efficace avec les femmes cibles	0,00 €	Proportion	118 995 €	0,00 €	118 995 €	0,00 €	118 995 €
Organiser la cérémonie officielle de lancement de la caravane de sensibilisation	0,00 €	Proportion	7 500 €	0,00 €	7 500 €	0,00 €	7 500 €
Organiser une caravane de mobilisation communautaire	0,00 €	Proportion	28 800 €	0,00 €	28 800 €	0,00 €	28 800 €
Organiser 30 séances d'éducation nutritionnelle	0,00 €	Proportion	30 000 €	0,00 €	30 000 €	0,00 €	30 000 €
Organiser 30 séances d'éducation à la bonne gestion des stocks alimentaires	0,00 €	Proportion	30 000 €	0,00 €	30 000 €	0,00 €	30 000 €
Axe stratégique de développement communautaire	0,00 €	Proportion	56 470 €	0,00 €	56 470 €	0,00 €	56 470 €
Réunion de coordination	100 €	Proportion	100,00 €	0,00 €	100 €	0,00 €	100 €
Regrouper les femmes vulnérables en coopératives	0,00 €	Proportion	11 970 €	0,00 €	11 970 €	0,00 €	11 970 €
Mettre en place le CCG	0,00 €	Proportion	14 400 €	0,00 €	14 400 €	0,00 €	14 400 €
Contracter des partenariats attrayants pour le concours	0,00 €	Proportion	12 000 €	0,00 €	12 000 €	0,00 €	12 000,00 €
Organiser un concours annuel de la meilleure coopérative	0,00 €	Proportion	18 000 €	0,00 €	18 000 €	0,00 €	18 000 €
Axe stratégique renforcement des compétences	0,00 €	Proportion	483 777,5 €	0,00 €	483 777,5 €	0,00 €	483 777,5 €
Réunion de coordination	100 €	Proportion	100 €	0,00 €	100 €	0,00 €	100 €
Faire signer une convention de partenariat entre l'UAA et l'université de Moncton	0,00 €	Proportion	10 000 €	0,00 €	10 000 €	0,00 €	10 000 €

Organiser 4 sessions de formation des professionnels de l'UAA	0,00 €	Proportion	31 200 €	0,00 €	31 200 €	0,00 €	31 200 €
Equiper l'UAA en matériels pédagogiques agropastoral	0,00 €	Proportion	47 3230 €	0,00 €	3 600 €	0,00 €	3 600 €
Equiper l'UAA en outils et équipements de production et de conservation	0,00 €	Proportion	60 000 €	0,00 €	60 000 €	0,00 €	60 000 €
Appui technique aux activités de recherche UAA	0,00 €	Proportion	10 000 €	0,00 €	10 000 €	0,00 €	10 000 €
Organiser 5 sessions de formation des coopératives de femmes	0,00 €	Proportion	20 000 €	0,00 €	20 000 €	0,00 €	20 000 €
Equiper les coopératives en matériels et intrants de production agropastoral	0,00 €	Proportion	180 000 €	0,00 €	180 000 €	0,00 €	180 000€
Axe stratégique autonomisation alimentaire et financière des femmes	0,00 €	Proportion	461 857,9 €	0,00 €	461 857,9 €	0,00 €	461 857,9€
Réunion de coordination	100 €	Proportion	100 €	0,00 €	100 €	0,00 €	100 €
Acquérir des terres arables pour les coopératives	0,00 €	Proportion	54 255 €	0,00 €	54 255 €	0,00 €	54 255€
Créer des plantations à bon rendement pour les femmes	0,00 €	Proportion	86 204 €	0,00 €	86 204 €	0,00 €	86 204€
Créer des élevages rentables pour les femmes	0,00 €	Proportion	11 802 €	0,00 €	11 802 €	0,00 €	11 802 €
Mettre à la disposition des femmes vulnérables des techniques de conservation	0,00 €	Proportion	204 800 €	0,00 €	204 800 €	0,00 €	204 800 €
Inciter les femmes à la commercialiser du 1/3 de la production	0,00 €	Proportion	20 000 €	0,00 €	20 000 €	0,00 €	20 000 €
faciliter l'accès au réseau de commercialisation de l'OCPV des produits	0,00 €	Proportion	16 794,1 €	0,00 €	16 794 €	0,00 €	16 794€
Inciter les coopératives à l'épargne	0,00 €	Proportion	10 152,9 €	0,00 €	10 152,9 €	0,00 €	10 152,9 €
Mettre en place un système d'entraide sociale et financière	0,00 €	Proportion	57 750 €	0,00 €	57 750 €	0,00 €	57 750 €
Evaluation	0,00 €	Proportion	20 000 €	0,00 €	20 000 €	0,00 €	20 000 €
Dissolution de l'équipe projet	1 000€	Fin	1 000 €	0,00 €	1 000 €	0,00 €	1 000 €

Annexe 3 (suite) : Budget détaillé selon les ressources

Nom de la ressource	Coût	Coût planifié	Variation	Coût réel	Coût restant
Chef de projet	85 678,00 €	0,00 €	85 678,00 €	0,00 €	85 678,00 €
Spécialiste sécurité alimentaire UAA	65 000,00 €	0,00 €	65 000,00 €	0,00 €	65 000,00 €
Logisticien	25 000,00 €	0,00 €	25 000,00 €	0,00 €	25 000,00 €
Secrétaire	20 000,00 €	0,00 €	20 000,00 €	0,00 €	20 000,00 €
chauffeur équipe projet	20 000,00 €	0,00 €	20 000,00 €	0,00 €	20 000,00 €
comptable	40 000,00 €	0,00 €	40 000,00 €	0,00 €	40 000,00 €
Ingénieur agronome	50 000,00 €	0,00 €	50 000,00 €	0,00 €	50 000,00 €
Ingénieur élevage	50 000,00 €	0,00 €	50 000,00 €	0,00 €	50 000,00 €
Ingénieur hydraulique	50 000,00 €	0,00 €	50 000,00 €	0,00 €	50 000,00 €
Socio-anthropologue	7 560,00 €	0,00 €	7 560,00 €	0,00 €	7 560,00 €
Comité Communautaire de Gestion projet	9 890,10 €	0,00 €	9 890,10 €	0,00 €	9 890,10 €
Chauffeurs temps partiel	10 000,00 €	0,00 €	10 000,00 €	0,00 €	10 000,00 €
Membre ONG locale	3 920,40 €	0,00 €	3 920,40 €	0,00 €	3 920,40 €
Consultants formateurs	120 000,00 €	0,00 €	120 000,00 €	0,00 €	120 000,00 €
Responsable au Canada	20 000,00 €	0,00 €	20 000,00 €	0,00 €	20 000,00 €
bâtiment	15 000,00 €	0,00 €	15 000,00 €	0,00 €	15 000,00 €
Véhicules 4x4 (2 dont 1 pour le CCG)	80 000,00 €	0,00 €	80 000,00 €	0,00 €	80 000,00 €
Matériel informatique	10 000,00 €	0,00 €	10 000,00 €	0,00 €	10 000,00 €
Matériel de communication (téléphone, routeur, caméra numérique...)	3 000,00 €	0,00 €	3 000,00 €	0,00 €	3 000,00 €
Matériel et Equipements de bureaux (chaises, tables, placard, climatiseurs)	10 000,00 €	0,00 €	10 000,00 €	0,00 €	10 000,00 €
Fournitures de bureau	7 000,00 €	0,00 €	7 000,00 €	0,00 €	7 000,00 €
Produits consommables	2 000,00 €	0,00 €	2 000,00 €	0,00 €	2 000,00 €
Equipement de l'UAA en matériel pédagogique	60 000,00 €	0,00 €	60 000,00 €	0,00 €	60 000,00 €
Equipement des coopératives (tracteur, couveuses, hygromètre, cages, mangeoires tournantes, abreuvoirs,...)	180 000,00 €	0,00 €	180 000,00 €	0,00 €	180 000,00 €
carburant	12 000,00 €	0,00 €	12 000,00 €	0,00 €	12 000,00 €
Frais de mission	20 000,00 €	0,00 €	20 000,00 €	0,00 €	20 000,00 €
Terrain des coopératives	30 000,00 €	0,00 €	30 000,00 €	0,00 €	30 000,00 €
Frais d'entretien et réparation	40 000,00 €	0,00 €	40 000,00 €	0,00 €	40 000,00 €
Frais d'assurance	5 000,00 €	0,00 €	5 000,00 €	0,00 €	5 000,00 €
Frais d'assistance juridiques	4 000,00 €	0,00 €	4 000,00 €	0,00 €	4 000,00 €
Imprévus	40 000,00 €	0,00 €	40 000,00 €	0,00 €	40 000,00 €
Budget global	1 095 048,50 €	0,00 €	1 095 048,50 €	0,00 €	1 095 048,50 €

Annexe 4 : courrier de demande d'autorisation de visite de l'hôpital et centre de santé communautaire de Lamèque



UNIVERSITÉ DE MONCTON
CAMPUS DE MONCTON

Faculté des sciences de la santé et des services communautaires
École des sciences des aliments, de nutrition et d'études familiales

Moncton, le 2 juin 2010

Madame Dina Chiasson,
Directrice
Hôpital et Centre de Santé
Communautaire Lamèque
Nouveau Brunswick, Canada

Objet : Demande d'autorisation de visite de l'Hôpital et Centre de Santé Communautaire Lamèque

Madame la Directrice,

Je voudrais par la présente solliciter auprès de vous une autorisation en vue d'une visite d'immersion dans les activités de l'Hôpital et Centre de Santé Communautaire Lamèque dont vous assurez la Direction.

En effet, l'intéressé, en la personne du Docteur Iba Bamba, dans le cadre de son mémoire de fin de formation en master en développement option politique nutritionnelle, travail sur le thème : "lutte contre la malnutrition dans les pays en développement: conception et mise en œuvre d'un plan d'intervention nutritionnelle en Côte d'Ivoire par une approche de développement communautaire".

C'est dans ce cadre qu'il souhaiterait profiter de l'expertise avérée de votre structure, eu égard à l'excellente réputation dont elle jouit, notamment en matière d'approche communautaire de résolution des problèmes de santé publique dans le Nouveau Brunswick.

Docteur Iba Bamba est un auditeur de l'Université Senghor d'Alexandrie en Egypte (opérateur direct de la Francophonie) et son stage placé sous ma responsabilité a lieu à l'École des Sciences des Aliments, de Nutrition et d'Études Familiales de l'Université de Moncton.

Les objectifs suggérés dans le cadre de cette visite sont les suivants:

- Bénéficier de l'expérience de votre structure en matière d'approche communautaire des problèmes de santé publique dans la localité cible (diagnostic communautaire)

1

- Comprendre les stratégies mises en œuvre pour une implication de la communauté tout le long du processus du projet
- Comprendre les stratégies d'offre des services en fonction des besoins des communautés

La méthodologie qui sera utilisée en vue de l'atteinte des objectifs fixés sont:

Rencontre avec des personnes ressources:

- Mme Dina Chiasson, Directrice
- Docteur Vibert
- Intervenants des services à visiter
- Toute Autre personne jugée nécessaire

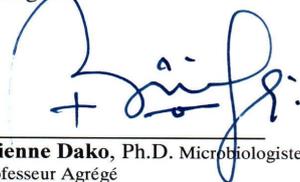
Visite des services et échanges avec les intervenants:

- Projet condition chronique
- Projet obésité (poids santé)
- Programme provincial (mes choix/ma santé)
- Autres si nécessaire

Documentations (souhaitées) :

- Protocole du projet global (décrivant la méthodologie utilisée)
- Questionnaire de base pour le diagnostic communautaire
- Autres documents utiles

Dans l'espoir de vous rencontrer bientôt, le 9 juin 2010 tel que discuté au téléphone avec Dr Vibert, veuillez agréer Madame la Directrice l'expression de mes salutations distinguées.



Étienne Dako, Ph.D. Microbiologiste,
Professeur Agrégé
President of the Animal Care Committee of University of Moncton
Président du comité des études supérieures de l'ÉSANEF
École des sciences des aliments, de nutrition et d'études familiales
Faculté des sciences de la santé et des services communautaires

Tél. : (506) 858-4080
Télécopieur : (506) 858-4283
courriel: etienne.dako@umoncton.ca

Annexe 5 : compte rendu de la visite de l'hôpital et centre de santé communautaire de Lamèque



COMPTE RENDU DE LA VISITE

HOPITAL ET CENTRE DE SANTE COMMUNAUTAIRE DE LAMEQUE

Présenté par : **Dr Iba Bamba** Étudiant en Master de politiques Nutritionnelles
Université Senghor d'Alexandrie, Egypte

Supervisé par: **Prof Etienne Dako, PhD**, Microbiologiste, Président du Comité
des études supérieures de l'École des sciences des aliments, de nutrition
et d'études familiales

Université de Moncton, Canada

Moncton, le 11 juin 2010

1. Contexte et justification

Dans le cadre de son stage pour l'obtention du Master en Développement, option Politiques Nutritionnelles, organisé par l'Université Senghor d'Alexandrie en Egypte (opérateur direct de la Francophonie) le Dr Bamba est placé sous la responsabilité Professeur Etienne Dako. Ce dernier est le Président du Comité des études supérieures (CES) de l'École des sciences des aliments, de nutrition et d'études familiales (ÉSANEF) de la Faculté des Sciences de la Santé et des Services Communautaires (FSSSC) de l'Université de Moncton (Nouveau Brunswick, Canada).

Le thème retenu pour la thèse du Dr Bamba est la "lutte contre la malnutrition chronique dans les pays en développement: conception et mise en œuvre d'un plan d'intervention nutritionnelle en Côte d'Ivoire par une approche de développement communautaire". Aussi, dans l'optique d'une visée plus pragmatique de ce stage, a-t-il été jugé opportun par l'encadreur d'organiser une visite de terrain dans un centre canadien ayant adopté avec succès la démarche de développement communautaire.

C'est dans ce contexte que cette visite d'immersion dans les activités de l'Hôpital et Centre de Santé Communautaire de Lamèque dans le Nouveau Brunswick, a été initiée par le Pr Etienne Dako et acceptée par l'équipe de direction de HCSCCL avec à sa tête Mme Dina Chiasson.

Elle s'est déroulée le mercredi 9 juin 2010 de 9H00 à 15H00.

2. Objectif général de la visite

- Bénéficier de l'expérience de la structure en matière d'approche communautaire des problèmes de santé publique dans la localité cible (diagnostic communautaire)

2.1. Objectifs spécifiques de la visite

- Comprendre les stratégies mises en œuvre pour une implication de la communauté durant le processus du projet
- Comprendre les stratégies d'offre des services en fonction des besoins des communautés

3. Composition de l'équipe

- Pr Etienne Dako, Directeur de stage
- Dr Iba Bamba, Stagiaire
- Fabrice Mobetty, Stagiaire

4. La méthodologie de travail :

4.1. **Affectation d'un guide** par Mme la Directrice en la personne de Mme Barbara Frigault, Infirmière (gestionnaire des services cliniques).

4.2. **Rencontre et échanges avec des personnes ressources:**

- **Madame Dina Chiasson**, Directrice, Hôpital et centre de santé communautaire de Lamèque.
- **Madame Aurore Chiasson**, infirmière et intervenante des projets "condition chronique" et "mes choix ma santé"
- **Madame Lyse Blanchard**, Diététiste, intervenante actuelle du projet – obésité.
- **Dr D. Vibert**, MD praticienne

4.3. Demande de documentation :

- Protocole du projet global (décrivant la méthodologie utilisée)
- Questionnaire de base pour le diagnostic communautaire
- Autres documents utiles

5. Résultats de la visite :

- 5.1. **La Directrice**, face à son enthousiasme et à l'importance qu'elle accorde à la santé communautaire, a renforcé notre position concernant l'adoption d'une méthodologie de résolution de problèmes de santé publique basée sur l'approche communautaire
- 5.2. **Dr Vibert**, nous a permis de donner une meilleure orientation à l'organisation de notre visite en faisant un bref résumé des différents programmes exécutés au sein du CSCI..
- 5.3. **Notre guide** a été une véritable facilitatrice de notre mission. Son sens aigu de la responsabilité nous a permis d'accéder à tous les services du centre et de rencontrer sans difficulté aucune tous les intervenants souhaités.
- 5.4. **Objectif spécifique 1** : stratégies mises en œuvre pour une implication de la communauté tout le long du processus du projet

Pour parvenir à une appropriation du projet par la communauté dès le début du processus, la stratégie a consisté en la mise sur pied d'un comité aviseur nommé comité du Centre de Santé Communautaire (CSC). Ses membres étaient les représentants des différentes régions couvertes par le projet. Il s'agissait de personnes reconnues par leur communauté comme ayant un intérêt certain pour la santé de leurs concitoyens et n'étant pas sujettes à controverse.

Cette équipe a été la cheville ouvrière de l'implication communautaire dans la gestion et l'exécution du projet. Elle avait pour mandat essentiel de dresser le profil épidémiologique de la population cible. Pour ce faire, le comité aviseur a procédé au recrutement d'une consultante avec laquelle il a travaillé en étroite collaboration.

Les informations ont été recueillies auprès des populations cibles au moyen de 2 instruments de mesures à savoir un questionnaire et des focus groupes. La synthèse des données et l'établissement des priorités d'action qui devaient guider les interventions futures du CSC ont été effectués par ledit comité.

Cet excellent exemple de projet basé sur une approche de développement communautaire débuté en 2003, a abouti à l'inauguration en janvier 2005 du Centre de Santé Communautaire de Lamèque.

A ce jour, le comité du CSC est maintenu dans ses fonctions avec pour nouveau mandat de :

- participer à l'articulation de la vision du CSC ;
- participer à la planification stratégique du CSC en agissant comme comité aviseur sur les problèmes et besoins émergents des communautés cibles ;
- participer à l'identification des besoins reliés à la promotion de la santé et la livraison des services sur une base continue ;
- participer à l'évaluation des activités du CSC afin de s'assurer que les programmes et services offerts respectent toujours les besoins des communautés ;
- recommander des stratégies de communication avec les communautés cibles.

En d'autres termes le comité du CSC a pour mission actuelle d'assurer un continuum dans l'harmonie entre la vision du CSC et les besoins réels des populations cibles.

En somme, la formation de ce comité aviseur a permis de garantir l'implication communautaire dans la planification, la mise en œuvre et le suivi/évaluation du projet de CSC de Lamèque. Cette approche a contribué à accroître la pertinence des actions et méthodes, de même qu'à améliorer la mobilisation communautaire en faveur du projet et à réduire les résistances.

Le maintien de ce comité avec son mandat actuel est probablement l'une des meilleures idées pour assurer la pérennité du projet.

Une autre stratégie a été la création au sein du CSC d'un poste d'agente de développement communautaire. Cette dernière constitue un relais entre la communauté et le CSC, en ce sens qu'elle est permanemment en connexion avec les populations locales pour recueillir leurs besoins et observations.

5.5. Objectif spécifique 2 : stratégies d'offre des services en fonction des besoins des communautés

Ici également, la stratégie a consisté au recueil de l'avis des populations sur la nature des services dont elles souhaiteraient bénéficier ainsi que la manière dont elles voudraient que ces services soient organisés. Ces informations ont été recueillies à partir du questionnaire de sondage et surtout lors des focus groupes organisés avec les différentes communautés. Ainsi par exemple, dans l'optique d'améliorer l'accès du centre il est possible à la population de s'auto-référencer au CSC.

L'ensemble de ces informations nous ont été fournies lors de notre entretien avec Mme Chiasson, Directrice du CSC.

Mme Chiasson a fait montre dans ses propos d'une maîtrise parfaite de son sujet et d'un engagement impressionnant pour la santé communautaire. Cela nous laisse croire également que le succès d'une intervention passe aussi par les valeurs intrinsèques du niveau d'implication du manager et de l'équipe projet.

6. Rencontre avec les intervenantes des projets :

- Projets "condition chronique" et "mes choix ma santé" conduits par Mme Aurore Chiasson (infirmière) :

La caractéristique de ces projets est l'éducation par les pairs. Car selon Mme Aurore pour être intervenant en condition chronique, il faut être soit même porteur d'une pathologie chronique. En effet, cela permet de mieux comprendre la situation de l'autre et de lui prodiguer des conseils réalistes.

- Projet obésité conduit par Mme Lise Blanchard, Diététiste :

Les interventions de la diététiste se font aussi bien au CSC que dans la communauté à la demande de celle-ci.

Les activités développées dans ces différents programmes sont aussi bien de nature curatives, préventives que promotionnelle. Leur accès se fait soit par référence d'un soignant soit par autoréférence du concerné. Madame Blanchard travail le plus souvent avec des groupes de personnes. Cela leur permet d'apprendre les uns des autres et de partager des expériences personnelles.

Ces 2 spécialistes dans leur domaine respectif son également des passionnées de leur travail.

7. Documentation reçue :

Dans un souci de bonne gouvernance, de transparence des décisions et d'efficacité, Mme la Directrice et ses collaboratrices ont mis à notre disposition bien plus que la documentation souhaitée au départ.

Ainsi, nous avons reçus les documents suivants :

- Document de description de la méthodologie utilisée dans le cadre du projet
- Questionnaire de base pour le diagnostic communautaire
- Rapport d'évaluation des besoins en santé de 2002
- Rapport de l'exercice de priorisation et recommandations du comité du CSC de mai 2004
- Recommandations pour la structure de suivi du comité du CSC de juin 2004
- Ouvrage de Sylvain Vézina intitulé « gouvernance, santé et minorités francophones »
- Protocole de pratique complémentaire en conditions chroniques : Hypertension de l'adulte.
- Questionnaire : Groupe de discussions: la collectivité
- Mandat du Comité du Centre de santé communautaire de Lamèque

L'ensemble de ces documents constituent une source précieuse d'informations qui nous aiderons dans le cadre de notre travail.

8. Leçons apprises de l'expérience de Mme la Directrice

- Pour garder sa crédibilité, il est nécessaire de s'assurer du soutien financier et institutionnel effectif de l'autorité administrative et politique avant d'engager une démarche en direction de la communauté.

- Pour permettre une réaction rapide face aux problèmes posés par la communauté, il serait souhaitable de lever les lourdeurs administratives en conférant à l'équipe projet une autonomie de gestion

Conclusion :

Au total, l'objectif général visé par notre visite à savoir de tirer bénéfice de l'expérience de la structure en matière d'approche communautaire de résolution des problèmes de santé publique est entièrement atteint. En effet, le CSC de Lamèque est un parfait modèle d'implantation de projet fondé sur une démarche de développement communautaire.

En outre la méthodologie suivie et les stratégies adoptées pour parvenir à une implication optimale des communautés cibles durant tout le processus de conception et de réalisation du projet de création du CSC de Lamèque nous serviront de boussole lors de la conception de notre plan d'intervention. Toutefois, une adaptation selon le contexte spécifique à la Côte d'Ivoire s'avère nécessaire.

Au demeurant, nous voudrions adresser nos remerciements les plus sincères à Mme la Directrice et à tout son personnel pour l'accueil et la disponibilité dont ils ont fait preuve à notre égard. Nous sommes persuadés que nous saurons utiliser à bon escient les conseils et expériences pertinentes partagés par cette équipe très professionnelle

Annexe 7 : grille d'analyse IPC/FAO

Classification de la phase		Indicateurs d'impact de référence Effets immédiats ou imminents sur les vies humaines et les moyens d'existence ; sur la base de preuves directes ou indirectes convergentes, plutôt que sur des seuils absolus. Il n'est pas nécessaire de disposer de tous les indicateurs pour procéder à la classification	Cadre stratégique d'intervention Objectifs : (1) atténuer les effets immédiats (2) soutenir les moyens d'existence (3) s'attaquer aux causes sous-jacentes
1	1A Généralement en sécurité alimentaire	Taux brut de mortalité < 0,5 / 10 000/ jour Malnutrition aigue <3% (indice poids-taille <-2Zscores) Retard de croissance < 20% (indice poids-taille <-2Zscores) Accès à l'alimentation/Disponibilité généralement adéquats (>2100 kcal/personne/jour), stable Diversité du régime alimentaire régime alimentaire diversifié, de qualité et quantité constantes	Assistance stratégique aux groupes souffrant d'insécurité alimentaire. Investissement dans les systèmes de production économique et alimentaire. Favoriser le développement de moyens d'existence basés sur les principes de durabilité, justice et équité. Prévenir l'apparition d'obstacles structurels à la sécurité alimentaire. Plaidoyer
	1B Généralement en sécurité alimentaire	Accès à l'eau / Disponibilité généralement adéquat (>15 litres/personne/jour), stable Dangers probabilité de vulnérabilité faibles ou modérées Sécurité civile paix établie et structurelle Avoirs relatifs aux moyens d'existences utilisation généralement durable (des avoirs relatifs aux moyens d'existence)	
2	Insécurité alimentaire modérée/ limite	Taux brut de mortalité < 0,5 / 10 000/ jour : TMM 5 < 1/10000/jour Malnutrition aigue >3% mais < 10% (indice poids-taille < -2Z scores), fourchette habituelle, stable Retard de croissance > 20% (indice taille-âge < -2Z scores) Accès à l'alimentation/Disponibilité presque adéquat (2100 kcal par personne/jour) : instable Diversité du régime alimentaire chroniquement insuffisante Accès à l'eau / Disponibilité presque adéquat (15 litres par personnes/jour) : instable Evènements adverses/Aléas récurrents, avec une vulnérabilité élevée des moyens d'existence Sécurité civile instable : tension perturbatrice Stratégies d'adaptation 'assurance/adaptation Avoirs relatifs aux moyens d'existences utilisation perturbée et non durable Conditions structurelles importantes entraves sous-jacentes à la sécurité alimentaire	Mettre en place des filets de sécurité ; interventions en vue de réduire les risques ; soutenir les moyens d'existence ; corriger les entraves structurelles à la sécurité alimentaire Surveillance étroite des indicateurs de résultats et de processus pertinents Plaidoyer
3	Crise alimentaire et des moyens d'existence aigue	Taux brut de mortalité < 0,5 / 10 000/ jour : TMM 5 < 1/10000/jour Malnutrition aigue 10-15% (indice poids-taille < -2Z scores), > à la normale, en augmentation Maladies épidémies, en augmentation manque de garanties : 2100 kcal/personne/jour, obtenues par Accès à l'alimentation/Disponibilité dilapidation des avoirs relatifs des moyens d'existence très insuffisante 7,5-15 litres/personne/jour, obtenus par Diversité du régime alimentaire dilapidation des avoirs relatifs aux moyens d'existence Accès à l'eau / Disponibilité d'existence tendance nouvelle, diffusée conflit peu diffus, de faible intensité Dénouement/Déplacement stratégies de crise : indice de stratégie d'adaptation (CSI) > à la référence en hausse Sécurité civile épuisement, ou perte accélérée et critique Stratégies d'adaptation d'accès Avoirs relatifs aux moyens d'existences	Interventions urgentes pour accroître l'accès et les disponibilités alimentaires à des normes minimales, et pour éviter la destruction des avoirs relatifs aux moyens d'existence

4	Urgence humanitaire	<p>Taux brut de mortalité 1-2/10000/jour, >2 fois le taux de référence, en augmentation ; TMM5> 4/10000/jour</p> <p>Malnutrition aigue >15% (indice poids-taille < 2Z scores), > à la normale, en augmentation</p> <p>Maladies Pandémie</p> <p>Accès à l'alimentation/Disponibilité Grave insuffisance des garanties : incapacité d'accéder à 2100 kcal/personne/jour, consommation régulière de 2-3 grands groupes d'aliments, ou moins 7,5 L/personne/jour (utilisation par l'homme uniquement)</p> <p>Diversité du régime alimentaire</p> <p>Accès à l'eau / Disponibilité concentré : en augmentation</p> <p>Dénouement/Déplacement conflits diffus, de forte intensité</p> <p>Sécurité civile stratégies de détresse : indice nettement > à la référence</p> <p>Stratégies d'adaptation</p> <p>Avoirs relatifs aux moyens d'existences épuisement ou perte d'accès, quasi-total et irréversible</p>	Interventions urgentes pour éviter la malnutrition grave, l'inanition et la perte irréversible des avoirs en améliorant l'accès et les disponibilités alimentaires, et les autres besoins essentiels à des normes minimales.
5	Famine / catastrophe humanitaire	<p>Taux brut de mortalité >2/10000/jour. TMM5>4/10</p> <p>Malnutrition aigue >30% (indice poids-taille < - 2Z scores)</p> <p>Maladies Pandémie</p> <p>Accès à l'alimentation/Disponibilité Insuffisance extrême des garanties ; disponibilités très inférieure à 2100 kcal/personne/jour</p> <p>Accès à l'eau / Disponibilité < 4 litres /personne/ jour (utilisation par l'homme uniquement)</p> <p>Dénouement/Déplacement à grande échelle, concentré</p> <p>Sécurité civile conflit diffus, de forte intensité</p> <p>Avoirs relatifs aux moyens d'existences perte effective totale ; effondrement</p>	Protection très urgente des vies humaines par une assistance complète pour les besoins essentiels (par exemple nourriture, eau, logement, protection,...)

Annexe 8 : Grille d'analyse de la sécurité alimentaire du Nord-Ouest de la Côte d'Ivoire lors de la 4^e phase IPC

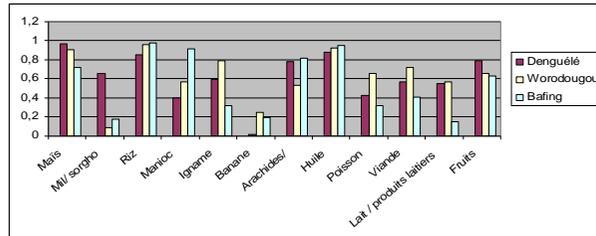
Région analysée (Région, district, zone agro-climatique, zone de moyens d'existence) : NORD OUEST (Denguélé, Worodougou, Bafing) Période analysée : Avril – Septembre 2009				
Indicateurs d'impacts de référence (Tels que définis par le tableau de référence IPC)	Preuves directes (en gras) et indirectes pour une phase durant une période déterminée • Preuves directes et indirectes (des proxies ou des indicateurs de processus) des effets • Source de preuve • Niveau de fiabilité des preuves (3=non confirmées, 2=assez fiables, 1=très fiables) • Identifiez la classification de la phase pour chaque élément de preuve • Indiquez « Non applicable » si le résultat ne s'applique pas à la situation	Classification de la phase (Cochez ou mettre en gras la case adéquate)	Preuve du risque d'aggravation de la phase ou la magnitude (Indicateurs de dangers et de vulnérabilité) • Enumérer les preuves qui permettent de déterminer le risque • Source de la preuve Taux de fiabilité des preuves (1=non confirmées, 2=assez fiables, 3=très fiables)	Niveau de risque (Cochez la case correspondant au niveau de risque approprié et la sévérité attendue, si garantie)
Taux brut de mortalité Phase 1	• Quotient de mortalité juvénile 96/1000 → (Source : MICS, décembre 2006 ; R=3)			
Malnutrition aiguë Phase 2	MAG chez les enfants de 6 à 59 mois : 3 – 10% MAG : 6,8% (Denguélé), 9,6% (Worodougou), 8,3% (Bafing) MAM : 4,7% (Denguélé), 6,3% (Worodougou), 5,2% (Bafing) MAS : 2,1% (Denguélé), 3,3% (Worodougou), 3,1% (Bafing) → SMART août 2009 (R=1) – rapport non validé en cours d'analyse	<ul style="list-style-type: none"> ■ Généralement en sécurité alimentaire 1A ■ Généralement en sécurité alimentaire 1B (Denguélé) ■ Insécurité alimentaire modérée/limite (Bafing, Worodougou) ■ Crise alimentaire et des moyens d'existence aiguë ■ Urgence humanitaire ■ Famine/Catastrophe Humanitaire 	<ul style="list-style-type: none"> • Poches de mauvaises récoltes céréalières, faibles rendements (pas d'engrais) • Taux de malnutrition aiguë global en général élevé (risques avec l'allongement de la période de soudure) • Difficultés d'accès à la culture de coton • Endettement des planteurs • Faibles revenus de la noix de cajou • Foyers de maladies du bétail • Perte de BCA et diminution de la capacité productive des paysans • Afflux potentiels de réfugiés et/ou de retour de populations à la frontière guinéenne <ul style="list-style-type: none"> • Peur et risques d'incidents sécuritaires à Séguéla • Affrontement sporadique à Séguéla • Exploitation forestière pour la culture cacaoyère par les autochtones baoulés à Kani 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Pas d'alerte précoce (veille Bafing) ■ Surveillance : Alerte sur tout le Bafing ■ Risque modéré <ul style="list-style-type: none"> ○ CAACME ○ UH ○ Famine/CH ■ Risque élevé <ul style="list-style-type: none"> ○ CAACME ○ UH ○ Famine/CH
Malnutrition chronique : retard de croissance (phase 3) ????	MCG >40% : caractéristique non définitive MCG= 40,7% , MCM=25,1%, MCS=15,6% (Denguélé)/ MCG= 48,4% , MCM= 26,6%, MCS= 21,8% (Worodougou)/ MCG= 43,8% , MCM= 25,1%, MCS=18,6% (Bafing) → SMART août 2009 (R=1) – rapport non validé en cours d'analyse			
Maladies Pas de poussée épidémique Phase 1	<ul style="list-style-type: none"> • SIDA : 2006 1,7% (national 4.7%) → Source : EIS, 2005 (R=3) • Paludisme : rapport DIPE, IRC à collecter • Tuberculose : 191 /21204 cas dont 160 nouveaux cas en 2006 *Bafing : 50 /21204 cas dont 48 nouveaux cas 2006 *Denguélé : 42 /21204 cas dont 33 nouveaux cas 2006 *Worodougou : 99/21204 cas dont 79 nouveaux cas → Source : Programme National de Lutte contre la Tuberculose, 2006 (R=3) • Anémie (Savanes, Denguélé, Worodougou, Bafing et Zanzan) : 80,7 % → SMART, Juillet 2008 (R = 1) 			

Accès aux aliments et Disponibilité alimentaire
Kcal ? **Phase 2**

• **ACCES AUX ALIMENTS**

○ **Consommation (% des ménages)**

Denguélé : bonne consommation = 90,8%, consommation limite = 8,2%, consommation pauvre= 0,9%
 Worodougou : bonne consommation = 88,9%, consommation limite = 9,3%, consommation pauvre = 1,8%
 Bafing : bonne consommation = 70,1%, consommation limite = 24,3%, consommation pauvre = 5,6% → EASA juin 2009 (R=1)



Consommation alimentaire des ménages → EASA juin 2009 (R=1)

○ **Pouvoir d'achat** : Baisse 2005, 2006, 2007, 2008 et maintien en 2009

- **endettement** : cercle vicieux d'endettement des producteurs de coton

○ **Dépenses:**

Prix des denrées de première nécessité à Odienné de 2007 à 2008 en hausse en générale → PAM (R=1)

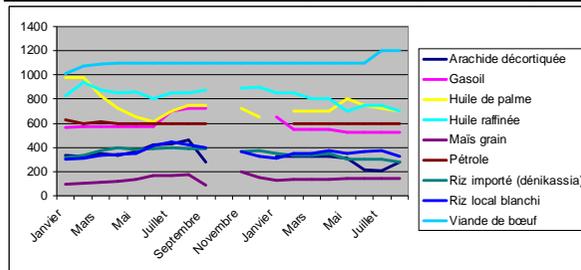
Arachide décortiquée 8%, Farine de maïs 4%, Gasoil 16%, Huile de palme 10%, Huile raffinée 25%, Igname Florido 102%, Maïs grain 10%, Manioc Doux -9%, Pétrole -1%, Poisson Appolo -5%, Poisson Séché Magni 18%, Riz importé (dénikassia) 35%, Riz local blanchi 15%, Viande de bœuf 5%

Evolution des prix de 2007 à 2009 (PAM)

Odienné

	Prix moyen de janvier à août		
	2007	2008	2009
Arachide décortiquée	397	380	289
Farine de maïs	186	179	200
Gasoil	538	608	550
Huile de palme	613	777	725
Huile raffinée	656	856	775
Igname Florido	93	119	132
Maïs grain	87	135	136

Manioc Doux	151	129	119
Pétrole	536	605	600
Poisson Appolo	1 016	947	1 000
Poisson Séché Magni	1 702	2 130	2 536
Riz importé (dénikassia)	267	373	319
Riz local blanchi	327	366	350
Viande de bœuf	963	1 084	1 125



Evolution des prix à Odienné de janvier 2008 à août 2009

○ **Accès social:**

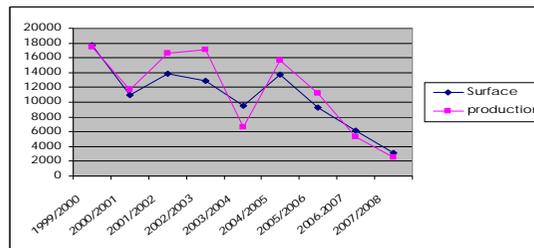
○ **Sources de revenus**

Arachides : 150 à 375 F /kg prix bord champ

Anacarde : Prix Bas 50 à 125 FCFA : kg bord champ

Coton : Disparition du Coton sauf Nord Est de la Région ;

Evolution des superficies et production de 1999 à 2008 à Odienné



➔ Source Ivoire Coton Odienné (R=1)

Prix national aux producteurs de coton, CIDT

	2008/2009	2009/2010
1er choix	185	175
2ème choix	155	145

Augmentation de 4% du prix d'achat ; subvention de l'engrais par l'état (50% via Société cotonnière ; + XX% marché libre)

	<p>Prix moyen des animaux :</p> <p>Denguélé</p> <p>Bovin : 60 000 à 200 000 F/l'unité</p> <p>Ovin : 20 000 à 60 000 F/l'unité</p> <p>Worodougou</p> <p>Bovin : 115 000 à 250 000 F/l'unité</p> <p>Ovin : 20 000 à 60 000 F/l'unité Bafing</p> <p>→Source : Suivi SASA, 2008 (R=1)</p> <p>Principaux groupes de moyens de subsistance des ménages (les 3 plus importants) → EASA juin 2009 (R=1)</p> <p>Agriculture de rente : 29,1% (Denguélé), 35,2% (Worodougou), 13,3% (Bafing)</p> <p>Agriculture vivrière : 30,1% (Denguélé), 25,9 % (Worodougou), 34,1% (Bafing)</p> <p>Crédit /emprunt : 19,1% (Denguélé), 17,1 % (Worodougou), 27,3 % (Bafing)</p> <p>Elevage : 4% (Denguélé), 1,9 % (Worodougou), 5,3 % (Bafing)</p> <p>Denguélé : 4% transfert d'argent des migrants, 2,9% aide extérieure</p> <p>Worodougou : 1,9% pêche, 2,7% aide extérieure,</p> <p>Bafing : 2,9% pêche, 1,4% artisanat/petit metier</p> <p>○ Sources d'alimentation:</p> <p>• DISPONIBILITE</p> <p>Pas de problèmes de disponibilité alimentaire</p> <p>○ Production</p> <p>Productions agricoles:</p> <p><u>Tubercules</u> : Bonnes</p> <p><u>Riz</u>: Moyennes</p> <p><u>Mais</u>: Moyennes à mauvaises</p> <p><u>Fonio</u> : Bonnes</p> <p><u>Arachides</u> : Moyennes</p> <p>→Source : SASA, FAO 2008 (R = 1)</p> <p>Baisse de l'usage de la culture attelé entraînant une baisse de la productivité agricole</p> <p>% des ménages disposant de semence en 2009 dont % ayant accès aux semences améliorées →EASA juin 2009 (R=1)</p> <p>Denguélé : 45 / 8</p> <p>Worodougou : 65 /14</p> <p>Bafing : 64 /13</p> <p><u>Productions animales</u> : Gibiers, volailles traditionnelles, Poissons congelés sources majeures d'approvisionnement en ville</p> <p>Evolution sanitaire et état du cheptel</p> <p>Baisse du cheptel bovin du fait de l'existence de plusieurs</p>			
--	--	--	--	--

	<p>pathologies, disparition des BCA → Source : Suivi SASA, 2008 (R=1)</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ <u>Canaux d'approvisionnement:</u> Barrages (tracasseries routières) : nombre en baisse Etats des routes : dégradé (parfois impraticables), toujours peu de maintenance, Coupeurs de route/insécurité : non Relative bon approvisionnement des marchés ○ <u>Bilan céréalier :</u> ○ <u>AUTRES INFORMATIONS:</u> Pourcentage des ménages en SA, IA, IAM et IAS : Denguélé : SA = 90,8%, IA = 9,2%, IAM = 8,2%, IAS= 0,9% Worodougou : SA = 88,9%, IA = 11,1%, IAM = 9,3%, IAS= 1,8% Bafing : SA = 70,1%, IA = 29,9%, IAM = 24,3%, IAS= 5,6% → EASA juin 2009 (R=1) 			
Diversité du régime alimentaire	<p>73,9% des enfants de 6 à 23 mois ont une alimentation non diversifié (contre 26,1 diversifié), au cours des 24 dernières heures, consommation d'au moins 4 groupes d'aliments), EASA juin 2009 (R=1)</p> <p>% des ménages ayant une alimentation peu diversifiée = Denguélé : 9,2% (IAM = 8,2%, IAS= 0,9%) Worodougou : 11,1% (IAM = 9,3%, IAS= 1,8%) Bafing : 29,9% (IAM = 24,3%, IAS= 5,6%) → EASA juin 2009 (R=1)</p>			
Accès à l'eau et approvisionnements en eau Phase 1	<p>Quantité de litres / individu / jour (pour le ménages) : ? informations à collecter dans le SMART 2009 – rapport provisoire en cours d'analyse</p> <ul style="list-style-type: none"> • 57,6 % accès à une source d'eau améliorée (76 % au niveau national) le plus faible taux → Source : MICS, décembre 2006 (R=3) 65 % en milieu rural → EFSA, 2006 (R=3): 65 % en milieu rural) • Pompes en panne (%) → DHH, 30/04/2007, (R=3) Denguélé : 45,4 % Worodougou : 35,4 % Bafing : 22,8 % <p>Taux de couverture des points d'eau → Source : DHH, 30/04/2007, (R=3) Denguélé : 76,8% Worodougou : 51,5% Bafing : 70,1 % (National : 63,1%)</p> <p>Accès à l'eau de boisson (% ménages) : eau courante, forage, puits améliorés, puits traditionnels, eau surface → EASA juin 2009 (R=1) : Denguélé: 2%, 49%, 18%, 14%, 17% Worodougou : 1%, 42%, 22%, 18%, 17% Bafing : 6%, 58%, 7%, 2%, 27%</p>			

<i>Dangers / Evènements adverses</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Maintien des prix élevés • Risques d'incidents sécuritaires à Séguéla • Risques d'afflux de réfugiés à la frontière guinéenne <p>Exploitation forestière pour la culture cacaoyère par les allochtones baoulés à Kani</p>	
<i>Dénuement/ Déplacement</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Plus de déplacement – • Proportion de la population totale déplacée → ENV 2008 (R=1) Nord Ouest : Accueil 2,7 % Départ 5,3% • Pauvreté → INS 2008 (R=1) seuil = 0,489 Nord Ouest : P₀ 57,9 % (51,9% en 2002) → ENV 2008 (R=1) • Taux d'extrême pauvreté → ENV 2008 (R=1) Max 29,62% Nord Ouest : 18,36 % (9,2 en 2002) 	
<i>Sécurité civile</i> Phase 1	<ul style="list-style-type: none"> • Situation de paix en général mais affrontement sporadique à Séguéla • Processus de désarmement en cours • Dégât des cultures conflit éleveur cultivateur → EFSA, 2006 (R=3) Worodougou : 5% ; Bafing : 6% ; Denguélé : 0% % à actualisé avec l'EASA 2009 : voir PAM <p>Persistance des conflits et impacts négatifs sur les productions agricoles (Séguéla) → SASA, 2008 (R=1)</p>	
<i>Stratégies d'adaptation / de survie</i> Phase 2	<p>Chocs : Denguélé : Maladies graves (23,1%), décès de membres de la famille (3,1%), baisse des prix aux producteurs (1,2%), hausse des prix (0,1%), Sécheresse, semis tardif, pluies irrégulières (8,6%), manques de semences et intrants (25,5%), Maladies des cultures et bétail (3,7%), pillage de récolte et vols de bétail (34,8%) → EASA juin 2009 (R=1)</p> <p>Worodougou : Maladies graves (27,6%), décès de membres de la famille (9,3%), hausse des prix (1,4%), Sécheresse, semis tardif, pluies irrégulières (18,1%), manques de semences et intrants (3,3%), déplacement de population (0,4%), Maladies des cultures et bétail (0,4%), pillage de récolte et vols de bétail (39,4%) → EASA juin 2009 (R=1)</p> <p>Bafing : Maladies graves (29,6%), décès de membres de la famille (24%), hausse des prix (2%), Sécheresse, semis tardif, pluies irrégulières (18,8%), insécurité, violence, combats (1,9%), pillage de récolte et vols de bétail (23,6%) → EASA juin 2009 (R=1)</p> <p>Stratégies des ménages → EASA juin 2009</p>	

<p>Questions structurelles</p>	<p>Cf. pouvoir d'achat</p> <ul style="list-style-type: none"> * Insuffisance de structures bancaires et financières (Pas d'accès au crédit formel) * Crise du coton : oui surtout Nouvelle CIDT (Bafing et Worodougou) et maintenant dans le DENGUELE (→Ivoire Coton) * Filière anacarde en crise (Sources : rapports, prix, etc.) * Dégât des cultures et conflit éleveur cultivateur (cf. supra) <p>Pauvreté →INS 2008 (R=1) Nord Ouest : P₀ 57,9 % (51,9% en 2002) →ENV 2008 (R=1) Taux d'extrême pauvreté → ENV 2008 (R=1) Max 29,62% Nord Ouest : 18,36 % (9,2 en 2002)</p>														
<p>Avoirs relatifs aux Moyens d'existence (5 capitaux) Phase 2</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Financier : % des ménages possédant des animaux / % des ménages qui ont vu leur effectif animaux diminué →EASA juin 2009 (R=1): Denguelé (74 / 30), Worodougou (77 / 56), Bafing (55 / 31) ; cause de diminution : Denguelé : 54% mort d'animaux, 28% vente anormale, 12% vente normale, 5% vol/pillage, 1% manque d'eau; Worodougou : 57% mort d'animaux, 18% vente anormale, 5% vente normale, 18% vol/pillage, 5% manque d'eau ; Bafing : 66% mort d'animaux, 14% vente anormale, 4% vente normale, 16% vol/pillage * Difficultés d'accès au crédit formel, faible redéploiement des banques; * Endettement des producteurs surtout Worodougou; <p>Proportion des ménages endettés et somme moyenne empruntée au cours de 12 derniers mois →EASA juin 2009 (R=1)</p> <table border="1" data-bbox="465 1142 1077 1262"> <thead> <tr> <th>Régions</th> <th>% ménages</th> <th>Montant (FCFA)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Denguelé</td> <td>72</td> <td>74 549</td> </tr> <tr> <td>Worodougou</td> <td>55</td> <td>111 677</td> </tr> <tr> <td>Bafing</td> <td>77</td> <td>104 414</td> </tr> </tbody> </table> <p>Accès des ménages aux crédits →EASA juin 2009 (R=1) : Denguelé : 31% pas accès, 0% banque, 11% commerçant et 54% parents/amis Worodougou : 61% pas accès, 0% banque, 4% commerçant et 33%</p>	Régions	% ménages	Montant (FCFA)	Denguelé	72	74 549	Worodougou	55	111 677	Bafing	77	104 414		
Régions	% ménages	Montant (FCFA)													
Denguelé	72	74 549													
Worodougou	55	111 677													
Bafing	77	104 414													

	<p>parents/amis Bafing : 27% pas accès, 0% banque, 4% commerçant et 68% parents/amis Quintile de revenus des ménages → EASA juin 2009 (R=1) : 20% plus pauvre / quintile 2 / quintile 3 / quintile 4 / 20% plus riches Denguélé: 10 / 29 / 29 / 19 / 13 Worodougou: 23 / 26 / 17 / 19 / 15 Bafing : 17 / 21 / 29 / 19 / 15</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Humain</u> : En baisse * Taux de scolarisation Primaire : 31.6% * Scolarisation des 6-14 ans en milieu rural : 26% - 21% -30% respect → EFSa (R=3) Proportion de personnes ayant fréquenté une école → ENV 2008 (R=1) : Nord Ouest : 18,29% Taux net d'alphabétisation → ENV 2008 (R=1) : Nord Ouest : 14,78% Niveau d'éducation chefs de ménage → EASA juin 2009 (R= 1) Denguélé : 85% non alphabétisé (contre 15% alphabétisé), 70% primaire, 30% secondaire, 0% supérieur, 23% formation professionnelles Worodougou : 86% non alphabétisé (contre 14% alphabétisé), 75% primaire, 25% secondaire, 0% supérieur, 36% formation professionnelles Bafing : 79% non alphabétisé (contre 21% alphabétisé), 66% primaire, 33% secondaire, 1% supérieur, 12% formation professionnelles Proportion des ménages ayant un ou plusieurs membres migrants et nombre moyen de migrants → EASA juin 2009 (R= 1): Denguélé : 41% ménages (5 migrants moyens) Worodougou: 22% ménages (3 migrants moyens) Bafing : 27% ménages (2 migrants moyens) * Couverture sanitaire : (1 ESP pour Nbre d'Habitants) → DIPE, INS, 2006 (R=3) Nord Ouest : Denguélé : 10 539 Worodougou : 17 292 Bafing 9 376 Insuffisance des prestations des services sanitaires (Worodougou) • <u>Social</u> : existence permanente de groupements villageois d'entraide communautaire ; solidarité villageoises ; redéploiement en cours de l'administration • <u>Physique</u> : infrastructures économiques dégradées (reprise partielle de l'entretien routier) * abandon des barrages pastoraux ; • <u>Naturel</u> : feux de brousse récurrents, notamment dans le Bafing; déboisement continu 			
--	--	--	--	--